

# éclairages

N°21

[Printemps/Été 2024]

LIVRE ET CINÉMA :  
DES FILIÈRES RESPONSABLES ?

Artiste à l'œuvre : Jul Maroh

ÉVÉNEMENTS :  
*NICOLE, DIX ANS DÉJÀ*

INFOS ÉCONOMIQUES :  
LE LIVRE D'OCCASION, UN AVENIR  
SOUHAITABLE ?

UN NOUVEAU REGARD :  
LES ÉDITIONS ATHIZES



# ÉDITO

« Nous vivons une ère où il faut encourager le sens du collectif », annonce Angela Davis. Cette militante et écrivaine américaine se présente à la fois comme socialiste, antiraciste, féministe, végane et écologiste. À l'instar des propos et des engagements multiples de cette figure emblématique du mouvement Black Power, nous nous sommes efforcés d'aborder dans ce numéro les différentes formes de responsabilité dans les filières du Livre et du Cinéma sous l'angle de l'interdépendance et de l'interprofessionnalité, donc dans une forme de réflexion globale et collective.

Parité, égalité, diversité, lutte contre les discriminations et les VHSS, sans oublier l'écoresponsabilité... le sujet paraît non seulement bien trop vaste et ambitieux, mais ces problématiques ne datent pas non plus d'hier. Dans ce cas, pourquoi y revenir aujourd'hui et aborder toutes ces notions en même temps ?

Parce que, pour reprendre encore les propos d'Angela Davis, de la même manière qu'« on ne peut pas simplement considérer le genre comme isolé de la race, de la classe, de la sexualité, de la nationalité, des capacités et de toute une variété de questions », on ne peut pas séparer les différentes formes de responsabilités sociétale et environnementale ; elles sont toutes intrinsèquement liées. Comment interroger l'égalité des chances sans parler de diversité ? Comment défendre les droits des femmes sans lutter contre toute forme de violence et d'inégalité ?

Quant à la nécessité d'en parler maintenant et toujours, elle répond à cette obligation de « garder une vigilance », comme le souligne l'autrice et haute fonctionnaire honoraire Reine Prat dans ces pages, ou encore Jul Maroh, artiste invité de ce numéro, qui rappelle l'importance de poursuivre le débat politique et frontal.

Pour convoquer une autre figure majeure du féminisme décolonial, écoutons les propos de Françoise Vergès sur cette question : « Il faut avoir en tête, quand on [commence une lutte], que ça va être long, et que le lendemain de la victoire, puis chaque matin, il va falloir se lever et continuer. [...] on a toujours des choses à apprendre, à questionner. [...] on ne dira jamais "Cette fois c'est bon, c'est terminé" ». »

À l'échelle de nos filières culturelles, continuons donc de nous interroger, de nous remettre en question et d'agir, surtout, comme le font avec conviction les professionnel.le.s qui témoignent dans ces pages, à commencer par les artistes dont les créations influent, de façon essentielle, sur nos représentations. Il s'agit, comme le dit le cinéaste Dominique Marchais, de « produire les images justes, sans lesquelles on ne peut agir sur le monde ».

À chacun ses armes pour se mettre à l'œuvre : les images et les mots pour les auteures, la mise en place d'aides et de mesures incitatives ou contraignantes pour les pouvoirs publics, l'attention portée aux conditions de travail, à l'équité économique et à l'environnement pour tous. Essayons aussi de rester dans une dynamique collective, solidaire et respectueuse, et avec l'humilité de reconnaître que nous ne sommes jamais exempts de tout reproche...

Rachel Cordier

Directrice générale d'ALCA

1. Les citations d'Angela Davis sont toutes extraites d'un entretien publié en décembre 2017 sur la revue en ligne *Ballast* :

<https://www.revue-ballast.fr/angela-davis-sengager-demarche-dintersectionnalite>

2. Citation extraite d'un entretien publié en avril 2019 sur la revue en ligne *Ballast* :

<https://www.revue-ballast.fr/francoise-verges-denoncer-ce-qui-est-une-fausse-universalite-2-2>



## éclairages

N° 21 - [Printemps/Été 2024]

Illustration de couverture,  
page 11 et portfolio :  
Jul Maroh

*Éclairages* est la publication  
semestrielle d'ALCA, Agence  
livre, cinéma et audiovisuel en  
Nouvelle-Aquitaine, association  
Loi 1901.

Directeurs de la publication :  
Bruno Boutieux  
Rachel Cordier  
Coordination éditoriale :  
Marie-Pierre Quintard  
Comité de rédaction :  
L'équipe d'ALCA

Ont contribué à ce numéro :  
Nathalie André  
Nabil Bellahsene  
Christelle Bellenger  
Cécile-Charlotte Bernet

Lucie Braud  
Aline Chambras  
Maëlle Charrier  
Aurore Clavier  
Christophe Dabitch  
Emma Deleva  
Cathia Engelbach  
Émilie Escourido  
Claire Géhin  
Flora Ghedjati Reigneau  
Darline Gilles  
Benoît Hermet  
Hélène Labussière

Tara Lennart  
Margaux Maillard  
Fabrice Marquat  
Lætitia Mikles  
Camille Pierre  
Jean-Marc Robert  
Mathilde Rimaud  
Ève Tailliez  
Juliette Warlop

La rédaction remercie toutes les personnes qui  
ont accepté d'être interviewées pour la réalisation  
de ce numéro.

Conception graphique :  
Dan Maurin / [www.dandan.fr](http://www.dandan.fr)

Pour écrire à la rédaction :  
[marie-pierre.quintard@alca-nouvelle-aquitaine.fr](mailto:marie-pierre.quintard@alca-nouvelle-aquitaine.fr)

Diffusion : ALCA  
Imprimeur : Korus  
[www.korus-imprimerie.fr](http://www.korus-imprimerie.fr)  
ISSN : 2273-8851  
Dépôt légal : mai 2024

**ALCA**  
AGENCE LIVRE  
CINÉMA & AUDIOVISUEL  
EN NOUVELLE-AQUITAINE



### ALCA

Site de Bordeaux :  
MÉCA - 5, parvis Corto-Maltese  
CS 81993  
33088 Bordeaux Cedex

Site de Limoges :  
24, rue Donzelot  
87000 Limoges

Site de Poitiers :  
62, rue Jean-Jaurès  
86000 Poitiers

Site d'Angoulême :  
Maison alsacienne - 2, rue de la Charente  
16000 Angoulême

Tél. +33 (0)5 47 50 10 00 - [alca@alca-nouvelle-aquitaine.fr](mailto:alca@alca-nouvelle-aquitaine.fr) - [www.alca-nouvelle-aquitaine.fr](http://www.alca-nouvelle-aquitaine.fr)



## 02 Événements

- Rencontres et regards croisés sur le territoire néo-aquitain
- Nicole : dix ans déjà
- 1994-2024 : les éditions confluences fêtent leurs trente ans

## 03 Actualités d'ALCA

- Prologue, le magazine d'ALCA, fait peau neuve !
- Nouvelle série, à lire et à écouter
- Livres d'ici, la nouvelle lettre Livre

## 04 Ressources

- Nouvelle édition du répertoire *Maisons d'édition en Nouvelle-Aquitaine*
- Lecture-Justice : développer des projets en établissement pénitentiaire
- *Guide des aides aux librairies à l'échelle communale et intercommunale*

## 05 Infos économiques

- Le livre d'occasion, un avenir souhaitable ?

Par Mathilde Rimaud

## 06 Dispositifs publics

- La lecture, graine de territoire

Par Benoît Hermet

## 08 Par-delà les frontières

- Maîtriser le tumulte

Par Christophe Dabitch

## 09 Un nouveau regard

- Attiser le pouvoir citoyen des enfants avec les éditions Athizes

Par Margaux Maillard

## 10 Transversalité

- « On a entrelacé des branches pour y installer un nid »

– La Maison de la poésie de Bordeaux

Par Nathalie André

## DOSSIER

## LIVRE ET CINÉMA : DES FILIÈRES RESPONSABLES ?

### Parole d'invitée

#### 12 Pour une société plus égalitaire

**Reine Prat**, autrice et inspectrice générale honoraire de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle au ministère de la Culture

Par Darline Gilles

### Des responsabilités partagées par l'interprofession

#### 14 Discrimination de genre dans le cinéma français : les communautés s'engagent

Par Camille Pierre

#### 16 L'égalité dans la bande dessinée : des mots sur une réalité

Par Cathia Engelbach

**Laurent Tournebise** : « Dénoncer, c'est ce qui m'intéressait »

Par Flora Ghedjati Reigneau

#### 18 Documentaire : le dialogue interprofessionnel pour lutter contre la souffrance au travail

Par Ève Tailliez

#### 20 Responsabilité dans les festivals de cinéma : unis pour mieux avancer

**Maguy Cisterne**, secrétaire générale du Festival du cinéma de Brive, **Arnaud Dumatin**, délégué général Fema La Rochelle et **Stéphanie Loustau**, directrice administrative du Festival de Biarritz Amérique latine

Par Cécile-Charlotte Bernet

#### 22 Écologie et secteur de l'édition : les outils d'une transition de fond

**Paméla Devineau**, éco-conseillère, et **Fanny Valembois**, formatrice et consultante

Par Tara Lennart

#### L'écologie du livre en régions

Par Jean-Marc Robert

#### 24 Écoproduction dans la filière cinéma : de la réflexion à l'action !

Par Emma Deleva

#### La charte des cinémas verts de Cina

Par Emma Deleva

#### 26 Artiste à l'œuvre :

**Jul Maroh**

Jul Maroh : sensibiliser par l'empathie

Par Hélène Labussière

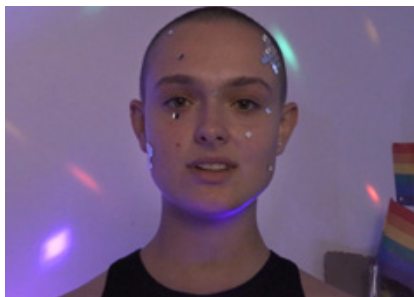
### Visibiliser et éduquer pour mieux sensibiliser et agir

#### 30 Imag'in : se raconter, dialoguer et célébrer pour mieux vivre ensemble

Par Émilie Escourido

#### Les Grands Espaces : des ateliers spectacles pour combattre l'invisibilisation

Par Maëlle Charrier



© Douze films

#### 32 « On a besoin de drags » **Estelle Carbonneau**, réalisatrice, et **Ely/Elips**, drag queen

Par Lætitia Mikles

#### 34 Liberté, égalité, fraternité : quand le cinéma français éprouve la devise nationale

Par Fabrice Marquat

**L'écran d'après** : sensibiliser, libérer la créativité  
et fédérer

Par Marie-Pierre Quintard

#### 36 Dominique Marchais : « mon éveil à l'écologie vient de mes films »

**Dominique Marchais**, réalisateur

Par Juliette Warlop



La Rivière, de Dominique Marchais – © Zedig Productions

### Vers des modèles plus vertueux

#### 38 Éditeurs écoresponsables : engagements et enjeux

Par Lucie Braud

#### 40 Quatre librairies engagées avec et pour leur territoire

Par Christelle Bellenger

#### 42 Un QG pour livres libres

**Ciel**, **Coline**, **Juliet** et **Madeleine**, membres de l'association Espace QG

Par Claire Géhin

#### Zoom sur les commissions Livr'exil et Légothèque de l'ABF

Par Claire Géhin

#### 44 Les bibliothèques écrivent leur transition écologique

Par Aline Chambras

#### 46 Mano, une école de cinéma gratuite et expérimentale

**Gaël Lemagnen**, réalisateur et producteur chez Vertigo Films

Par Nabil Bellahsene

#### 48 Trapèze : un nouveau lieu de résidence engagé : « Prendre soin de soi et des autres, c'est un acte politique »

**IanE Sirota** et **Nolwen Terrien**, cofondateur.ices de la résidence Trapèze

Par Aurore Claverie

Retrouvez l'intégralité  
de la revue sur  
[prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

**prologue**  
le magazine d'ALCA

## Événements

### Rencontres et regards croisés sur le territoire néo-aquitain

Le Frac MÉCA et ALCA s'associent pour des projections et des rencontres autour de l'exposition *Arpenter, photographeur la Nouvelle-Aquitaine*. Chaque rendez-vous sera l'occasion de proposer une thématique croisée avec, en regard, la rencontre d'un ou une artiste de l'exposition et d'un réalisateur ou une réalisatrice dont le film a été soutenu par la Région Nouvelle-Aquitaine et accompagné par ALCA. Le paysage en mutation, l'évolution galopante des villes, la nouvelle ruralité ou encore la situation écologique seront autant de sujets autour desquels les artistes seront invités à échanger en présence du public.

Première rencontre le 27 juin 2024 avec le photographe Jean-Luc Chapin et le réalisateur Geoffrey Lachassagne. Retrouvez le programme et le lien d'inscription sur [alca-nouvelle-aquitaine.fr](http://alca-nouvelle-aquitaine.fr) et [fracnouvelleaquitaine-meca.fr](http://fracnouvelleaquitaine-meca.fr)



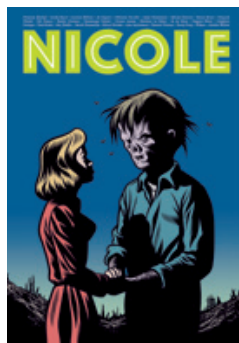
Photo issue de l'exposition *Arpenter, photographeur la Nouvelle-Aquitaine* – © Jean-Luc Chapin

### Nicole : dix ans déjà

La revue *Nicole*, publiée par Cornélius, fête ses dix ans cette année. L'heure est au bilan pour la maison d'édition bordelaise : « *Nicole* représente plus de 3 000 pages de bandes dessinées, 93 autrices et auteurs publiés et pas moins de 300 heures de lecture », souligne Jean-Louis Gauthey, fondateur de la maison. C'est en 2014 que *Nicole* voit le jour : d'abord avec un rapprochement entre Les Requins Marteaux et Cornélius, qui lancent conjointement une revue intitulée *Franky* (et *Nicole*) lorsqu'elle est publiée par Les Requins Marteaux et *Nicole* (et *Franky*) lorsqu'elle sort chez Cornélius. En 2017, après un

retrait du projet des Requins Marteaux, Cornélius prend la relève et la revue est rebaptisée *Nicole*.

Pendant ces dix années, la revue a prôné un esprit de collectif : trois centaines de pages, une vingtaine d'auteurs et d'autrices, tout cela pour douze mois de lecture d'extraits inédits ou d'introuvables en attendant le prochain numéro.



*Nicole* #13, éditions Cornélius, 2024

La treizième et ultime revue marque la fin d'un cycle chez Cornélius, qui annonce que « *Nicole* #13 est le dernier numéro sous cette forme ». Aucune inquiétude : ce n'est pas la fin de *Nicole*, car la maison promet une renaissance à la revue et « réfléchit d'ores et déjà à la suite »...

### 1994-2024 : les éditions confluences fêtent leurs trente ans

Voici trente ans que l'éditeur et écrivain Éric Audinet dirige à Bordeaux les éditions confluences. Un nom évoquant la ligne directrice de cette maison qui associe la littérature à bien d'autres disciplines – photographie, sciences, histoire, patrimoine... – dans une volonté de mêler les savoirs, tout en revendiquant un ancrage régional. « Confluences a un lien fort avec la région Nouvelle-Aquitaine dans le sens où elle publie essentiellement des gens d'ici<sup>1</sup> », explique l'éditeur.

Deux premières collections ont posé les fondements de cette maison, qui compte aujourd'hui près de cinq cents titres à son catalogue : « *La Forme d'une ville* », réunissant une vingtaine de titres articulant photographie et littérature, comme autant de pièces d'un puzzle qui, mis bout à bout, dessinent un Bordeaux imagé ; et les œuvres complètes en neuf volumes



© éditions confluences

## Actualités d'ALCA

du folkloriste, historien, ethnographe et photographe landais Félix Arnaudin, en coédition avec le Parc naturel régional des Landes de Gascogne, une aventure éditoriale ambitieuse et rocambolesque.

La nature et la préhistoire sont aussi au cœur de ce catalogue dont les ouvrages sont le fruit des envies ou passions de l'éditeur. Ce dernier a construit, au fil du temps, des liens durables et amicaux avec nombre de ses auteurs, comme avec le photographe Jean-Luc Chapin, coauteur de la trilogie *Cèpes*, *Chasseur Cueilleur* et *Pêcheur*.

Plusieurs manifestations sont prévues tout au long de cette année 2024, notamment au printemps à Labouheyre et à Sabres, dans les Landes, au cœur des terres natales de Félix Arnaudin et du poète occitan Bernard Manciet, dont Éric Audinet a publié plusieurs textes.

D'autres rendez-vous sont prévus à l'automne – à Soulac et Bordeaux, en Gironde, aux Eyzies, en Dordogne... –, l'occasion de découvrir les nouveautés comme l'*Anthologie des écrivains du Médoc*, de Christian Coulon (un autre des auteurs phares de la maison), ou le nouveau roman de Claire Jacquet, *Mésange*.

Pour être informé du programme via la lettre d'informations et la revue CABaNE, il suffit de s'inscrire sur le site [www.editionsconfluences.com](http://www.editionsconfluences.com)

1. Extrait de l'article « Trente ans de Confluences », par Aline Chambras, dans *L'Actualité Nouvelle-Aquitaine* n° 137, hiver-printemps 2024.

**prologue**  
le magazine d'ALCA

## Prologue, le magazine d'ALCA, fait peau neuve !

Prologue, le site d'ALCA qui publie chaque semaine des chroniques de films et de livres soutenus par la Région Nouvelle-Aquitaine, des entretiens avec des professionnels et des artistes, des mémoires de résidences, des reportages, des podcasts et des vidéos, change de décor :

- un nouveau système de rubriques pour une navigation simplifiée ;
- une page dédiée à tous les types de résidences accompagnées par ALCA ;

- une page consacrée aux rédacteurs et aux rédactrices ;
- un rythme de publications soutenu ;
- un article focus mensuel sur un sujet de fond.

[prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)



## Nouvelle série, à lire et à écouter

« Matrimoine littéraire retrouvé » est une série consacrée aux autrices néo-aquitaines parfois malmenées par la postérité. Romancières, avant-gardistes, féministes, conférencières, journalistes, toutes ces femmes de lettres laissent derrière elles des œuvres riches. Prologue a demandé à une nouvelle génération de plumes féminines de s'emparer de ces écrits qui composent, en partie, le fonds de la bibliothèque patrimoniale numérique d'ALCA. L'autrice Aurélie Coulaty l'inaugure avec trois épisodes dédiés à Marcelle Tinayre, écrivaine féministe de la Belle Époque. La deuxième autrice explorée est André Léo, lue et mise en voix par Claire Géhin.

Tous les épisodes sont à retrouver sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr), rubriques « Cartes blanches » et « Nos sonores ».

## Livres d'ici, la nouvelle lettre Livre

ALCA lance une nouvelle lettre d'information bimestrielle dédiée à la filière Livre : Livres d'ici. Elle remplace la lettre Vient de paraître, auparavant dédiée exclusivement aux éditeurs et aux éditrices de la région. Retrouvez dans Livres d'ici des notes de lecture sur les œuvres des autrices et des auteurs locaux, mais aussi des chroniques sur les productions des structures éditoriales du territoire. Livres d'ici, c'est également des entretiens avec des professionnels, des sonores, du patrimoine, des reportages, des focus sur des sujets d'actualité et le catalogue des dernières parutions, mis à jour par les équipes d'ALCA.

## Ressources



Illustration : Maud Langlois – © ALCA Nouvelle-Aquitaine

## Nouvelle édition du répertoire Maisons d'édition en Nouvelle-Aquitaine

Avec 192 maisons d'édition référencées, le terme « bibliodiversité » prend tout son sens en Nouvelle-Aquitaine !

ALCA vient de publier une mise à jour du répertoire *Maisons d'édition en Nouvelle-Aquitaine* qui, s'il s'adresse en premier lieu aux professionnels du livre, satisfera aussi les lecteurs curieux et avides de découvrir toute la diversité et la vitalité de la production éditoriale de la région.

Découvrir la cuisine des marins, la pensée de Thoreau ou la toponymie occitane, plonger dans de grandes œuvres de la littérature étrangère ou les dernières tendances des littératures de l'imaginaire, ou encore s'initier à la poésie contemporaine : autant d'heureuses rencontres entre des auteurs et leurs lecteurs rendues possibles grâce à l'audace des éditrices et des éditeurs.

Dans cette nouvelle version du répertoire, sont aussi signalées les actions de médiation et de surdiffusion des maisons d'édition, permettant, au-delà de la découverte des catalogues, d'identifier plus facilement les structures éditoriales en mesure de proposer des actions d'animation et d'échanges : parce que le livre est une matière vivante !

Le répertoire est disponible en version imprimée (sur demande auprès d'ALCA) ou numérique, téléchargeable gratuitement sur [alca-nouvelle-aquitaine.fr](http://alca-nouvelle-aquitaine.fr)

## Lecture-Justice : développer des projets en établissement pénitentiaire

La Fédération interrégionale du livre et de la lecture (Fill), en partenariat avec le ministère de la Culture et le ministère de la Justice, lance le site Internet Lecture-Justice. Son but est d'accompagner le déploiement de projets Livre et Lecture auprès des personnes placées sous main de justice.

Le site répond aux questions que se posent les personnes désireuses de se lancer dans un projet de ce type ou de monter en compétence. Il est constitué de guides individualisés adressés aux différents porteurs de projets Livre et Lecture dans les établissements et services du ministère de la Justice : personnels de l'administration pénitentiaire, de la Protection judiciaire de la jeunesse, de l'Éducation nationale, bibliothécaires, bénévoles ou salariés d'une association, auteurs ou autrices, etc.

Lecture-Justice est le fruit d'un travail collectif mené par la Fill et son réseau, avec des institutions représentatives et des experts et expertes du secteur du livre et de la lecture, mais également de celui de la Justice. S'appuyant sur leur expérience, le site a été conçu pour faciliter le déploiement d'actions pérennes et de qualité en direction des personnes placées sous main de justice et de leur entourage.

[lecture-justice.org](http://lecture-justice.org)

## Guide des aides aux librairies à l'échelle communale et intercommunale

Avec près de 3 700 structures indépendantes en France, les librairies concourent à la diffusion de la culture, au développement de la lecture et à l'animation des territoires. Forts de ce constat, le ministère de la Culture et le Syndicat de la librairie française ont réalisé le *Guide des aides aux librairies à l'échelle communale et intercommunale* à destination des élus municipaux et intercommunaux. Ce guide rassemble l'ensemble des leviers économiques dont dispose une mairie ou une intercommunalité pour soutenir une librairie indépendante de son territoire, comme l'exonération de la contribution économique territoriale (CET) ou encore l'abattement sur la taxe foncière...

Le guide est téléchargeable sur les sites du ministère de la Culture et du Syndicat de la librairie française : [www.syndicat-librairie.fr/actualites/guide-des-aides-aux-librairies-lechelle-communale-et-intercommunale](http://www.syndicat-librairie.fr/actualites/guide-des-aides-aux-librairies-lechelle-communale-et-intercommunale)

# Le livre d'occasion, un avenir souhaitable ?

Par Mathilde Rimaud\*

L'explosion du marché du livre d'occasion fait entrer ce segment dans la cour des grands : à la fois pour des raisons économiques et écologiques, la profession commence à regarder d'un autre œil la revente de livres de seconde main. En 2023, le ministère de la Culture a lancé une vaste étude pour cerner le contour de ce marché et de ses enjeux. Confiée à la Sofia, elle devrait paraître dans les prochaines semaines. Bertrand Legendre, professeur émérite en sciences de l'information et de la communication, responsable scientifique de cette étude, explique le phénomène<sup>1</sup>.

Tous les chiffres<sup>2</sup> sont au vert : augmentation de 11 % du nombre d'acheteurs et de 38 % du nombre de livres d'occasion achetés en cinq ans, croissance de 49 % du chiffre d'affaires en valeur, le livre d'occasion semble mieux s'en tirer en tendance que le livre neuf. Un livre sur cinq achetés en 2022 était un livre d'occasion (en volume). Ce marché pèse 350 millions d'euros de CA, soit 9 % du marché de l'édition en valeur : « Le circuit de l'occasion est devenu l'un des circuits du livre », déclare Bertrand Legendre. Un constat étonnant si l'on revient quelques années en arrière : l'occasion était alors déconsidérée, les librairies spécialisées hors du champ d'accompagnement des institutions, le sort de leurs ouvrages une première fois vendus n'intéressait pas les éditeurs... Cette circulation accrue des ouvrages est sans doute bon signe quant au développement de la lecture et de la bibliodiversité, puisque 57 % des ouvrages revendus ont paru depuis plus de dix ans et la moitié d'entre eux sont indisponibles en neuf. Mais elle questionne à plusieurs titres le modèle actuel de la chaîne du livre.

Aujourd'hui, dans certains domaines éditoriaux, la part du livre d'occasion est impressionnante : un ouvrage sur deux en polar, un sur trois en SFFF et romance. En jeunesse et BD également, la seconde main devient la norme. Pour Bertrand Legendre, « on ne peut pas parler de corrélation directe entre l'augmentation du chiffre d'affaires en occasion et une relative stagnation des ventes en neuf sur ces domaines. Il n'y a pas de renversement, mais les courbes ne sont pas les mêmes et on peut imaginer un effet ciseau à moyen terme, l'occasion dépassant le neuf ». Le recours à des outils d'alerte pour attendre la nouveauté en occasion plutôt que de l'acheter neuve modifie clairement les comportements d'achat d'une frange de la clientèle traditionnelle.

## L'entrée de nouveaux acteurs dans la chaîne

Si les braderies, bourses aux livres et revendeurs spécialisés continuent de trouver leur public, le livre d'occasion se vend très majoritairement sur Internet : 50 % des ventes passent par ce canal, contre 20 % pour le livre neuf. « Nous avons constaté une forte

prédominance des places de marchés comme Amazon, la Fnac ou Rakuten. Mais ce sont surtout les acteurs de revente directe entre particuliers qui ont un rôle croissant : Le Bon Coin ou Vinted sont en passe de devenir les principaux lieux de revente du livre. » Des acteurs sans aucun lien avec la chaîne du livre, mais qui pour beaucoup cherchent à s'appuyer sur les points de vente physique pour chercher du stock. « Les produits coûtent peu chers à l'unité et perdent très vite de la valeur. Il faut donc en permanence trouver du stock frais. Les acteurs passent leur temps à s'acheter et faire circuler des lots entre eux », ou encore montent des partenariats avec certains points de vente pour récupérer des ouvrages, comme Decitre-Le Furet pour Ammareal ou Cultura pour Lili.

Le modèle économique de l'occasion n'est pas encore trouvé pour ces plateformes : elles touchent bien sûr des commissions sur les transactions, mais dégagent surtout des marges sur la refacturation des coûts d'expédition. Volume et flux sont les deux leviers de rentabilité.

## Un espace pour imaginer des solutions ?

Ces acteurs majeurs génèrent donc du transport de façon massive : à l'aller pour faire venir du stock, en faisant transiter entre eux des lots puis en favorisant l'expédition auprès des clients finaux. Le Shift Project<sup>3</sup>, en montrant que la fabrication du papier est à l'origine d'une part majeure de l'impact carbone du livre, laissait penser que le réemploi était l'une des mesures les plus efficaces pour baisser le coût environnemental de la filière. Le modèle développé par ces acteurs internationaux, tel que le décrit l'étude, réduit en partie cette ambition. Il est également décevant de lire que les motivations des clients ne sont pas d'abord environnementales, mais économiques : il s'agit d'acheter moins cher. Néanmoins, l'argument écologique peut devenir un moteur important pour les collectivités : dans le cadre de la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire, les médiathèques seront amenées dans quelques années à se fournir en partie de produits issus du recyclage ou du réemploi. « On peut s'attendre à ce que certaines collectivités locales recommandent avec insistance à leurs bibliothèques d'acheter d'occasion, ce qui va peser directement sur le marché, analyse Bertrand Legendre. Il est difficile d'estimer aujourd'hui chez qui elles pourront se fournir et cela soulève la question de la diversité de l'offre disponible. » Une perspective qui peut amener les librairies indépendantes de neuf à structurer une offre sélectionnée de livres d'occasion. Certaines s'y sont déjà mises, comme La Plume française, à Chasseneuil-sur-Bonnieure, en Charente. Mais l'un des enjeux majeurs de ce nouvel eldorado du livre reste la possibilité de tirer de ce marché peu contraint des revenus complémentaires pour les auteurices qui, rappelons-le, ne touchent rien pour l'instant de ces reventes. Espérons que cette piste sera saisie par le ministère...

\* Retrouvez la biographie de Mathilde Rimaud et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

1. Entretien mené le 27 février 2024. Toutes les citations directes sont issues de cet entretien.

2. L'étude s'appuie sur un ensemble de données issues de GfK, d'une enquête auprès de 5 000 acheteurs et d'entretiens avec des professionnels, ainsi que sur l'aspiration et l'analyse des données de l'offre disponible sur les principales plateformes sur une période de six mois (données 2022).

3. *Décarbonons la culture !*, rapport du Shift Project, 2021.

# La lecture, graine de territoire

Par Benoît Hermet\*

**C**onjuguer équipements culturels et défis environnementaux est aujourd'hui un axe fort des politiques publiques, en particulier dans des communes davantage rurales. Exemple avec la nouvelle médiathèque de Thouars, dans les Deux-Sèvres, qui intègre plusieurs dispositifs régionaux.

« Les bibliothèques de proximité sont souvent l'un des premiers points d'accès à la culture », commente Amandine Gruau, directrice de la lecture publique au sein de la médiathèque intercommunale de Thouars. Et on aurait envie d'ajouter : que l'on soit à la campagne ou dans un quartier d'une grande agglomération ! Entre zones rurales et villes moyennes, l'intercommunalité du Thouarsais se situe au nord des Deux-Sèvres, l'un des douze départements de Nouvelle-Aquitaine, sur un territoire de 36 000 habitants, dont 14 000 pour le centre-ville de Thouars. Ce secteur réunit à la fois des exploitations agricoles, notamment de la vigne, et un tissu d'entreprises dans l'agroalimentaire, l'artisanat, l'industrie, etc.

Comme beaucoup d'autres, le Thouarsais se retrouve confronté depuis plusieurs années à la baisse de fréquentation des centres-villes<sup>1</sup>. « Les politiques actuelles convergent vers l'attractivité des cœurs de ville, à l'inverse de ce qui s'est fait pendant plus de soixante ans », souligne Bernard Paineau, président de la Communauté de communes. Cette évolution s'illustre par plusieurs actions, comme la réhabilitation de la principale rue commerçante de Thouars et la réalisation de la nouvelle médiathèque intercommunale. Signe de notre époque, une volonté forte vient s'ajouter sur le plan environnemental : « La transition énergétique est devenue un marqueur essentiel de nos politiques publiques. À terme, le but est que notre territoire produise plus d'énergie qu'il n'en consomme ! », poursuit Bernard Paineau. Le Thouarsais fait d'ailleurs partie des Tepos, ou Territoires à énergie positive, un programme en faveur de la transition énergétique accompagné par la Région Nouvelle-Aquitaine et l'Ademe. Il concerne les bâtiments, mais le défi environnemental est aussi considéré comme un levier de développement en matière d'emplois, de compétences et de lien social, en particulier en zones rurales.

## Une médiathèque écologique et conviviale

Cette conjonction entre transition écologique et développement social, culturel et territorial s'illustre à travers la nouvelle médiathèque intercommunale de Thouars. Sa construction démarre

en remplacement de l'ancienne bibliothèque municipale, équipement vieillissant pour l'accueil des publics et la logistique interne. La nouvelle médiathèque participe à la rénovation urbaine et s'inscrit dans un maillage culturel existant, avec le Théâtre de Thouars, scène conventionnée d'intérêt national, le Conservatoire de musique et de danse Tyndo, le Centre d'art contemporain de la Chapelle Jeanne d'Arc, ainsi que la ludothèque qui va intégrer la médiathèque. L'ouverture d'un cinéma en 2022 et celle, récente, d'une boutique de jeux créent un environnement favorable à cette revitalisation attendue par les habitants.

Le projet architectural de la nouvelle médiathèque est à l'image de ces choix. Le concours a été remporté par l'équipe Deshoulières-Jeanneau/Atelier Cambium, qui compte d'autres équipements culturels à son actif (dont la médiathèque de Niort). Plusieurs parcelles urbaines sont réunies pour former un nouveau bâtiment. Celui-ci se compose de façades anciennes réhabilitées en raison de leur intérêt patrimonial et de parties en construction neuve. Une résille métallique unifiera l'ensemble, affirmant sa modernité tout en ménageant une transparence entre l'espace public et les salles intérieures, comme une invitation à passer les portes... Le cahier des charges de ce nouvel équipement témoigne de l'importance de l'écologie : construction à énergie passive, chauffage par géothermie et pompe à chaleur, récupération des eaux de pluie pour les sanitaires, ouvrants en toiture pour une climatisation naturelle, toitures végétalisées, etc. Les salles donnent à l'arrière sur un jardin de lecture qui crée un îlot de fraîcheur et une respiration urbaine.

« Cette nouvelle médiathèque a été pensée comme un lieu de vie, avec des espaces de convivialité, pour recevoir tous les publics, emprunter des ouvrages, profiter de l'offre numérique et participer à la dynamique locale avec une programmation d'événements à l'année », détaille Amandine Gruau. Cette médiathèque de l'intercommunalité sera aussi la tête d'un réseau de dix établissements présents sur les autres communes, entre petites médiathèques et bibliothèques de proximité. Une partie de ses locaux servira à l'organisation et au fonctionnement de ce réseau en proposant des salles pour des réunions, de la formation, etc. « La Communauté de communes est organisatrice de plusieurs événements comme Graines de lecteurs, pour les tout-petits, ou Bouilles de lecteurs, plutôt destiné aux adolescents. Nous avons mis en place ce dernier comme un prix littéraire pour que les jeunes en décrochage aient l'occasion de rencontrer des auteurs et s'intéressent au livre et à la lecture. Notre rôle est aussi d'être des passeurs », ajoute Amandine Gruau.

## Culture et environnement dans les dispositifs régionaux

Ce maillage culturel sur son territoire de la future médiathèque et des structures existantes (théâtre, centre d'art, etc.) a été l'un des éléments déclencheurs dans le soutien de la Région Nouvelle-Aquitaine. Le projet s'inscrit par exemple dans les objectifs de Néo Terra, un programme global porté par la Région sur les questions de transition et d'écologie<sup>2</sup>. Néo Terra a été lancé en 2019 pour soutenir des actions durables dans différents domaines : agriculture et alimentation, mobilité et habitat, préservation





Images du projet de construction de la médiathèque intercommunale de Thouars – Photos : RUA – Victor Lepage  
© Deshoulières-Jeanneau architectes

des ressources naturelles, solidarité, innovation économique, santé, etc. Le premier volet 2019-2023 se poursuit désormais avec une seconde phase jusqu'à 2030. Les projets culturels au sens large (livre, cinéma, arts vivants, etc.) participent eux aussi à cette transition régionale. La nouvelle médiathèque de Thouars rejoint cette démarche par son implantation urbaine, favorable à une revitalisation du centre-ville, par son projet architectural, innovant sur le plan des économies d'énergie, de la sobriété des matériaux, etc. « Même l'architecture d'une médiathèque doit répondre aujourd'hui à de multiples enjeux – convivialité pour le public, fonctionnalité pour ses équipes – tout en évitant ce qui

serait écologiquement mal conçu ou qui ne tiendrait pas du tout compte de l'existant », souligne Ameline Drapeau à la Direction de la Culture et du Patrimoine de la Région Nouvelle-Aquitaine, chargée des équipements culturels et du dialogue territorial.

Autre dispositif d'accompagnement, la Région Nouvelle-Aquitaine s'est dotée depuis 2022 d'un règlement d'intervention sur les équipements culturels. Celui-ci apporte un soutien financier à la construction ainsi qu'à l'équipement matériel, permettant à la nouvelle médiathèque de Thouars d'obtenir une subvention de 600 000 euros de la Région. « Ce règlement constituait le premier outil commun à la suite de la fusion des anciennes régions, avec une harmonisation sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine, explique Ameline Drapeau. Après le Covid, il est apparu essentiel d'élargir le soutien à l'ensemble des acteurs du livre, en accompagnant également les médiathèques en tant que lieux de vie dans les communes, ce qui n'était pas le cas dans les contrats de filière régionaux. Habituellement, ce sont plutôt les départements qui interviennent sur ces équipements. Cette évolution a aussi permis d'organiser un peu différemment les rôles entre l'État, la Région, les conseils départementaux et les communautés de communes. » « La Région est l'un de nos interlocuteurs privilégiés dans le développement de nos projets, confirme Bernard Paineau. Nous avons des relations fluides avec ses élus et ses techniciens, nous partageons les mêmes ambitions sur la qualité des projets, ce qui nous rapproche en quelque sorte. »

### Des équipements pour la population

Le troisième dispositif dont bénéficie la nouvelle médiathèque de Thouars est celui des contrats de territoire, dont cinquante-trois ont été votés en 2023 par la Région Nouvelle-Aquitaine. Signés entre la Région et les communautés de communes, ils constituent un soutien supplémentaire en matière de logement, d'emploi, d'aménagement des territoires et d'attractivité. « L'aide de la Région est légitime car il existe un maillage culturel à Thouars et un réseau de lecture publique au sein de la communauté de communes, précise Ameline Drapeau. Les quatre mille communes de Nouvelle-Aquitaine ont chacune un point lecture, une ludothèque ou une bibliothèque. Démocratiser l'accès à la culture est indispensable, mais l'un de nos objectifs est aussi d'éviter un effet de "saupoudrage". Cela passe par le soutien à des équipements structurants, qui sont faits pour la population et qui vont rester. » La Région a aussi créé un comité consultatif avec ses agences référentes, comme ALCA pour le livre, le cinéma et l'audiovisuel, afin d'avoir un regard d'expert sur la globalité du projet de la médiathèque de Thouars. « Les gens ont besoin de créer du lien et les médiathèques peuvent y contribuer, souligne Amandine Gruau. À nous de faire en sorte que les usagers poussent les portes et viennent en famille, quel que soit le public. »

\* Retrouvez la biographie de Benoît Hermet et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

1. La Communauté de communes du Thouarsais est classée en zone de revitalisation rurale.
2. [www.neo-terra.fr](http://www.neo-terra.fr)

# Maîtriser le tumulte

Par Christophe Dabitch\*

**P**oétesse et traductrice iranienne, Banafsheh Farisabadi effectue une longue résidence littéraire au Chalet Mauriac, un passage en lien avec d'autres lieux d'accueil dans plusieurs régions françaises. Nous l'avons rencontrée à Saint-Symphorien (33), à mi-parcours.

Dans l'un des salons du Chalet Mauriac, à Saint-Symphorien, Banafsheh Farisabadi reconnaît avec un sourire : « C'est la première fois que je vis ainsi une forme d'isolement et de solitude, grâce à ces résidences. Je me connecte avec la nature, la mer, la forêt, et j'écoute un silence profond. Ma sœur artiste, Bahareh, qui est à Istanbul, me manque. Ma mère, qui est en Iran, me manque. Je pense beaucoup à elles. C'est difficile, mais pourtant je suis plus calme. Je me tourne vers l'intérieur, je me sens plus tranquille qu'à Téhéran. Cela se ressent dans ma poésie. Le tumulte est moins dans la forme et le contenu, il passe en dessous. Je rencontre aussi des personnes qui partagent le même métier de traducteur que moi, c'est important. » La poétesse iranienne et traductrice du français effectue ainsi depuis octobre 2023 un parcours inédit de résidences littéraires qui s'est improvisé pour elle, dans l'urgence, afin de lui permettre de bénéficier de la bourse d'un nouveau lieu d'accueil d'artistes situé en Lozère, sur le Causse Méjean.



Banafsheh Farisabadi – © Olivia Borne/ALCA Nouvelle-Aquitaine

## De la Méditerranée à la forêt landaise

Tout a commencé par cette résidence, Le Four à pain, que vient de créer Marie Descourtieux, ancienne accompagnatrice d'artistes et directrice de la programmation culturelle à l'Institut du monde arabe : « J'ai rencontré Banafsheh par une amie philosophe, Marie-José Mondzain, lorsqu'elle était en résidence à Paris avec sa sœur à la Cité internationale des arts. Nous sommes restées en contact, j'aime profondément son écriture. Elle m'envoie des poèmes régulièrement. Quand j'ai su qu'elle avait besoin d'un lieu de résidence pour pouvoir travailler en paix, je lui ai proposé une bourse. Il fallait ensuite que d'autres lieux l'accompagnent pour un long séjour. Tout s'est fait très vite avec ALCA en Nouvelle-Aquitaine ainsi que d'autres structures. » Le Four à pain est une résidence d'artistes installée dans le nouveau lieu de vie de Marie Descourtieux, qui a rénové une grande ferme cévenole du Causse avec deux logements indépendants. Elle ambitionne d'y accueillir des artistes de tous horizons grâce à des bourses fournies uniquement par des mécènes privés. Banafsheh Farisabadi est de fait sa première artiste invitée. La solidarité entre lieux de résidence permet son parcours depuis octobre : la Fondation Camargo à Cassis (13), la Maison Julien Gracq à Saint-Florent-le-Vieil (49), le Collège

international des traducteurs littéraires à Arles (13) et, durant plus de trois mois fractionnés en deux temps, le Chalet Mauriac à Saint-Symphorien où elle séjourne jusqu'à la fin du mois de mai 2024. En Nouvelle-Aquitaine, ALCA la met en lien également avec des structures internationales comme Delta (Défricheurs-explorateurs de littératures à traduire absolument), ou régionales telles Matrana (Maison de la traduction en Nouvelle-Aquitaine) et La Forêt d'art contemporain, qui lui passera commande d'un texte.

## « Mes poèmes trouveront leurs lecteurs »

Le projet de résidence de Banafsheh Farisabadi consiste à poursuivre l'écriture de ses poèmes, leur traduction en français pour une édition bilingue, des traductions en cours du français au persan ainsi qu'un projet multimédia au long cours avec sa sœur, « Les Porteurs d'eau », à partir de l'œuvre éponyme d'Atiq Rahimi. Née en 1982 à Téhéran, cette autrice, qui voit la traduction comme une forme de création, a appris le français à l'adolescence. Elle s'est mise ensuite à traduire pour elle-même, puis pour des journaux et des éditeurs qui avaient remarqué son travail. Elle a ainsi traduit en persan des romans français contemporains et des classiques, notamment *Le Dernier Jour d'un condamné*, de Victor Hugo, avec sa préface, ce dont elle est fière car la lutte contre la peine de mort est l'un de ses combats (le livre en est à sa dix-huitième édition). La littérature française est très appréciée en Iran, un pays qui compte une tradition de grands traducteurs comme Mehdi Sahabi. Après l'interdiction de deux de ses recueils de poèmes – le dernier en 2010 –, la poétesse a en revanche décidé de ne plus publier ses recueils dans son pays mais plutôt sur Internet ou à l'étranger. « J'aime mon pays, je suis fière d'être Iranienne, mais la vie des artistes y est très difficile. Encore plus pour les femmes, bien sûr. C'est cliché de dire cela, mais c'est vrai.

Quand on est jeune, on est très en colère contre cette situation. Ensuite, après un certain âge – je parle de moi et je ne dis pas que cette crise est bien –, on commence à se nourrir de cela. Une crise peut créer de bons artistes, elle impacte les œuvres. C'est le cas de nombreux artistes dans les mondes orientaux. Avec ma sœur, nous avons décidé de transformer l'état de fait en création artistique. Comme le soutenait Deleuze, la littérature engagée est une nécessité intérieure, ce n'est pas concevoir la création comme un devoir. S'il fait cela, l'artiste détruit et rate son œuvre. Si ma poésie est engagée, elle l'est malgré moi, elle vient après un sentiment d'étouffement face à ce que je vois. » Elle ne sait pas encore quand, mais Banafsheh Farisabadi entend bien revenir dans son pays, sans pour autant renoncer à sa liberté de création : « Pour la traduction, je peux d'une certaine façon jouer avec la censure, mais pour la poésie, je ne peux en accepter aucune. Quitte à ce que mes poèmes attendent parfois dans les tiroirs. Je sais qu'ils trouveront un jour leurs lecteurs. »

\* Retrouvez la biographie de Christophe Dabitch et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

## Attiser le pouvoir citoyen des enfants avec les éditions Athizes

Par Margaux Maillard\*

**E**n novembre 2023, une nouvelle maison d'édition a fait son apparition sur les tables des librairies : les éditions Athizes. Fondée à Pau en 2022, la structure a fait ses armes au sein de la deuxième promotion de l'incubateur de l'édition, dispositif porté par ALCA<sup>1</sup>. Animée par un désir d'engagement profond, Amaya Renaudin a choisi de spécialiser ses publications vers le jeune public pour les accompagner dans l'éveil de leur conscience citoyenne.

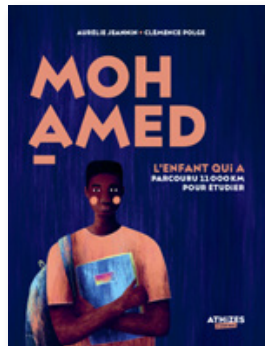
Après dix mois passés au sein de l'incubateur de l'édition, soutenue par les cinq autres porteurs de projets de la deuxième promotion, Amaya Renaudin, fondatrice de la maison d'édition Athizes, publie son premier titre fin 2023. *Tous libres et égaux ? : Mène l'enquête avec la Déclaration universelle des droits de l'Homme*<sup>2</sup> est un docu-enquête pour les enfants à partir de huit ans. Le point de départ d'un catalogue élaboré autour de trois collections qui traitent de la question des droits humains fondamentaux.

« Comprendre » propose des docu-enquêtes ludiques et instructifs qui permettent de s'informer avec un système de recherche et trouve. « Rêver » met en scène des histoires fictives qui montrent comment le droit peut s'incarner dans la vie de tous les jours, comme pour Antoine, personnage du premier titre de la collection<sup>3</sup>, qui vit dans une rue où le multiculturalisme abreuve ses sens de mille nuances. « C'est une collection qui permet de rendre possibles tous les rêves d'égalité, de fraternité et de justice des enfants », explique Amaya Renaudin, qui souhaite continuer à attiser cette volonté des enfants de construire un monde plus juste et plus durable.

Pour incarner complètement cette ligne éditoriale, c'est la collection « S'inspirer » qui marque la différence. Quoi de mieux, pour sensibiliser aux droits humains, que des histoires vraies d'enfants qui agissent pour leurs droits et ceux des autres ? Amaya Renaudin souhaite accompagner le jeune public dans ses démarches et ses questionnements citoyens en lui proposant des retours d'expérience de personnes du même âge. Elle précise d'ailleurs que « ces enfants, entre sept et treize ans, ont choisi de raconter leur histoire pour qu'il y ait un effet miroir, pour que les enfants qui souhaitent agir aient des exemples à leur portée. Si eux l'ont fait, pourquoi pas

moi ? » C'est l'exemple de Mohamed<sup>4</sup> qui, pour poursuivre son rêve d'étudier, doit quitter sa famille, son pays et vivre de nombreuses épreuves, d'Arthur, qui a créé son jardin en permaculture, ou de Hailey, qui a construit des refuges pour les sans-abri. Petites ou grandes actions, toutes ont leur place pour inspirer d'autres projets à l'échelle de chacun. Ce positionnement novateur ne connaît pas d'existence similaire dans le paysage éditorial actuel. Les projets arrivent de différentes manières : soit les auteurs proposent une thématique et cherchent un exemple concret pour l'illustrer, soit ils ont rencontré un enfant qui est passé à l'action et souhaitent raconter son histoire, ou encore l'idée émane directement de l'éditrice.

« Les enfants ne sont pas sensibles aux mêmes types de lectures », continue Amaya Renaudin. Ainsi, les trois collections se complètent et se répondent, un triptyque de lectures alliant documentaires, fictions et histoires vraies. Ces différentes manières d'aborder un sujet permettent à chacun de trouver l'entrée qui lui convient et de pouvoir échanger ensemble. La première série s'est orientée vers la question des droits humains ; la prochaine, à paraître fin 2024, sera autour du droit à un environnement sain.



« Tout en retournant à ses premières amours, Amaya Renaudin offre aux enfants un espace pour oser relever le défi de construire le monde dont ils rêvent, les yeux ouverts et pleins d'espoir. »

Remettre l'enfant au cœur du projet, c'est finalement la motivation première des éditions Athizes. « Ils s'indignent assez facilement quand ils voient des choses qui les heurtent ou qu'ils trouvent injustes », confie l'éditrice, qui voit ses publications comme une première marche pour sortir de cette indignation et passer à l'action. Un écho à son propre cheminement : après une riche carrière professionnelle en communication et un bilan de compétences, Amaya Renaudin a décidé d'oser et d'affirmer sa volonté d'être un peu actrice du monde dans lequel on vit, d'agir plus concrètement à sa propre échelle. Tout en retournant à ses premières amours, elle offre aux enfants un espace pour oser relever le défi

de construire le monde dont ils rêvent, les yeux ouverts et pleins d'espoir.

\* Margaux Maillard est chargée de mission Développement économique du livre à ALCA. Retrouvez ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

1. Plus d'informations sur ce dispositif d'accompagnement à la structuration des entreprises éditoriales sur [alca-nouvelle-aquitaine.fr](http://alca-nouvelle-aquitaine.fr)

2. De Lola Boudreaux et Justine Duhé, à partir de 8 ans.

3. *Grandir rue Monde*, de Sophie Adriansen et La Jeanette, à partir de 5 ans.

4. *Mohamed : l'enfant qui a parcouru 11 000 km pour étudier*, d'Aurélie Jeannin et Clémence Polge, à partir de 8 ans.

# « On a entrelacé des branches pour y installer un nid »

## La Maison de la poésie de Bordeaux

Par Nathalie André\*

Dans la même perspective, la décision de nouer des partenariats avec d'autres structures, avec lesquelles les liens se sont depuis consolidés, permet de « ne pas faire seul, ce qui est primordial », souligne le directeur, qui ajoute que « ce qui est également précieux, c'est la confiance et la totale liberté qui nous sont accordées. Ceci notamment lors de temps publics, lorsqu'on décide de faire se rencontrer des auteurs qui souvent ne se connaissent pas, qu'ils soient confirmés ou émergents, pour qu'ils travaillent ensemble à une nouvelle œuvre ». Imaginer ces « télescopes » est, pour Patrice Luchet, souvent issu d'une intuition. En écoutant les uns ou les autres, il entend une possibilité d'assembler leurs univers. Cela a été le cas – entre autres – en 2023 avec la poète Frédérique Soumagne et la dessinatrice Laureline Mattiussi, qui ont monté ensemble une lecture dessinée ou, au printemps 2024, avec trois jeunes auteurs, la poète Mona Malacar et les musiciens multi-instrumentistes Waagal & Titouan, qui ont présenté une lecture concert. Ces œuvres partagées ont d'ailleurs ouvert une nouvelle piste de réflexion pour les membres de la Maison de la poésie au sujet de leur diffusion. Puisque de nouvelles pièces existent, l'idée est désormais de les faire tourner dans différents festivals de poésie, salons littéraires, etc.

En novembre 2021 naissait, sous l'impulsion de Patrice Luchet, auteur de poésie<sup>1</sup> et enseignant, la Maison de la poésie de Bordeaux. Immédiatement suivi par quelques compagnons de route – pour la plupart des professionnels de la culture –, il a constitué avec eux un solide conseil d'administration<sup>2</sup>. Si bien qu'en 2022, dès les premiers événements publics programmés à Bordeaux, aux Escalles du livre, au festival de la parole, Chahuts, à la Villa Valmont ainsi qu'au marché des Douves, un modèle dans la manière de convoquer des textes s'est déployé : présenter des auteurs engagés et des lectures à voix nues, croiser les pratiques artistiques en encourageant des créations (texte, danse, dessin, musique, etc.) et restituer des ateliers d'écriture réalisés en milieu scolaire, le tout afin d'offrir une ample palette accessible au plus large public possible.

Dès le départ, par expérience, Patrice Luchet a souhaité s'entourer de femmes et d'hommes riches d'expériences fortes dans le monde du livre, du spectacle vivant et de l'enseignement, tous à la fois porteurs d'idées et de ressources. C'est donc avec la pluridisciplinarité et la complémentarité de chacun que se construit, brique après brique, « la Maison ». Il a également été décidé, dès le début, d'adosser le projet à un axe vertueux : offrir un cadre professionnel aux autrices et aux auteurs invités, tant en accueil qu'en rémunération. Deux ans et demi plus tard, la Maison de la poésie de Bordeaux, si elle n'a pas encore de toit, est bien ancrée au sol.



Lisette Lombé et Chloé du Tréfilé, Les Escalles du livre 2023 –  
© Maison de la poésie de Bordeaux



Frédérique Soumagne et Laureline Mattiussi, Chahuts 2022 –  
© Maison de la poésie de Bordeaux

Ainsi, le projet de la Maison de la poésie est bien de nous faire découvrir des autrices et des auteurs et leurs textes en les mêlant au travail d'autres créateurs pour faire émerger de nouvelles écoutes. Mais c'est surtout un projet bâti en commun pour aller vers les autres, ce qui, pour Patrice Luchet, n'est pas une expression vide mais un vrai désir de partage artistique avec un large public.

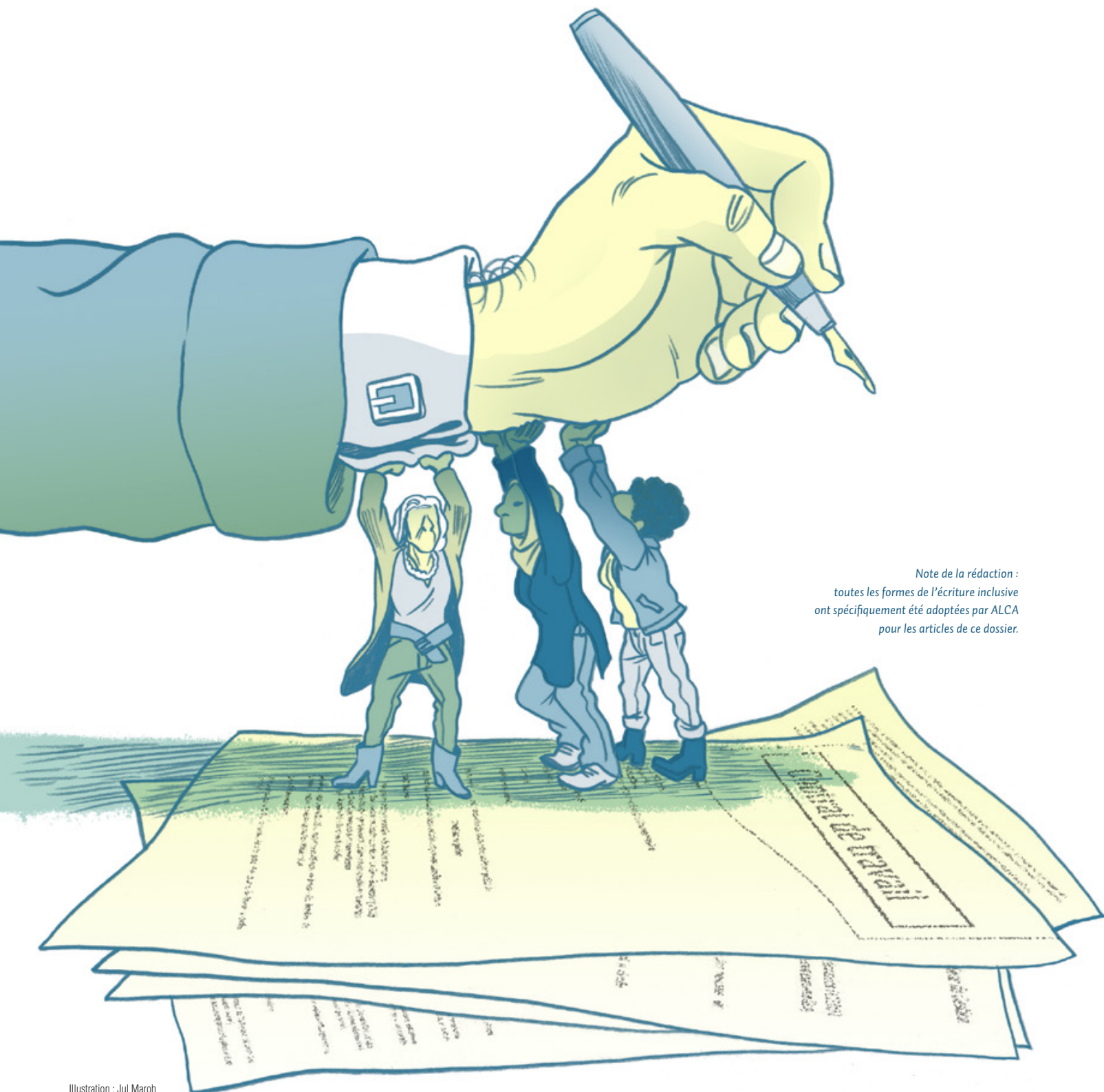
Se renseigner et/ou s'abonner à la newsletter :  
[contact@maisondelapoésie-bordeaux.com](mailto:contact@maisondelapoésie-bordeaux.com)  
[www.instagram.com/maisondelapoiesiedebordeaux](https://www.instagram.com/maisondelapoiesiedebordeaux)  
[www.facebook.com/maisondelapoiesiebordeaux](https://www.facebook.com/maisondelapoiesiebordeaux)

\*Retrouvez la biographie de Nathalie André et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

NDLR : Le titre de l'article est extrait d'un texte de poésie contemporaine de Rodolphe Burger, « Un nid, pour quoi faire ? », *No Sport*, Capitole Music & EMI, 2008.

1. Vient de paraître : *Tout un peuple*, éditions L'Ire des marges, avril 2024. Ensemble de douze textes de fiction écrits sur le même groupe de collégiens de 3<sup>e</sup>, sur une année complète.
2. Les membres : Christelle Granit (présidente), Patrice Luchet (directeur), Éric Chevance (trésorier), Carole Lataste (secrétaire), Stéphanie Soulié, Vincent Lafaille, Hélène des Ligneris, Philippe Bruno.

# LIVRE ET CINÉMA : DES FILIÈRES RESPONSABLES ?



Note de la rédaction :  
toutes les formes de l'écriture inclusive  
ont spécifiquement été adoptées par ALCA  
pour les articles de ce dossier.

 PAROLE D'INVITÉE

# POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉGALITAIRE

Reine Prat / Propos recueillis par Darline Gilles\*

Reine Prat<sup>1</sup>, autrice de deux rapports ministériels pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2006 et 2009), a mis en lumière des inégalités indésirables mais persistantes dans les arts du spectacle. À travers l'analyse des statistiques, elle exposait les disparités entre les genres et les mécanismes d'exclusion qui maintiennent les femmes dans l'ombre. Elle revient sur le sujet en élargissant l'analyse à l'ensemble des inégalités à l'œuvre dans l'univers de la culture dans son ouvrage *Exploser le plafond : précis de féminisme à l'usage du monde de la culture*<sup>2</sup>. Elle partage son point de vue en éclairant les notions de liberté de création, d'inclusion et de représentation.

**Dans votre livre *Exploser le plafond*, vous abordez, entre autres, la question de la liberté de création. Pourriez-vous expliquer votre position sur ce sujet et nous dire comment vous percevez la distinction entre l'homme et l'artiste ?**

C'est un sujet complexe. La liberté de création et de diffusion a été sacralisée dans une loi votée en juillet 2016, qui s'intitule étrangement : loi sur la liberté de création, l'architecture et le patrimoine. Elle a été largement soutenue par l'Observatoire de la liberté de création, émanation de la Ligue des droits de l'Homme. Dans ses travaux, l'Observatoire souligne la différence entre liberté de création et liberté d'expression, une distinction qui peut prêter à réflexion.

« [...] LA DISTINCTION ENTRE L'HOMME ET SON ŒUVRE, ENTRE L'HOMME ET L'ARTISTE QUI PRODUIT CETTE ŒUVRE, N'EST QU'UN CACHE-SEXE DE LA DOMINATION MASCULINE. »



Reine Prat – CC

En effet, la liberté d'expression est garantie par la Constitution et est sujette à des limites définies par le respect des droits d'autrui. La liberté de création, si elle s'en distingue, aurait-elle donc un caractère absolu ? Le créateur pourrait-il se soustraire aux lois communes ? La question de la liberté de création pose celle des relais qui permettent à une œuvre d'exister et de rencontrer un public : maisons d'édition, sociétés de production, organismes de financement publics et privés, institutions culturelles. Était-il opportun de publier des écrits affichant comme autobiographiques des récits de prédation de très jeunes adolescentes ? D'encenser leur auteur<sup>3</sup> sur les plateaux télé ? Était-il opportun que la Cinéma-thèque française organise une rétrospective en hommage à un réalisateur<sup>4</sup> condamné pour le viol d'une adolescente ? Que des récompenses lui soient attribuées ? C'est bien à cet homme, criminel, que sont donnés, en France, des moyens de production et des récompenses honorifiques. En ce sens, la distinction entre l'homme et son œuvre, entre l'homme et l'artiste qui produit cette œuvre, n'est qu'un cache-sexe de la domination masculine.

En revanche, je ne suis pour aucune interdiction d'accès aux œuvres existantes : nos bibliothèques, nos vidéothèques, nos archives doivent donner accès à ce qui fait notre histoire.

**Comment analysez-vous l'impact des mécanismes linguistiques sur la perpétuation de la domination masculine ?**

La domination masculine par la langue française commence au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, avec la création de l'Académie française : de nombreux mots féminins ont été éliminés, ont vu leur usage restreint, ou ont pris un caractère péjoratif, ce qui a contribué à une masculinisation de la langue, donc de la pensée. La règle selon laquelle le masculin l'emporte sur le féminin « à cause de la supériorité du mâle sur la femelle<sup>5</sup> » a entraîné l'annulation de règles grammaticales existantes, telles que l'accord de majorité ou de proximité.

Je ne parlerais pas de « langage inclusif », mais de démasculinisation de la langue par la réintroduction de règles d'accord et de marques du féminin oubliées ou interdites (autrice, metteuse en scène, etc.). S'opposer à ces évolutions, c'est avoir une vision figée

de la langue. La langue française doit redevenir une langue vivante, capable d'inventer de nouveaux mots (ielles, directeurices, chercheuses), ce qui rend la langue plus dynamique et en phase avec les réalités sociétales.

Enfin, en 2017, l'Académie française admet l'usage du mot « autrice » !

**Pour rester sur le terme de l'inclusion, pensez-vous que les mesures actuellement prises par le gouvernement ou les institutions, telles que le programme La Relève<sup>6</sup>, sont suffisantes pour promouvoir l'inclusion professionnelle dans le secteur culturel ?**

Parmi les mesures prises par l'État et par quelques collectivités territoriales et institutions culturelles, certaines sont nécessaires et peuvent être utiles. La véritable question réside dans leur mise en œuvre effective. Celle-ci passe par des incitations, mais aussi des sanctions, et nécessite une observation suivie pour en mesurer l'efficacité.

Concernant La Relève, qui limite le recrutement à une seule personne par département en vue de la direction d'institutions culturelles, je crains qu'un tel programme perpétue des modèles de sélection excluants, élitistes, en contradiction avec les objectifs d'une société inclusive.

En revanche, des organismes comme le Syndéac<sup>7</sup> ou l'ACDN<sup>8</sup> ont pris des engagements dans le cadre d'une feuille de route ou d'une charte pour l'égalité. Des bilans ont été réalisés, qui montrent des améliorations dans certains établissements en matière de programmation, tandis que d'autres n'ont pas progressé. L'ACDN a engagé une chercheuse pour évaluer les résultats, identifier les bonnes pratiques et suivre les évolutions. Ces exemples montrent qu'avec les ressources adéquates et une réelle volonté, il est possible de surmonter les obstacles à l'inclusion et de progresser vers une société plus équitable.

**En tant qu'autrice de deux rapports ministériels pour l'égalité femmes/hommes, comment évaluez-vous l'importance des outils de mesure dans la mise en place d'actions concrètes ?**

Les outils de mesure jouent un rôle essentiel. Mon expérience me permet d'affirmer que les données chiffrées sont indispensables pour sensibiliser et mettre en lumière les inégalités. Or, pour les inégalités d'origine ou de couleur de peau, les statistiques dites « ethniques » ne sont pas autorisées en France. Quant aux inégalités de classe, elles sont très peu évoquées dans notre milieu – sauf pour ce qui concerne les publics, alors qu'elles y sont prégnantes.

Dans mon premier rapport, l'impact des chiffres a été particulièrement marquant. Ils ont révélé, entre autres, que nos institutions étaient dirigées par des hommes à des pourcentages variant de 58 % à 100 %. Le déséquilibre est patent.

Le ministère de la Culture établit désormais des statistiques sexuées chaque année, offrant ainsi une base de données qui permet d'évaluer les évolutions. Cependant, ce travail n'est pas toujours effectué au niveau des collectivités. Il est souvent délégué à des associations féministes. Les artistes qui animent ces associations, au lieu de travailler sur leurs projets de création,

consacrent leur temps à pallier les déficiences des pouvoirs publics. Les subventions sont déportées sur leurs actions en faveur de l'égalité au lieu de financer leurs projets artistiques. Il y a là instrumentalisation des activités militantes.

Les chiffres sont utiles pour identifier et corriger les situations inégalement. Le suivi régulier permet de mesurer les progrès réalisés et de repérer les domaines où des efforts supplémentaires sont nécessaires. Par exemple, l'analyse des chiffres a révélé une baisse significative du nombre de directrices à la tête des centres chorégraphiques nationaux, passant de 42 % à 15 % entre 2006 et 2021. Cette tendance alarmante souligne l'importance de garder une vigilance et de prendre des mesures pour inverser les dynamiques négatives. Cependant, les chiffres seuls ne suffisent pas. Il est également important de prendre en compte la qualité des postes occupés par les femmes. Souvent, elles dirigent des institutions de moindre envergure, avec des budgets plus restreints et elles ont accès à des plateaux de faible importance. Cette réalité doit être prise en considération pour une évaluation globale de l'égalité des sexes dans le secteur culturel.

**Comment voyez-vous la représentation dans la création artistique, notamment en ce qui concerne les minorités et les personnes victimes de discrimination ?**

Les arts de la représentation jouent un rôle essentiel dans le maintien des idéologies de la domination. Ils pourraient jouer un rôle inverse, dans l'ouverture sur d'autres visions du monde. Pour ce faire, il faudrait que la maîtrise de la représentation soit plus largement répartie entre des personnes aux profils diversifiés. Cela commence à venir, au cinéma surtout. Au théâtre, quand vous allez voir un spectacle

de Rebecca Chaillon, le public n'est pas celui que vous avez l'habitude de voir dans nos salles. Parce que les actrices ne sont pas les acteurices que vous avez l'habitude de voir sur les plateaux. Et parce qu'il n'y a pas si longtemps qu'une metteuse en scène comme Rebecca Chaillon est invitée au festival In à Avignon ou au théâtre national de l'Odéon. Le public suit si on ne l'exclut pas par des représentations qui ne le concernent pas.



\*Retrouvez la biographie de Darline Gilles et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

1. Reine Prat est une haute fonctionnaire française, agrégée de Lettres et inspectrice générale honoraire de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle au ministère de la Culture.
2. Reine Prat, *Exploser le plafond : précis de féminisme à l'usage du monde de la culture*, éditions Rue de l'Échiquier, 2021 (voir la page « Livres & films » à la fin de ce numéro).
3. Gabriel Matzneff.
4. Roman Polanski.
5. Nicolas Beauzée, *Grammaire générale*, 1767.
6. Le programme La Relève, lancé par le ministère de la Culture, est une initiative visant à promouvoir l'inclusion professionnelle dans le secteur culturel. Ce programme propose une formation certifiante et un mentorat par des professionnels reconnus, pour former les futurs directeurs et directrices des institutions culturelles françaises (source : [www.culture.gouv.fr](http://www.culture.gouv.fr)).
7. Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles : [www.syndecac.org](http://www.syndecac.org)
8. Association des centres dramatiques nationaux : [www.asso-acdn.fr](http://www.asso-acdn.fr)



## DES RESPONSABILITÉS PARTAGÉES PAR L'INTERPROFESSION

# DISCRIMINATION DE GENRE DANS LE CINÉMA FRANÇAIS : LES COMMUNAUTÉS S'ENGAGENT

Par Camille Pierre\*

La question des discriminations femmes/hommes dans le milieu cinématographique français est plus que jamais présente, sur le devant de la scène et dans les coulisses. Des collectifs et des associations réunissent des professionnelles du milieu pour prendre le problème à bras-le-corps.

Depuis 2014, le CNC (Centre national du cinéma et de l'image animée) a créé l'Observatoire de l'égalité femmes-hommes dans le cinéma et l'audiovisuel ; il présente les principaux chiffres-clés sur le sujet. Ces études sont apparues à la suite de la signature en octobre 2013 d'une charte<sup>1</sup> qui promettait de « sexuer » les outils statistiques afin de mieux cerner les problématiques en présence et de participer à une réflexion commune sur la place des femmes dans le cinéma. Les chiffres permettent ainsi de constater une très forte répartition genrée des métiers, mais aussi des inégalités salariales, des difficultés pour accéder aux très gros budgets, malgré une présence accrue des femmes dans ce secteur – en particulier jeunes et non cadres – ou encore l'identité de genre comme premier critère de discrimination avancé par les réalisatrices<sup>2</sup>.

Toujours en 2013, l'association Deuxième Regard prend forme et se situe dans le sillage de cette prise de conscience. Elle se transforme en 2018 en Collectif 50/50 à la suite de l'affaire Weinstein et du mouvement #MeToo. Le collectif est organisé comme un *action tank*, c'est-à-dire une organisation qui se consacre à l'avancement du changement dans les politiques. Depuis sa création, il a mis en place un nombre important d'actions parmi lesquelles des ateliers, un programme de mentorat et la création d'un livre blanc en partenariat avec la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes du ministère de la Culture. Celui-ci fait partie d'une boîte à outils mise à disposition pour repenser les pratiques, avec une bible, un annuaire professionnel pour faciliter le recrutement des personnes sous-représentées et un kit de prévention des violences, coélaboré avec les syndicats professionnels. La prégnance des chiffres subsiste ; 50/50 produit ses propres études : sur la place des femmes lors des cérémonies de récompense ou encore sur la diversité, toujours en s'appuyant sur l'idée que cela rend évidentes et indiscutables les inégalités et les disparités. Il existe également un travail de lobbying pour que des mesures soient instaurées. Le Collectif 50/50 soutient la décision prise en 2019 par le CNC : il conditionne des aides Cinéma au fait de renseigner un formulaire sur le nombre de femmes occupant des



Signature de la Charte pour l'inclusion lors des Radi Raf 2022, à Angoulême, par le Collectif 50/50, AnimFrance, LFA et le SPI – © LFA

postes-clés dans les dossiers de demande d'aide et coélabore le bonus parité avec 50/50. Il s'agit d'un bonus de 15 % dont peuvent bénéficier les films (longs métrages documentaires, de fiction et d'animation) dont les équipes sont paritaires. Le collectif aimerait également que l'obligation de se former sur le harcèlement et le sexisme soit étendue à tous les métiers et non plus seulement aux employeurs de la production, de la distribution et de l'exploitation. Fanny De Casimacker, déléguée générale de 50/50, souligne tout le travail de sensibilisation nécessaire pour que chacun soit formé, car « tout le monde a une responsabilité dans l'industrie et dans la société en règle générale pour ce qui est des démarches de prévention des violences », affirme-t-elle.

Il faut aussi noter que le cinéma est un milieu composé de domaines variés et de nombreux métiers, avec chacun ses spécificités. Entre le documentaire et l'animation, entre une mixeuse et une actrice, les manières de fonctionner et les enjeux peuvent



avoir très peu de choses en commun. On peut logiquement penser que les modalités pour estimer la porosité aux discriminations ainsi que la pertinence des solutions proposées ne peuvent donc pas être les mêmes partout. Des professionnelles ont ainsi choisi de se regrouper selon leur branche d'activité.

« [...] la finance et la technique,  
deux des principaux pans de l'animation,  
sont majoritairement investies  
par des hommes. »

À l'origine de leur création en 2015, Les Femmes s'animent (LFA) se sont inspirées des Américaines du groupe Women in Animation, fondé en 1993. La productrice Corinne Kouper, membre du collectif, confie : « J'avais rencontré ces femmes à New York et trouvé incroyable les sujets qu'elles évoquaient. À cette époque, je pensais naïvement qu'en France, on n'avait pas du tout besoin de défendre les femmes, qu'elles arrivaient seules à progresser et à évoluer dans nos métiers. Je suis rentrée à Paris et j'ai demandé au comptable du studio d'animation où je travaille combien nous étions exactement de femmes et d'hommes et là, je suis tombée de ma chaise parce que je n'avais aucune conscience des chiffres. Il faut travailler sur des données précises pour se rendre compte et puis essayer de rectifier ces disparités. » LFA réunit des professionnelles de l'animation, un domaine encore très majoritairement masculin. Marina Narishkin précise que « la finance et la technique, deux des principaux pans de l'animation, sont majoritairement investies par des hommes. » Interrogées sur les obstacles rencontrés, elles font part de la difficulté qu'ont les femmes à s'insérer durablement dans ce secteur, notamment après la trentaine. Corinne Kouper complète : « Nous essayons de faire en sorte que plus de femmes entrent dans nos métiers et y restent. Il s'agit aussi d'intégrer des femmes en dehors des réseaux ; la question de la diversité est importante. » Treize pour cent des longs métrages ont été réalisés ou coréalisés par une femme ces vingt dernières années, quand il existe, pour la seule année 2019, 43,4 % de réalisatrices de courts métrages. S'intégrer à un réseau peut aider à résister. Aussi, l'association propose son propre parcours de mentorat, comme l'explique Éloïse Guérin : « On met en relation des personnes déjà très présentes et expérimentées dans l'animation avec des femmes qui souhaitent être soutenues. » LFA réalise aussi des portraits de femmes dans l'animation, a participé à la section Animation de l'annuaire inclusif du Collectif 50/50 et organise des tables rondes, par exemple sur la confiance en soi.

Un autre collectif, Troisième Autrice, est dédié aux 7 % de compositrices de musique de films en France, l'un des métiers du cinéma les moins paritaires. La compositrice Delphine Ciampi Ellis constate qu'il n'y a eu, concernant la part de femmes sociétaires de la Sacem (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique), « aucune évolution, une courbe plate sur dix ans », et ajoute : « Nous avons besoin d'actions et d'un collectif pour se sentir soutenues. » Anaïs Pajot, compositrice également, ajoute : « C'est un métier qui est très solitaire, mais nous réalisons aujourd'hui que nous rencontrons les mêmes problématiques. C'est

très satisfaisant de pouvoir évoluer ensemble. » Troisième Autrice propose des réunions mensuelles pour partager un espace de parole, ses outils et confronter ses expériences. L'idée est de réfléchir ensemble, de s'entraider, notamment dans son rapport à la technique souvent complexifiée par les stéréotypes de genre. Dernièrement, une compositrice chevronnée, Stephanie Economou, est venue partager sa méthode de travail et autres astuces techniques. Un autre objectif de Troisième Autrice est de visibiliser toute personne se disant compositrice. Cela se fait au travers de différentes actions : réalisation de podcasts avec le Lab Femmes de cinéma<sup>3</sup>, de capsules vidéo, d'interviews, présence lors de festivals comme Les Arcs ou Sœurs Jumelles en Nouvelle-Aquitaine.

Le travail des associations et des collectifs constitue un moteur communautaire, professionnel et politique. Il vient donner forme aux chiffres, incarner les nuances et les individualités que masquent parfois les statistiques. Tous témoignent de l'importance de l'entraide et de la construction d'un réseau, professionnel et parfois amical, que permettent ces endroits. Si la majorité des professionnelles se trouvent en Île-de-France, 50/50 prône la représentation de tout le territoire français sans exception. Chacun des groupes interrogés propose des manières d'échanger à distance. Les membres de Troisième Autrice se réunissent ainsi principalement en ligne. Ils essaient également d'être présents le plus possible lors d'événements disséminés sur le territoire. En 2022, le Collectif 50/50 et Les Femmes s'animent étaient aux RAF (Rencontres animation formation) d'Angoulême pour la signature de la nouvelle version de la Charte 50/50 pour l'inclusion, adaptée au secteur de l'animation.

La question se pose aussi des actions à mener en aval, avant la professionnalisation, dès la formation, pour permettre aux jeunes entrantes de ne pas se décourager et de trouver les clés pour se sentir bien. Il s'agit également de réussir à s'adresser aux plus jeunes, celles qui n'ont même pas encore choisi leur voie. Malgré des initiatives telles que l'intégration d'un minimum de cinq films de femmes dans les catalogues d'éducation à l'image, l'absence de modèles et d'exemples à suivre persiste. Si peu de personnes savent qui est Jacqueline Audry, cinéaste pionnière, dont Brigitte Rollet a pris le soin d'écrire le parcours<sup>4</sup>, qui connaît Claire Mathon ou encore Brigitte Taillandier ? Elles sont deux techniciennes de cinéma reconnues et récompensées pour leurs compétences, respectivement en image et en son. Elles appartiennent à un milieu qui devient de plus en plus clairement le reflet médiatique d'une société qui demande en retour à le voir évoluer et grandir en direction de la parité et d'une plus grande diversité.



\* Retrouvez la biographie de Camille Pierre et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

- Charte signée par Aurélie Filippetti, ministre de la Culture et de la Communication (2012-2014), Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes (2012-2014), Frédérique Bredin, présidente du CNC (2013-2019), et Véronique Cayla, présidente d'Arte France (2011-2020, devenue depuis présidente de l'Académie des César).
- Cécile Lacoue, « Observatoire de l'égalité femmes-hommes », CNC, 27 novembre 2023.
- Femmesdecinema.org
- Brigitte Rollet, *Jacqueline Audry : la femme à la caméra*, Presses universitaires de Rennes, 2015.

# L'ÉGALITÉ DANS LA BANDE DESSINÉE : DES MOTS SUR UNE RÉALITÉ

Par Cathia Engelbach\*

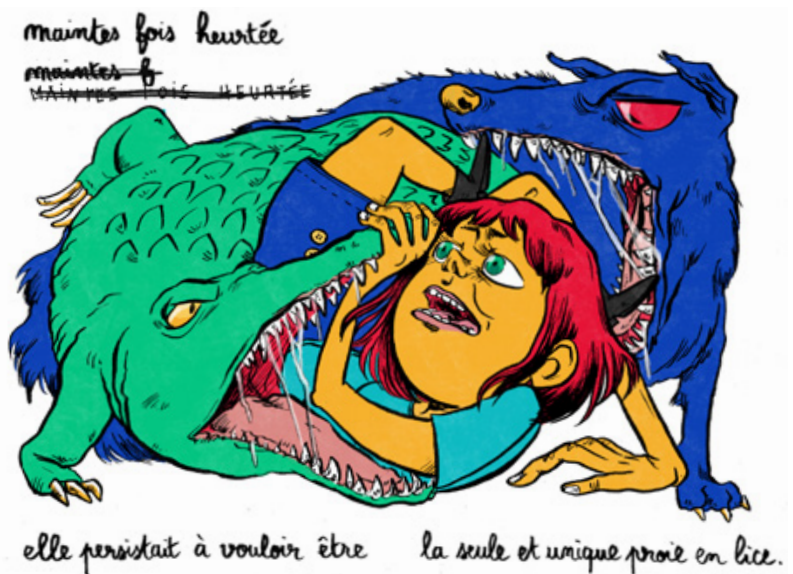
Créé il y a un peu moins de dix ans, le Collectif des créatrices de bande dessinée contre le sexisme (aussi appelé Bdégalité<sup>1</sup>) entend dénoncer le sexisme ordinaire, les faits de violence et de harcèlement dont sont victimes les femmes œuvrant au sein du 9<sup>e</sup> art et envisage des façons de les combattre. Deux autrices néo-aquitaines membres du collectif, Lénon et Anne-Perrine Couët, reviennent sur l'esprit de sororité qui y règne et les différentes actions qui y sont menées au quotidien.

Lorsque des créatrices de bande dessinée ont décidé de s'organiser en collectif, propos et agissements inappropriés à leur encontre sont déjà légion, mais le mal-être, qui se diffuse de façon souterraine, est alors le plus souvent une expérience vécue en solitaire. Un événement allait agir comme caisse de résonance.

En 2015, Jul Maroh est contacté.e par le Centre belge de la bande dessinée pour la préparation d'une exposition intitulée *La BD des filles* censée faire « le tour de la BD destinée aux filles (de 7 à 77 ans) [...] de la BD pour fillettes au roman graphique en passant par les blogueuses, les BD pour ados, les BD féministes, les BD romantiques pour dames solitaires, les BD pour accros au shopping, etc.<sup>2</sup> » Médusé.e, Jul Maroh tente d'expliquer aux organisateurs le parti pris sexiste d'un tel projet, sans parvenir à se faire entendre. Iel alerte une communauté d'autrices, soixante-dix au total, qui échangent, préviennent leurs collègues et décident, assez rapidement, de créer le Collectif des créatrices de bande dessinée contre le sexisme. Au micro de Laurent Tournebise pour *Deuxième Sexe et 9<sup>e</sup> art*<sup>3</sup>, Marie Bardiaux-Vaïente et Jeanne Puchol se remémorent la fulgurance de l'éclosion de la parole qui a suivi : « Sur les cent cinquante créatrices réunies, en 48 heures, une sur deux a fait part de faits de harcèlement. Auparavant, chacune gardait ses histoires pour soi... » Le collectif rédige ensuite une charte à laquelle souscrivent aujourd'hui près de trois cents créatrices de bande dessinée.

Hélène Richard, alias Lénon, et Anne-Perrine Couët ont rejoint très tôt le collectif et s'estiment toutes deux « sympathisantes ». Elles ne manquent rien des échanges du groupe sur les réseaux et assistent, quand leurs emplois du temps le permettent, aux réunions physiques ou aux visioconférences qui vont notamment décider des actions collectives à entamer : participation à une publication commune, préparation d'un fanzine, communication autour de tel ou tel événement ou encore réponses aux sollicitations diverses – médiatiques, institutionnelles, etc.

En 2017, Anne-Perrine Couët a ainsi été invitée par Marie Bardiaux-Vaïente à prendre part à un projet de l'éditeur Vide Cocagne (qui a depuis cessé ses activités), un livre de témoignages dessinés autour de la pensée féministe et de la condition féminine, à paraître l'année suivante sous le titre *Féministes : récits militants sur la*



© Anne-Perrine Couët

cause des femmes. Parmi la quinzaine de récits de ce recueil figure « Ce qui ne me tue pas... », fruit de la collaboration entre les deux femmes. « Marie m'a proposé de mettre en images le récit de son viol, alors qu'elle n'avait pas 20 ans, explique Anne-Perrine Couët. Elle avait des souvenirs très précis de certains détails auxquels il fallait prêter attention, et je voulais prendre grand soin de ce qu'elle me confiait. » Les huit planches de la dessinatrice, entre plans serrés et métaphores visuelles, privilégient le récitatif au discours direct et donnent à voir le traumatisme et ses conséquences – sidération, dissociation, mutisme et culpabilisation.



*Les Matins doux*, d'Ingrid Chabbert et Anne-Perrine Couët (illustration), éditions Steinkis, 2023

Avant cette réalisation à quatre mains, les strips autobiographiques de la Bordelaise (visibles sur la plateforme Grandpapier) abordaient déjà les dérives sexistes quotidiennes et ne cachaient pas la « colère bouillonnante » qui l'empoignait, ici à l'évocation de l'affaire de la Ligue du LOL, là face aux dénonciations engendrées par la vague #MeToo, là encore en mettant en scène des comportements toxiques dont elle a été victime. Plus récemment, Anne-Perrine Couët a cosigné, avec Ingrid Chabbert, *Les Matins doux* (Steinkis, 2023), bande dessinée consacrée à une tranche peu connue de la vie de Simone de Beauvoir : sa romance tumultueuse avec l'écrivain américain Nelson Algren. Un projet

« passionnant » qui fait suite à de nombreuses participations à des livres collectifs mêlant des voix féminines, dont *Frangines* (2022), hommage à Anne Sylvestre dirigé par Émilie Plateau. « Ce n'est pas un problème de faire de la biographie de femmes, alerte-t-elle, mais si c'est principalement ce que proposent les éditeurs aux autrices (et c'est le cas en ce moment !), je trouve que c'est limitant... »

L'évolution des mentalités reste une lutte quotidienne de tous les côtés de la chaîne éditoriale. Pour Lénon, le Collectif des créatrices de bande dessinée contre le sexisme permet une mise en réseau salvatrice, d'autant que le brassage des générations en son sein déploie un spectre global. « J'y ai fait une bonne part de mon éducation féministe », admet-elle. Répercussions qui peuvent aussi se ressentir dans son activité au sein de Flblb. Montées en Scop (Société coopérative de production), les éditions poitevines ont à leur tête trois auteurs et trois autrices rémunérés à hauteur égale. « Cette nouvelle parité est due au hasard, précise Lénon, mais nous parlons très

ouvertement de ces questions entre nous. Les trois salariées sont membres du collectif et je constate que certains collègues ont une culture féministe. Plus d'une fois, ils m'ont fait remarquer une situation sexiste que je n'avais moi-même pas vue ! »

Si les changements opérés via les politiques publiques donnent encore peu de résultats, faute de moyens, l'autrice de *Ralentir dans les virages* (Flblb, 2021) et intervenante régulière dans des ateliers de production artistique, a néanmoins été témoin de faits notoires. « Les jeunes générations ont le réflexe de se méfier, constate-t-elle. Une professeure d'art m'a confié que des étudiantes de première année étaient venues lui demander, à la rentrée, quels

étaient les professeurs masculins dont il fallait se méfier. Question inimaginable il y a quelques années ! Par ailleurs, lors de mes ateliers, je remarque de la part des participants des façons de combattre le sexisme non pas à travers un discours militant ou une œuvre portant un message politique, mais dans les actes : faire en sorte de laisser circuler la parole, constater des rapports de force et les discriminations, et les faire cesser. »



*Ralentir dans les virages*, de Lénon, éditions Flblb, 2021

Ces avancées, fussent-elles minimales, constituent aussi la raison d'exister du Collectif de créatrices de bande dessinée contre le sexisme. « Être en lien les unes avec les autres, s'alerter sur des comportements problématiques, c'est la sororité de base, poursuit Lénon. Ce qui était tu ou se disait entre deux portes est désormais identifié comme une oppression à combattre et transmis. » Cela justifie en outre le principe de non-mixité, auquel le groupe est très attaché. « Car oui, conclut-elle, la présence d'un homme peut changer la nature des discussions, notamment pour des témoignages qui

exigent un environnement très sécurisant, des personnes pour qui la seule présence d'un homme dissuadera de prendre la parole. » Ce qui ne minimise en rien le rôle à jouer de la part des hommes en dehors du cercle. Un soutien, pour commencer.



\* Retrouvez la biographie de Cathia Engelbach et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

1. [bdegalite.org](http://bdegalite.org)
2. Repris sur le site du Collectif Bdégalité.
3. Voir encadré ci-dessous.

## Laurent Tournebise : « Dénoncer, c'est ce qui m'intéressait »

Par Flora Ghedjati Reigneau\*

De sa présence à de nombreux salons du livre, le documentariste Laurent Tournebise a toujours retenu l'omniprésence d'hommes bédéistes. En 2021, lui vient l'idée de mettre en lumière des femmes créatrices, « dans l'ombre », sans effacer le sexisme subi par grand nombre d'entre elles. Le documentaire *Deuxième Sexe et 9<sup>e</sup> art* a ainsi vu le jour au moment de sa rencontre avec le collectif Bdégalité.

« En prenant contact avec le collectif, étant un homme, je ne savais pas comment j'allais être accueilli », se rappelle le réalisateur. Après s'être questionné sur sa légitimité à réaliser *Deuxième Sexe et 9<sup>e</sup> art*, il est arrivé à la conclusion que plus que le sexisme et les inégalités de genre, ce qui rassemblait Bdégalité et son travail, c'était le combat contre les injustices et leur intérêt pour les personnes à contre-courant de la société : « Dénoncer, c'est ce qui m'intéressait. »

Lors de nombreux entretiens, pendant presque un an, un véritable lien de confiance s'est tissé entre Laurent Tournebise et les cinq créatrices

interviewées<sup>1</sup> : « Elles étaient très libres dans nos échanges, il n'y avait pas de sujet tabou », précise-t-il. Malgré des degrés différents d'engagement, les cinq femmes sont tombées d'accord sur la réalisation de ce documentaire, toutes aussi à l'aise et d'« une fluidité absolue » sur le tournage, comme le réalisateur se remémore. *Deuxième Sexe et 9<sup>e</sup> art*, qui n'est aujourd'hui plus disponible au visionnage, a cependant été très bien accueilli à sa sortie. Selon Laurent Tournebise, Jean-François Karpinski, délégué Antennes et Contenus au sein de France 3 Nouvelle-Aquitaine, « a compris très rapidement que le sujet du documentaire était sociétal et qu'il fallait le mettre en avant ». Une démarche aux antipodes du ressenti du documentariste, mitigé à l'idée de la réception du public, de peur que son travail donne l'impression de « surfer » sur une vague de luttes. Pour le réalisateur, « être un homme féministe, ça n'a pas de sens. Quand on est réalisateur, on n'a pas de genre, on est un passeur entre le sujet et les personnes qui vont visionner notre travail ».

\* Retrouvez la biographie de Flora Ghedjati Reigneau et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

1. Il s'agit de Marie Bardiaux-Vaiante, Claire Gaudriot, Laureline Mattiussi, Jeanne Puchol et Sandrine Revel.

# DOCUMENTAIRE : LE DIALOGUE INTERPROFESSIONNEL POUR LUTTER CONTRE LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL

Par Ève Tailliez\*

**B**urn-outs, conflits, harcèlements, agressions sexistes et sexuelles... Dans le cadre des Rencontres sociales, le Festival international du film documentaire (Fipadoc) de Biarritz 2024 a été l'occasion de faire un état des lieux sur la responsabilité sociale et la souffrance dans ce milieu professionnel. Des représentants de syndicats et des acteurs de la prévoyance, de la formation professionnelle et de la santé ont pris la parole sur les ressources actuelles et les moyens mis en œuvre pour accompagner une nécessaire évolution des pratiques.

« J'étais en montage seize heures par jour, sept jours sur sept, mais ce n'était jamais assez bien, il fallait toujours faire plus [...]. J'ai tenu vingt jours, puis crac ! J'ai fait un burn-out. J'ai dormi pendant six mois. J'ai retravaillé au bout d'un an. Je m'en suis sorti au bout de deux ans, avec de petites séquelles psychologiques. »

Le 25 janvier 2024, au Fipadoc, Anne Fonteneau, représentante de la GARRD<sup>1</sup>, ouvrait la table ronde consacrée à la santé mentale au travail par une série de témoignages éloquentes. Excès de stress, sensation d'épuisement, crises d'angoisse sont autant de symptômes répandus dans ce milieu. Quelques chiffres issus du sondage mené par ce syndicat professionnel<sup>2</sup> posaient la dimension de l'enjeu : « 95 % des répondants indiquent avoir vécu au moins une situation de souffrance au travail au cours des cinq dernières années, 79 % une sensation d'épuisement. »

Rémunération insuffisante, volume horaire trop important... Les motifs structurels de cette souffrance au travail sont nombreux. Le récent rapport du ministère de la Culture indique que les documentaristes semblent les plus touchés parmi l'effectif des auteurs de l'audiovisuel, qui a triplé en un peu moins de vingt ans et subi une baisse de pouvoir d'achat d'environ 30 % : « Dans la mesure où le travail effectif serait souvent trois à quatre fois plus élevé que les jours déclarés, les documentaristes les moins rémunérés ne percevaient que 0,2 % du Smic<sup>3</sup>. »

Du côté des producteurs, Louise Lebecq, déléguée aux affaires sociales du Syndicat des producteurs indépendants, rappelle la grande diversité d'économies selon le type de documentaire. « On ne gagne pas d'argent avec tous les documentaires. [...] L'apport producteur ne fait qu'augmenter depuis dix, quinze ans. C'est autant en moins pour la rémunération des équipes de production et les producteurs ne savent pas comment s'inscrire dans le temps. » Dans un contexte général de baisse des financements<sup>4</sup>, ce manque de moyens génère de multiples tensions dans les relations professionnelles. Consignes contradictoires, sensation de dépossesion par la censure ou le formatage, harcèlement moral viennent accentuer la souffrance de professionnels déjà économiquement fragilisés.



Rencontres sociales du documentaire, Fipadoc 2024 – © Fipadoc, Claudia Goletto

Parmi les violences et les harcèlements, l'étude de la GARRD alerte sur ceux à caractère sexiste et sexuel : 66 % des répondantes indiquent avoir été victimes de remarques sexistes dans leur environnement de travail, contre 6 % d'hommes, et 26 % d'entre elles ont été victimes de harcèlement sexuel. « En documentaire, les femmes sont encore largement sous-représentées dans certaines émissions ou cases, sciences et histoire, par exemple, sans aucune légitimité », dénonce Marianne Kerfriden, présidente de la GARRD, qui poursuit : « Sur les prime times, une réalisatrice peut se voir imposer un coréalisateur masculin. On a aussi des exemples de femmes qui ont été effacées du générique au profit d'un réalisateur masculin. Et ça, c'est une violence, une violence sexiste. » Une étude publiée par la Scam (Société civile des auteurs multimédia) en 2020<sup>5</sup> pointait déjà que les femmes sont moins nombreuses à réaliser les documentaires les mieux financés.

Louise Lebecq s'accorde avec Anne Fonteneau : si le système ne va pas changer du jour au lendemain, l'idée est de mettre en place ensemble des mécanismes de prévention, pour le réalisateur, mais aussi pour tout le reste de l'équipe. Premier obstacle : la plupart des professionnels ignorent les ressources à leur disposition. « Les intermittents du spectacle ont beaucoup de mal à engager des démarches administratives et à mobiliser les aides financières

auxquelles ils ont droit. Il y a une forte méconnaissance, ce qui est assez logique, car lorsqu'on multiplie les employeurs, on est moins informé sur ses droits », explique Caroline Rogard, responsable chez Audiens. D'autant que les équipes sont petites, contrairement à la fiction, et que les professionnels sont souvent isolés.

« Être producteur aujourd'hui, c'est lire Kafka devant un tableur ! » Ségolène Dujardin, de la société Découpages, témoigne : « Nous, producteurs, on souffre d'un empilement administratif très complexe [...]. On n'arrive pas forcément à absorber toutes ces couches législatives qui se superposent, c'est à chaque fois de la contrainte sur de la contrainte, il faut rendre des comptes, on devient comptable de tout ! C'est trop pour des petites structures. »

Rassemblés pour cette table ronde, les représentants de l'Afdas, de Thalie Santé et d'Audiens sont parfaitement conscients de l'enjeu de pouvoir proposer des solutions à différentes échelles, en accompagnant le salarié comme le responsable d'équipe et l'entreprise. Psychologue expert chez Thalie Santé, prévention et médecine du travail, Olivier Coldefy insiste sur l'importance de créer des repères communs entre les individus et les entreprises. Donner les mêmes éléments de langage et sensibiliser aux risques permettraient d'éviter des situations extrêmes comme le burn-out. Thalie Santé, en partenariat avec Audiens, propose ainsi des ateliers de prévention sur les risques psychosociaux tels que les violences ou les harcèlements, et les manières de s'en prémunir. Une cellule d'écoute d'urgence a été également mise en place. Caroline Rogard souligne : « Plus de 70 % des violences sexuelles sont liées à des supérieurs hiérarchiques. Donc déjà, quand vous êtes dans une situation d'emprise, sans qu'il y ait eu passage à l'acte, vous pouvez appeler la cellule et être accompagné. »

« Actuellement, on fait porter sur la victime, et la victime seule, l'injonction à dire, réagit Cédric Pélissier, conseiller à l'Afdas. En plus d'être victime, la personne porte la responsabilité d'aller dénoncer l'agresseur, et culpabilise : "Est-ce que je vais jusqu'au bout ou est-ce que je me tais parce que je mets en péril un travail d'équipe ?" Le but est d'inverser les choses : créer un environnement attentif en sorte que les autres membres de l'équipe puissent identifier ce qui est en train de se passer et que tout le monde soit concerné.

Avec France Travail (ex-Pôle Emploi), Audiens et Thalie Santé, nous sommes en lien permanent, poursuit Cédric Pélissier. Pour les entreprises, l'Afdas propose un Appui-Conseil dans différents registres : égalité professionnelle, handicap, inclusion... L'entreprise peut cibler une formation ou demander l'intervention d'un cabinet de conseil qui peut être prise en charge à 100 %. Les intermittents du spectacle, les journalistes pigistes et les artistes auteurs peuvent bénéficier quant à eux de l'Appui-Conseil carrière : un suivi individuel qui permet de faire un point sur son projet professionnel, identifier les problématiques et les démarches à mettre en place. S'il y a un enjeu de santé au travail, nos conseillers font le lien avec les interlocuteurs de nos partenaires. »

Chez Audiens, même objectif de lever les freins sociaux, administratifs et financiers, avec un principe de référent unique qui accompagne le professionnel dans ses démarches. Parmi les ressources : une consultation en addictologie, des consultations médicales en visioconférence, ou encore un fonds spécifique pour le soutien psychologique des journalistes pigistes. « Le but serait pourtant

d'arriver avant ces mesures réparatrices », souligne Olivier Coldefy. « Il faut être vigilant aux signaux d'alerte, aux déclencheurs qui nous disent qu'on va mal. Hurler sur un collègue, par exemple, c'est un *warning*. »

Confrontée chaque jour aux litiges, Charlotte Paillieux, déléguée générale de l'Amapa<sup>6</sup>, témoigne : « Les professionnels font appel à nous toujours un peu trop tard, quand le problème est déjà envenimé. Il vaut mieux venir régler ses affaires au plus tôt, dès que ça ne va pas dans la collaboration. » L'association propose une médiation entre les professionnels du secteur, notamment entre auteurs et producteurs. Elle rappelle le rôle essentiel de la parole : « La souffrance vient souvent d'un manque de dialogue, de communication, et d'une méconnaissance du travail de chacun. Il faut renouer la confiance là où elle est perdue. »

L'enjeu d'un dialogue interprofessionnel est aussi déterminant pour Marianne Kerfriden : « Les auteurs-réalisateurs sont la variable d'ajustement parce qu'on est la seule profession de l'audiovisuel à ne pas avoir de salaire minimum, contrairement aux techniciens, par exemple. Donc on voudrait aussi impliquer les diffuseurs : moins d'argent pour une émission ou une case, ça retombe directement sur le réalisateur. » Depuis janvier 2024, des négociations paritaires ont été rouvertes en vue d'établir un salaire minimum conventionnel pour la profession. Anne Fonteneau conclut : « Je crois qu'on a tous envie, producteurs comme diffuseurs, d'avoir un réalisateur en bonne santé, ça profite à tout le monde, en fait. Je suis persuadée qu'il y a des choses à mettre en place, pas si compliquées, qui pourraient vraiment améliorer notre quotidien à tous. »



\* Retrouvez la biographie d'Ève Tailliez et ses articles sur *prologue-alca.fr*

1. Guilde des auteurs-réalisateurs de reportages et de documentaires : [www.garrd.fr](http://www.garrd.fr)
2. [www.garrd.fr/articles/112941-enquete-sur-la-souffrance-au-travail](http://www.garrd.fr/articles/112941-enquete-sur-la-souffrance-au-travail)
3. [www.culture.gouv.fr/Espace-documentation/Le-documentaire-et-ses-acteurs-a-l-heure-des-bouleversements-de-l-audiovisuel](http://www.culture.gouv.fr/Espace-documentation/Le-documentaire-et-ses-acteurs-a-l-heure-des-bouleversements-de-l-audiovisuel)
4. [www.cnc.fr/professionnels/etudes-et-rapports/etudes-prospectives/la-production-audiovisuelle-aidee-en-2022.1950632](http://www.cnc.fr/professionnels/etudes-et-rapports/etudes-prospectives/la-production-audiovisuelle-aidee-en-2022.1950632)
5. [www.scam.fr/Portals/0/Contenus/documents/Dossiers/2020/Etude.Addoc.Scam.PDF](http://www.scam.fr/Portals/0/Contenus/documents/Dossiers/2020/Etude.Addoc.Scam.PDF)
6. Association de médiation et d'arbitrage des professionnels de l'audiovisuel : [lamapa.org](http://lamapa.org)

**Afdas** : +33 (0)1 44 78 39 39 / Délégations régionales : [www.afdas.com/en-region](http://www.afdas.com/en-region)  
**Amapa** : Association de médiation et d'arbitrage des professionnels de l'audiovisuel  
+33 (0)6 60 67 58 00 / [contact.lamapa@gmail.com](mailto:contact.lamapa@gmail.com) / [www.lamapa.org](http://www.lamapa.org)  
**Audiens – Cellule d'écoute psychologique et juridique** : à destination des victimes et des témoins de violences sexuelles et sexistes dans la culture – +33 (0)1 87 20 30 90 du lundi au vendredi, de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h (gratuit et anonyme) / [violences-sexuelles-culture@audiens.org](mailto:violences-sexuelles-culture@audiens.org)  
**CCHSCT – Comités centraux d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail** : organisme paritaire qui conseille les salariés et les employeurs  
- Production audiovisuelle : <https://chsctaudiovisuel.org>  
Conseillère en prévention des risques professionnels : Ghania Tabourga  
[ghania.tabourga@chsctaudiovisuel.org](mailto:ghania.tabourga@chsctaudiovisuel.org), 06 16 61 29 97  
- Production cinématographique : [www.cchscinema.org](http://www.cchscinema.org)  
Délégué Hygiène et Sécurité : Didier Carton, [didier.carton@cchscinema.org](mailto:didier.carton@cchscinema.org),  
06 35 30 71 00  
**Thalie Santé** : prévention et santé au travail. [www.thalie-sante.org](http://www.thalie-sante.org)  
**Violences sexistes et sexuelles** : site très complet qui concentre les ressources pratiques disponibles pour les employeurs et les professionnels, par secteur d'activité. [www.violences-sexuelles-culture.org](http://www.violences-sexuelles-culture.org)

# RESPONSABILITÉ DANS LES FESTIVALS DE CINÉMA : UNIS POUR MIEUX AVANCER

**Maguy Cisterne, Arnaud Dumatin et Stéphanie Loustau**

Propos recueillis par Cécile-Charlotte Bernet\*

**N**é au printemps 2020, en pleine crise du Covid, le Collectif des festivals de cinéma et d'audiovisuel de Nouvelle-Aquitaine a été pensé par ses fondateurs comme un lieu de réflexion, de collaboration et de formation pour répondre aux problématiques liées à la pandémie et à la vie d'après. Rencontre d'une seule voix avec les trois coprésidents du collectif : Maguy Cisterne (Festival du cinéma de Brive – Rencontres internationales du moyen métrage), Arnaud Dumatin (Festival La Rochelle Cinéma) et Stéphanie Loustau (Festival Biarritz Amérique latine).

## **Pouvez-vous présenter la genèse du collectif et sa raison d'être ?**

Le Collectif des festivals de cinéma et d'audiovisuel de Nouvelle-Aquitaine<sup>1</sup> a vu le jour à la suite de nombreux échanges informels entre les organisateurs de festivals de cinéma de la région pendant la pandémie. Reprise de nos activités après le Covid, reconquête des publics : nous avons des problématiques communes et nous avons eu besoin de dialoguer et de confronter nos expériences afin de trouver des réponses. Pour accompagner ces réflexions et aller au-delà, nous avons créé la structure pour réfléchir à des thématiques assez récentes, en tout cas dans leur prise de conscience. Pour la troisième année de suite, nous organisons des journées autour de la responsabilité (environnementale et sociale). Un thème est défini chaque année et décliné lors de journées de formation. L'objectif est d'en retirer des pistes d'améliorations très concrètes et aussitôt exploitables.

L'autre objectif du collectif est de mieux se connaître entre festivals et de créer des liens, voire des mutualisations (de coûts, de compétences, de connaissances). Nous étions huit membres au départ et nous sommes seize aujourd'hui. Pour adhérer, plusieurs critères doivent être remplis : une existence de deux ans minimums, un ancrage en Nouvelle-Aquitaine, un financement de la Région, une direction artistique, un travail d'éducation à l'image...

## **Vous organisez des journées professionnelles sur la responsabilité depuis 2022. L'écoresponsabilité a été la première problématique abordée. Quels constats vous y ont amenés ?**

Nous sommes bien évidemment toutes et tous sensibles au monde qui nous entoure et réfléchir à l'écoresponsabilité nous paraissait urgent. Le thème est foisonnant et assez intimidant, mais nous tenions à nous améliorer et à organiser des festivals vertueux et responsables. Nous avons été aiguillés par les dix objectifs de la Charte de développement durable pour les festivals (publiée par le ministère de la Culture en décembre 2021). La notion d'écoresponsabilité est apparue depuis quelques années dans les



Rencontre avec le Collectif des festivals de cinéma et d'audiovisuel de Nouvelle-Aquitaine, Cina et Carrefour des festivals, Fema La Rochelle 2023 – © Jean-Michel Sicot, Festival La Rochelle Cinéma

conventions signées avec nos partenaires publics et des critères d'écoconditionnalité commencent à être prévus (Région, mairies, etc.). Nous ressentions aussi un devoir d'exemplarité et de sensibilisation face aux publics que nous accueillons, notamment les jeunes générations.

En 2022, nous avons organisé quatre journées de formation, très pratiques et techniques, autour de quatre thématiques : la responsabilité numérique, les circuits courts, la mobilité et la compensation carbone.

Beaucoup d'idées préconçues ont été battues en brèche et nous avons pu mettre immédiatement en pratique ce qui a été appris : un meilleur usage du matériel informatique (recycler, acheter du matériel de seconde main, etc.) et des pratiques numériques plus vertueuses (éteindre sa caméra lors de réunion en visio, repenser l'utilisation du streaming pour envoyer les films aux professionnels, etc.).

De même avec la journée sur les circuits courts, qui nous a donné des pistes pour adopter des comportements plus responsables sur la restauration dans nos événements (conception de menus

moins carnés, locaux, proposition de menus végétariens uniques pour les invités, etc.). Lors de la journée sur la compensation carbone, nous avons invité un représentant du festival de Cannes et un du festival de San Sebastián. Les deux événements ont une démarche proactive par rapport à leur bilan carbone et ils nous ont partagé leur expérience et leur savoir-faire. Lors de la journée sur la mobilité, le transport des spectateurs comme celui des invités ont été étudiés. Nos festivals répondent à la règle d'obligation de transport en train pour les voyages des participants en France, mais comment être plus responsables quand nos invités viennent de loin ? La grande équation à résoudre est : comment être plus vertueux tout en gardant une dimension festive et conviviale qui attire les publics ?



Rencontre autour de « Genre et parité » organisée par le Collectif des festivals de cinéma de Nouvelle-Aquitaine, Festival du cinéma de Brive 2024 – © Manon Delaune

### **En 2023, vous avez décidé de réfléchir à la question du travail et du social, pourquoi ?**

Nous avons constaté une fragilisation et une lassitude de nos équipes (notamment en sortie de pandémie). Nos métiers sont des métiers de passion, mais ils sont épuisants, pas toujours bien rémunérés et avec des statuts et des contrats très disparates. Nous avons commencé par un état des lieux lors du festival Filmer le travail de Poitiers, aidés notamment par Sous les écrans la dèche, le collectif des précaires des festivals de cinéma. Nous avons ensuite travaillé sur des pistes d'amélioration en invitant un groupement d'employeurs et une juriste. Une journée de formation a aussi été consacrée au bien-être au travail et à l'évolution du rapport au travail ces dernières années. Ces journées ont permis une prise de conscience de nos tutelles. La réflexion se poursuit aujourd'hui au niveau national avec le collectif Carrefour des festivals, qui travaille sur l'état d'urgence économique et sociale des festivals. Dans tous nos événements, on observe les mêmes difficultés à boucler les budgets, à recruter les personnes et à les payer à leur juste valeur.

### **Et pour 2024, quel est le programme ?**

Cette année, nous aurons pour thème l'inclusion. Trois journées thématiques sont prévues : une première lors du Festival de cinéma de Brive en avril<sup>1</sup>, autour du genre, de la parité, des violences et du harcèlement sexiste et sexuel ; une autre autour du handicap et de l'accessibilité pendant le Fema, début juillet ; et la dernière autour de la diversité ethno-raciale et sociale au FBAL en septembre. Nous travaillons actuellement sur les angles et les intervenants.

### **À qui s'adressent ces journées ?**

Elles s'adressent en priorité aux membres du collectif et des structures qui coorganisent (ALCA, Cina, etc.), mais aussi aux professionnels présents sur le festival qui les accueille. Chaque journée est organisée par un festival membre qui s'occupe de la régie et de la programmation, ceci pour favoriser les intervenants locaux et exploiter la richesse du territoire.

Les supports et comptes rendus de toutes les journées proposées sont disponibles sur le site du collectif et peuvent être utilisés comme une boîte à outils que chaque festival peut intégrer selon ses besoins et ses possibilités.

*« Nous avons une responsabilité sur l'événement, son image, ses répercussions sur les territoires et une autre vis-à-vis des auteurs et de la vie de leurs œuvres. »*

### **Qu'évoque le terme de responsabilité dans votre métier ?**

Nous avons une responsabilité sur l'événement, son image, ses répercussions sur les territoires et une autre vis-à-vis des auteurs et de la vie de leurs œuvres. La responsabilité est multiple et notre rôle est de défendre des créations, de les faire connaître, de faire vivre notre territoire et de proposer une offre culturelle au public. Notre responsabilité est aussi à l'égard de notre structure, de nos employés et de notre environnement. Nous devons être vertueux et responsables pour être en phase avec l'idée du cinéma que nous défendons.



\* Retrouvez la biographie de Cécile-Charlotte Bernet et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

1. Le collectif réunit les festivals suivants : Fifib (Festival international du film indépendant de Bordeaux), Festival La Rochelle Cinéma, Poitiers Film Festival, Festival du cinéma de Brive, Fipadoc (Biarritz), Filmer le travail (Poitiers), Fifca (Festival international du film court d'Angoulême), Festival Biarritz Amérique latine (FBAL), Les Escales documentaires, Festival du film de Sarlat, Festival international du film d'histoire de Pessac, Rencontres du cinéma latino-américain, Festival du film de Contis, Festival Rock This Town de Pau, Rencontres cinéma et société (Tulle). [www.festivalcinema-na.com](http://www.festivalcinema-na.com)

2. En collaboration avec ALCA.

# ÉCOLOGIE ET SECTEUR DE L'ÉDITION : LES OUTILS D'UNE TRANSITION DE FOND

**Paméla Devineau et Fanny Valembois** / Propos recueillis par Tara Lennart\*

Quels sont les enjeux écologiques propres au secteur du livre ? Quels sont les outils à disposition des professionnels afin de soutenir une transition sur le fond, et non un ensemble d'aménagements du système ? Paméla Devineau et Fanny Valembois, toutes deux engagées dans plusieurs organismes<sup>1</sup>, mettent en lumière leurs actions de terrain et les perspectives qu'elles dégagent pour un écosystème du livre plus écologique.

## En premier lieu, peut-on revenir sur ce que recouvrent les termes « écologie » et « décarbonation » rapportés au secteur du livre ?

Paméla Devineau : Selon l'Association pour l'écologie du livre, le terme « écologie » recouvre à la fois l'écologie matérielle, tout ce qui est lié aux flux (la fabrication des livres, le transport, la mobilité des lecteurs, la fabrication des livres), mais aussi l'écologie sociale, qui parle de l'interdépendance entre les différents acteurs de l'écosystème du livre et de la nécessité de la qualité des liens entre eux. Enfin, l'écologie symbolique qui recouvre notamment le concept de biodiversité.

Fanny Valembois : Il y a deux aspects dans la question de la « décarbonation » : mon activité dépend-elle de l'usage des énergies fossiles ? Dans quelle mesure cet usage des énergies fossiles contribue-t-il au réchauffement climatique ? Ce qu'on appelle « décarbonation », c'est sortir d'une dépendance. L'idée est de s'intéresser à l'ensemble des impacts environnementaux, à savoir les questions de changement climatique, de pollution, d'impact sur la biodiversité, sur la ressource en eau, etc.

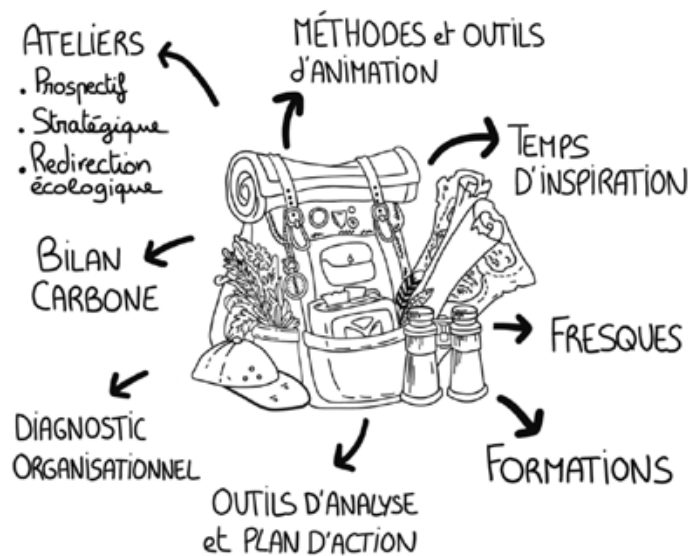
## Quels modes d'actions proposez-vous afin de favoriser les échanges au sein de l'interprofession ?

F. V. : Il y a trois modes d'action : la recherche, comme le programme sur trois ans « Décarboner le livre et l'édition », pour lequel Pamela et moi travaillons au sein du Bureau des acclimations ; une activité d'accompagnement, au sens large (formation, réalisation de bilan carbone, programme de réduction des impacts, réflexion sur les modèles économiques, etc.) ; et enfin, le militantisme, le fait de se nourrir de la réflexion des autres, de les soutenir.

P. D. : Il y a une véritable complémentarité entre les associations. Au sein de l'écologie du livre, ce sont des professionnels de la filière, tandis qu'avec le laboratoire d'idées Le Shift Projet, les gens viennent de filières culturelles différentes. Cela permet de sortir de son silo et de s'inspirer des pratiques des autres secteurs (en matière de mobilité, par exemple).

## Quels sont les outils proposés pour que les pratiques changent, pour les professionnels, mais également pour le grand public ?

F. V. : On se demande ce qu'est un lecteur ou une lectrice écoresponsable et comment il ou elle peut accélérer la prise de conscience de son côté. Comment il ou elle peut contribuer à la seconde vie



© Bureau des acclimations

du livre, par exemple. On s'intéresse aussi au bilan carbone de la librairie, aux modes de déplacement, parfois très lourds en termes écologiques, des clients vers la librairie. On interroge les lectrices sur leurs exigences quant aux délais de livraisons, sur leurs attentes en matière de paquets-cadeaux et d'emballages.

P. D. : On parle beaucoup des « consommacteurs » et on se demande comment on pourrait dupliquer ce concept au domaine du livre. Faut-il faire de la sensibilisation ? De l'information aux lectrices pour des achats en conscience ? Comment impliquer les bibliothécaires et les libraires ?

## Les plus grosses maisons d'édition sont-elles sensibles à ces questions, ou est-ce plus le lot de l'édition indépendante ?

F. V. : Hachette fait son bilan carbone depuis plusieurs années et se donne des objectifs assez ambitieux, bien qu'ils restent des ajustements du système. Ils travaillent notamment sur l'écoconception des livres, sur le tirage à la demande, le pelliculage, les bandeaux, etc. Il y a également eu une expérimentation sur la réduction du nombre de nouveautés, comme chez Larousse. En revanche, c'est du côté de l'édition indépendante que l'on va trouver une réflexion sur la recherche de nouveaux modèles, de gouvernance inspirée de l'économie sociale et solidaire ou d'écoconception globale. On peut



citer La Cabane bleue, qui travaille sur des formats destinés à éviter la gâche de papier à l'impression, ou Rue de l'Échiquier, qui organise des braderies pour éviter le pilon. Il y a moins de moyens, mais moins d'inertie.

P. D. : Ces maisons ne peuvent pas concurrencer les gros groupes et elles le savent très bien. Elles se différencient par un alignement de valeurs, par une manière de court-circuiter la chaîne du livre telle qu'elle est actuellement.

### Quelles formations proposez-vous aux jeunes générations, aux futurs professionnels du secteur ?

F. V. : Nous intervenons dans des universités, où l'on commence à parler de ces enjeux, comme à l'Université Grenoble Alpes, qui est partenaire du projet de recherche que nous menons, ou encore à Rennes ou à Poitiers. Les étudiantes et étudiants, très engagés, ont une véritable demande dans ce domaine.

P. D. : Face à ces enjeux colossaux, il faut une stratégie qui sécurise, qui montre que l'on s'engage collectivement. Peut-être faudrait-il refondre les formations afin d'intégrer les sujets des transitions socio-économique et écologique de façon transverse.

### Quels sont les exemples que vous auriez à citer sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine ?

F. V. : On peut mentionner la librairie Gréfine, à La Rochelle, qui a changé tout son système d'éclairage et considérablement divisé sa facture énergétique. Également la librairie Mollat, à Bordeaux, qui a acheté une machine pour déchiqueter les cartons et supprimer le plastique des colis de livraison de retour.

P. D. : L'association Lina (Librairies indépendantes de Nouvelle-Aquitaine) a toujours été très active sur la mutualisation des tournées, sur la coopération sur les territoires. Il y a quelques librairies très engagées au niveau des achats, comme Lilosimages,

à Angoulême, qui a très peu de retours. Il y a aussi un groupe d'étudiants et d'étudiantes à Science Po Bordeaux et à l'université de Bordeaux qui travaille sur la création d'une plateforme régionale, Éco Livre, pour créer un circuit court en région entre les éditeurs et les libraires.

### Avez-vous des exemples d'initiatives récentes qui ont contribué à faire pencher la balance écologique ?

F. V. : Il y a l'exemple, à la fois douloureux et intéressant, du Covid, où l'on a vu qu'en un temps très court, des changements importants étaient possibles, à condition d'être accompagnés par la puissance publique. On a vu aussi que, quand les libraires mettaient un grand coup de stop, la production ralentissait de manière significative – sans perte de chiffre d'affaires pour les années covid.

P. D. : Si on restait dans ce ralentissement, on pourrait mieux accompagner les auteurs et les livres sur un territoire. En fait, comment pourrait-on recréer un maillage entre les différents acteurs du livre, réinventer un circuit court ?

F. V. : Les bibliothèques ont également un vrai rôle d'entraînement à travers la commande publique. En résumé, lecteurs, libraires et bibliothécaires ont du pouvoir parce qu'ils décident de ce qu'ils achètent.



\*Retrouvez la biographie de Tara Lennart et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

1. Pamela Devineau et Fanny Valembois font partie du Bureau des acclimatations (bdza.fr), cofondé par Fanny Valembois ; de l'association Les Shifters ([www.theshifters.org](http://www.theshifters.org)), créée pour apporter un soutien bénévole au centre de réflexion The Shift Project ; et de l'Association pour l'écologie du livre ([ecologiedulivre.org](http://ecologiedulivre.org)).

## L'ÉCOLOGIE DU LIVRE EN RÉGIONS

Par Jean-Marc Robert\*

Dans un contexte mondial toujours alarmant, la Région Nouvelle-Aquitaine affirme sa volonté d'accompagner les transitions environnementales et sociales à travers sa feuille de route stratégique Néo Terra, qui se décline en six ambitions.

ALCA s'inscrit dans cette démarche pour sensibiliser, informer, former les acteurs et les actrices du livre et les soutenir dans des actions pour mettre en œuvre des modèles plus vertueux. L'étude Écoresponsabilité édition-imprimerie et l'atelier proposé lors de la concertation Livre montrent que les professionnels sont sensibilisés à ces questions mais qu'ils se heurtent, parfois, à des réalités économiques qui limitent leurs actions ou à la dépendance de leurs partenaires qui contraignent leur pratique.

ALCA s'engage désormais dans une nouvelle étape collective, qui décroïssonne et sort de la démarche sectorielle, avec pour objectif de mettre en cohérence des politiques publiques. En 2024, l'ensemble des structures régionales du livre, la Fill et l'Association pour l'écologie du livre travaillent sur un projet commun de montée en compétences de l'écosystème du livre sur les questions d'écologie. Et parce que l'écologie commence par la coopération, les structures régionales pour le livre s'associent pour proposer un programme collectif de webinaires et de formations et répondre aux interrogations des professionnels et professionnelles du livre dans leurs territoires.

La diversité des thématiques abordées est une invitation pour tous les professionnels et professionnelles de la filière Livre, mais aussi pour les institutions, les agents des collectivités régionales, la Drac et les structures régionales pour le livre, à suivre ce programme et en particulier la rencontre proposée le 31 mai

2024 : « Intégrer l'écoconditionnalité dans les politiques publiques en faveur du livre, enjeux et méthode. »

Seront abordées sur ce second semestre les thématiques sur la qualité de vie au travail, le bilan carbone des manifestations littéraires, l'économie sociale et solidaire, les impacts des achats et les retours de livres dans le bilan carbone d'une librairie.

\* Jean-Marc Robert est chargé de mission Développement économique du livre à ALCA.

Retrouvez toutes les informations sur ce programme sur [alca-nouvelle-aquitaine.fr](http://alca-nouvelle-aquitaine.fr) (rubrique « Actualités », « L'écologie du livre en régions »)

**L'ÉCOLOGIE  
DU LIVRE  
EN RÉGIONS**

# ÉCOPRODUCTION DANS LA FILIÈRE CINÉMA : DE LA RÉFLEXION À L'ACTION !

Par Emma Deleva\*

**F**ace au changement climatique, la filière du cinéma et de l'audiovisuel continue à se verdier ; des changements accentués par la mise en application du plan Action ! du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) et des initiatives nationales ou locales. Après la sensibilisation, le temps de l'action est venu.

Dans le cadre de l'application de l'Accord de Paris et de la Stratégie nationale bas-carbone – la feuille de route de la France –, la filière Cinéma et Audiovisuel fourmille d'initiatives afin de réduire ses émissions de gaz à effet de serre pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. En moyenne, un long métrage génère quinze tonnes de déchets et son impact carbone est estimé à 750 tCO<sub>2</sub>. Mais comment concilier la création de prototypes tels que des films et la démarche écologique ? « Nous sommes dans un travail de conduite du changement et d'accompagnement des pratiques professionnelles », explique Leslie Thomas, secrétaire générale du CNC. « Toute la filière est embarquée officiellement, l'évolution ne fait aucun doute », ajoute Joanna Gallardo, responsable de l'écosystème et des relations institutionnelles à Film Paris Région et membre fondatrice du conseil d'administration d'Ecoprod, association qui, depuis presque quinze ans, travaille à verdier les tournages. Avec plus de cinq cents adhérents, l'heure n'est plus à la sensibilisation, mais à l'action. Pourtant, « cette filière ne connaît pas la contrainte carbone, sauf pour les exploitants de salles de cinéma. Avec le décret tertiaire, ils vont avoir des obligations aux horizons 2030, 2040 et 2050 », détaille la secrétaire générale du CNC.

## COMPTER ET FORMER

« Le fait que le bilan carbone soit obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour toutes les productions (sauf celles nativement numériques) a institutionnalisé le travail que nous avons fait. Désormais, nous creusons les sujets », glisse Joanna Gallardo. Annoncé en 2020 par le CNC, le plan Action ! vise à mettre en place les outils pour accompagner la filière dans sa transition écologique. « Nous avons sondé, via des questionnaires, les professionnels de la filière cinéma et audiovisuel afin de mesurer leur degré de maturité par rapport à ces enjeux environnementaux », reprend Leslie Thomas. Un travail de sensibilisation, plus les effets de la crise énergétique combinés à l'annonce d'obligations ont été un accélérateur. « Entre 2021 et 2022, la prise en compte de l'enjeu écologique a gagné neuf points chez les personnes interrogées », ajoute-t-elle. En 2022, la première étape du plan a été d'« identifier les leviers à notre disposition », détaille la secrétaire générale du CNC, avec la création de l'Observatoire de la transition écologique, dont l'objectif, grâce à des études, est de dresser des états



Assises de l'écoproduction 2023, « Adapter le secteur audiovisuel : les grands groupes en action » – © Ecoprod

des lieux (bilan énergétique des salles de cinéma, bilan carbone des studios de tournage, étude comparative de la consommation énergétique projection laser versus projection à lampe, etc.). Second axe : la formation. « La CPNEF<sup>1</sup> Audiovisuel a mis au point des fiches métiers suivies d'une offre de formation ». De plus, le CNC, avec Audiens et BNP Paribas, déploie une offre de sensibilisation dans les écoles d'enseignement supérieur, avec comme objectif de former six mille étudiants et que ces sujets soient intégrés dans les corpus pédagogiques.

La conditionnalité des aides du CNC, liée à la fourniture d'un double bilan carbone – un prévisionnel qui traduit le devis du projet en tonne équivalent carbone déposé lors du dépôt de la demande de financement, le second, en fin de parcours de l'œuvre –, est le troisième volet du plan Action !. Des bilans calculés par deux outils agréés par le CNC : SeCo<sub>2</sub> (Flying Secoya<sup>2</sup>) et Carbon' Clap (Ecoprod), désormais obligatoires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024. « Nous couvrons de la préparation à la post-production. Ce qui nous intéresse, c'est que les professionnels puissent identifier les leviers à leur disposition pour améliorer leurs pratiques : transport, hébergement, décors, énergie, alimentation, costumes, location de matériel, gestion des déchets, etc. Mon objectif est qu'ils arrivent à faire de la comptabilité carbone comme ils font leur comptabilité financière et budgétaire », ajoute Leslie Thomas. Loin d'être dans une logique de résultat, le CNC entend, avec ces données

récoltées, « pouvoir dessiner un plancher et un plafond équivalent carbone de la production en France, avec un minimum et un maximum pour alimenter l'Observatoire de la transition écologique ».

### UNE DEMANDE PORTÉE PAR LES PROFESSIONNELS

Prochaine étape du CNC : le référentiel « Produire durable et responsable », un mode d'emploi pour le cinéma, l'audiovisuel et la publicité, construit après consultation de cent trente représentants des organisations professionnelles, en collaboration avec la DGMIC<sup>3</sup>, Ecoprod, Flying Secoya et l'Afnor<sup>4</sup>. « Nous serons la première nation à porter ce référentiel. Ce sera un élément d'attractivité pour notre industrie », se réjouit Leslie Thomas. À paraître en mai 2024, celui-ci sera gratuit et couvrira un champ plus large que le bilan carbone : biodiversité, gestion des déchets, économie circulaire, inclusion, parité, etc. Au niveau local, outre le calcul du bilan

carbone, les bureaux d'accueil des tournages, en coordination avec le service de l'attractivité du CNC, développent des outils, notamment pour la gestion des déchets et le développement durable, à l'image du travail réalisé par Ecoprod, via le *Guide des tournages en milieux naturels*<sup>5</sup>. Toute la chaîne s'y met, à l'instar de l'association des chefs opérateurs, membre d'Ecoprod, qui a engagé une réflexion sur ses pratiques métiers, mais aussi des réalisateurs, des décorateurs (recyclage des décors, design inversé), etc. Les tournages commencent aussi à intégrer le poste d'écomanager, doté à présent d'une formation continue. Si le *Guide de l'écoproduction* avait déjà posé des jalons, désormais le label Ecoprod peut être attribué à une production, avec trois niveaux, allant jusqu'à une certification homologuée par l'Afnor. « C'est une demande des productions, pour faire connaître leurs efforts en matière de réduction de leurs émissions à effet de serre », glisse Joanna Gallardo.



Journée Plan Action à Strasbourg – © CNC



Une partie du CA de BoCAJ aux Radi Raf 2023 – © BoCAJ

De même, si le volet obligations du plan Action ! ne concerne pas l'animation et le jeu vidéo en 2024, des initiatives locales voient le jour telle la création de la jeune association BoCAJ (Bouleversement carbone dans l'animation et le jeu vidéo) regroupant des professionnels qui ont préféré anticiper, en accord avec la feuille de route de la Région Nouvelle-Aquitaine, Néo Terra. Sise à Angoulême, au pôle Magelis, la BoCAJ est un terreau d'expérimentations très concrètes : formations, fresques du climat, mais aussi plans d'actions carbone collectifs pour l'animation et le jeu vidéo, à l'instar de celui réalisé avec la société Incub sur les bâtiments afin d'identifier comment augmenter le bien-être des utilisateurs tout en faisant des économies d'énergie et de carbone. « Notre idée est de travailler sur tout ce que l'on peut mutualiser pour s'entraîner et s'entraider, explique Frédérique Cauvin-Doumic, animatrice de l'association. Notre conviction est qu'il faut former tout le monde pour embarquer

toutes les équipes. » Les obligations du plan Action ! devraient être étendues à ces secteurs en 2025. BoCAJ anticipe car, comme le souligne Frédérique Cauvin-Doumic, « nous sommes tous dans le même bateau ! ».



\* Retrouvez la biographie d'Emma Deleva et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

1. Commission paritaire nationale emploi et formation.
2. Agence-conseil spécialisée dans l'application de solution RSE pour accompagner les sociétés de production dans la transition de leurs projets audiovisuels, cinématographiques et publicitaires : [www.flyingsecoya.com](http://www.flyingsecoya.com)
3. Délégation à l'information et à la communication du ministère de la Culture.
4. Association française de normalisation.
5. Guide réalisé par Audiens, Ecoprod et l'IFFCAM dans le but d'accompagner tout type de production dans la prise en compte des espaces naturels lors des repérages et des tournages. Téléchargeable sur [www.ecoprod.com](http://www.ecoprod.com)

## LA CHARTE DES CINÉMAS VERTS DE CINA

Par Emma Deleva

En mars 2020, lorsque la France se retrouve confinée, se crée une commission « Cinémas verts » réunissant des médiateurs/médiatrices et des directeurs/directrices de salles du réseau des cinémas indépendants de Nouvelle-Aquitaine (Cina) autour de problématiques liées à la transition écologique. Quand, en mai 2021, le réseau départemental Objectif ciné 64 lance sa charte « Vers des cinémas verts », Cina lui emboîte le pas. Un échantillon d'exploitants du réseau est interrogé par des étudiants du master Communication et génération de l'université Bordeaux Montaigne et la charte des Cinémas verts de Cina est rédigée. « La charte, avec trois niveaux d'implication, a été étendue à tout le réseau le 18 mars 2022. Elle vise à montrer au public que le cinéma signataire est dans une démarche de transition écologique », explique Anne-Laure Raymond, chargée de communication

et suivi de projets innovants à Cina. En 2024, trente-huit salles sont signataires, deux l'ont cosignée avec leurs élus. Six thématiques se dégagent : communication, achat et énergie, mobilités, gestion des déchets, programmation et confiserie/restauration. Pour ce dernier point, une cartographie en ligne recense plus de 130 fournisseurs en Nouvelle-Aquitaine et 60 hors de la région. Les adhérents ont accès à des ressources et des outils de communication (kit logos, pastille vidéo, QR code à afficher, etc.) pour être identifiés par le public. Un groupe de sept exploitants et médiateurs de salle visionnent et labellisent en « Films verts » des productions à portée écologique. Neuf films ont ainsi été labellisés en 2023 et mis en avant sur le site de Cina. Côté énergie, un travail entrepris avec Incub, fin 2022, pour identifier des leviers de sobriété énergétique, a permis de créer une formation : « Comment reprendre en main la gestion énergétique de sa salle de cinéma. » Enfin, une consultation est en cours afin de signer des contrats d'énergie groupés.

## ARTISTE À L'ŒUVRE



# Jul Maroh : sensibiliser par l'empathie

Par Hélène Labussière\*

Révélé dès son premier album *Le Bleu est une couleur chaude*, Jul Maroh explore depuis plus de dix ans la friction entre les rôles que nous assigne la société et les parcours individuels, avec au cœur de ses œuvres la thématique du genre, de la non-binarité et de la diversité des relations humaines.

Avant même son adaptation audiovisuelle sous le titre de *La Vie d'Adèle*, *Le Bleu est une couleur chaude* rencontre, dès sa sortie en 2011, un succès immédiat et, surtout, inattendu pour son auteure comme pour son éditeur Glénat. Si Jul Maroh peine à expliquer un tel succès, iel nous livre néanmoins quelques pistes sur la singularité de son projet : « Pour moi, ce livre était plutôt adressé aux homophobes, que ce soit par ignorance ou par haine. Je ne cherche pas à écrire des livres queers pour un public queer. Le but, c'était de faire bouger des lignes. »

C'est là la puissance du travail de Jul Maroh, cette volonté de ne pas cibler une communauté déjà convaincue. *Le Bleu est une couleur chaude* porte une dimension pédagogique forte sur la réalité de ce que peuvent vivre des personnes homosexuelles, mais dont le message passe par l'intime plutôt que par des statistiques. Et la recette fonctionne : « J'ai reçu beaucoup de courrier de lectrices qui n'étaient pas concernés par le sujet, des mecs cishets qui m'écrivaient en me disant combien ils avaient pleuré. »

Néanmoins, le traitement de cette question du genre, des parcours LGBT+ et plus globalement des luttes des minorités, a considérablement évolué entre *Le Bleu*, œuvre de jeunesse commencée à 19 ans, et *Hacker la peau*, coécrit avec Sabrina Calvo et sorti en 2023. « Certaines prises de conscience sont venues plus tard, comme celle de la représentation des corps et de leur diversité », explique Jul. Mais bien que sa réflexion sur la non-binarité se soit entre-temps structurée, ses choix artistiques évoluent à l'inverse d'un discours militant. Les personnages de *Hacker la peau* ne portent en eux que leur propre histoire, leur propre singularité ; ils ne sont ni des allégories, ni des porte-drapeaux. Si l'objectif de sensibiliser une partie de la population reste central, il s'opère très différemment que dans *Le Bleu* : « Avec Sabrina, nous avons décidé de ne pas prendre notre lectorat par la main, mais de le plonger dans la réalité de nos personnages, sans lexique, sans contexte sociopolitique défini. »

Sommes-nous alors, et enfin, arrivés à banaliser la présence de personnages trans, homosexuels ou non-binaires dans l'art ? Jul le pense, constatant l'évolution flagrante tant dans les contenus culturels que vis-à-vis des professionnel.le.s du livre, auteures comme éditeuses, mais rappelle aussi que la vigilance reste de mise et que le débat politique, frontal, ne doit pas être écarté.

Ce combat, l'auteure l'a mené bien au-delà de ses albums<sup>1</sup>, notamment avec la création du Collectif des créatrices de bande dessinée contre le sexisme<sup>2</sup> en 2015. Sollicité à l'époque par le Centre belge de la bande dessinée pour participer à une exposition de bande dessinée « féminine », Jul tente sans succès de démontrer à l'équipe l'avalanche de clichés portés par un tel projet et mobilise une cinquantaine d'autrices, dont la plupart répondent à son appel. Leur action prend

aussitôt une dimension très concrète, entraînant l'annulation de l'exposition, puis la rédaction d'une charte<sup>3</sup>, rappelant que « la "bande dessinée féminine" n'est pas un genre narratif » et interpellant tout le secteur du livre à revoir certaines pratiques. Le collectif sera aussi à l'origine de la publication des soixante-dix témoignages de sexisme dans le secteur de la bande dessinée et fera évoluer la procédure de sélection du grand prix du Festival international de la bande dessinée d'Angoulême, qui excluait quasi systématiquement les femmes.

On retrouve cet engagement politique et sociétal de Jul Maroh dans ses albums, comme dans cette scène du *Bleu* où iel évoque les grandes manifestations de 1995 contre le plan Juppé, alors que le récit de *Hacker la peau* décrit les affrontements d'une communauté queer avec des groupuscules d'extrême droite. « Avec Sabrina, nous ne voyons pas *Hacker la peau* comme une dystopie, mais comme une prophétie, dans le sens où ce qu'on décrit est déjà une réalité, à Lyon comme dans d'autres villes : les descentes dans les lieux LGBT, les attaques au couteau dans les manifestations féministes... Nous voulons que les gens prennent la mesure du danger. »

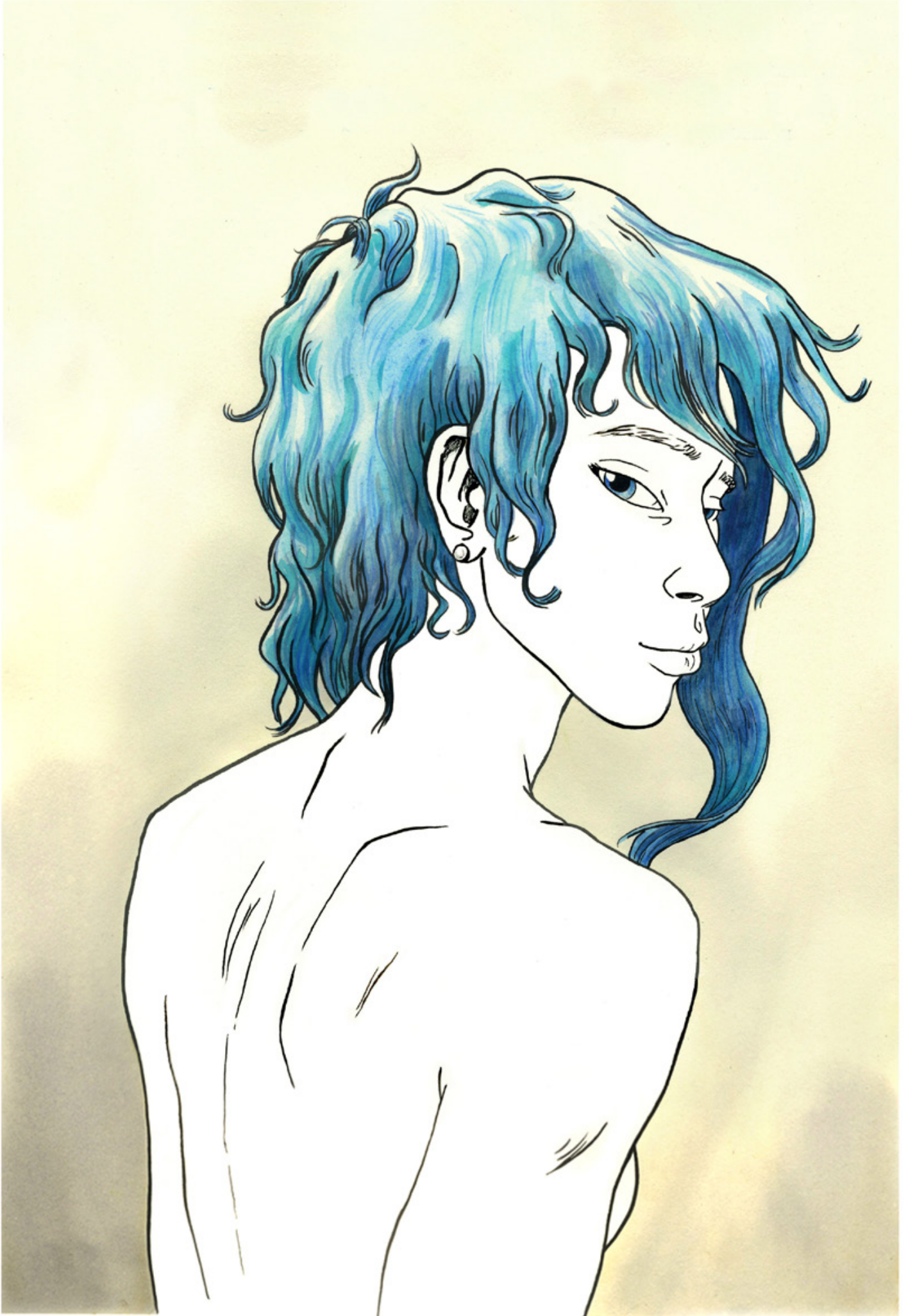
Toutefois, les deux auteures opposent à cette violence une dimension symbolique forte, faisant appel à la nature, incarnée ici par la confluence des fleuves, et à la magie. *Hacker la peau* fourmille d'éléments mystiques puissants, évoquant tous la non-binarité, celle du genre mais aussi celle de la relation amoureuse, et clôture le volume par une figure de trinité païenne qui se réfugie dans l'amour et dans une végétation foisonnante.

Activiste autant qu'artiste, Jul a une vision très claire de ses responsabilités et l'exprime nettement quand on le questionne sur les *sensitivity readers*<sup>4</sup>, à ses yeux un non-sujet : « Nous sommes tous des sujets sociaux, et à ce titre, on ne peut pas appréhender certains traumas, certaines conditions sociales. Il faut avoir de l'humilité et accepter qu'on ne peut pas tout imaginer. Je fais toujours relire mes scénarios et storyboards : si on touche à l'altérité, on doit accepter de la rencontrer, cette altérité. »



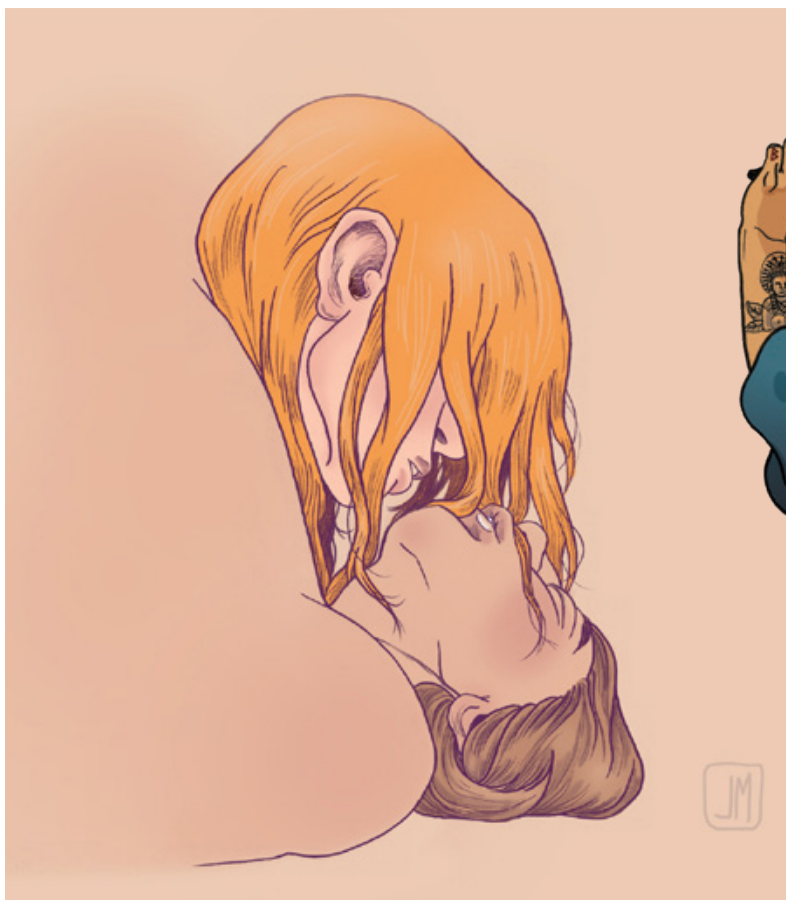
\*Retrouvez la biographie et les articles d'Hélène Labussière sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

1. Rappelons les parutions de *City and gender* en 2015 chez La boîte à bulles, ou de *Corps sonores* chez Glénat en 2017.
2. Voir article p. 16-17 dans ce numéro.
3. La charte est accessible sur le site [bdegalite.org](http://bdegalite.org)
4. Parfois traduit en français par « démineur éditorial » : issu du monde de l'édition anglo-saxon, ces nouveaux relecteurs sont chargés de débusquer dans les manuscrits des phrases qui pourraient potentiellement être offensantes pour des minorités et provoquer des polémiques.





Extrait de *Coming-out transgenre avec ma grand-mère*, publié sur Instagram



Série de dessins à thématique queer, publiés sur Instagram



□ VISIBILISER ET ÉDUQUER POUR MIEUX SENSIBILISER ET AGIR

## IMAG'IN : SE RACONTER, DIALOGUER ET CÉLÉBRER POUR MIEUX VIVRE ENSEMBLE

Par **Émilie Escourido\***

En 2022, l'association lormontaise Douze films, qui réunit un collectif d'artistes et de techniciens dont l'ambition est de sensibiliser aux enjeux liés à l'image, rencontre Le Girofard, lieu d'accueil, d'écoute et de convivialité pour les personnes LGBTI+ et leurs alli.e.s. De leur dialogue a émergé le projet d'éducation aux images Imag'In, soutenu par le dispositif Passeurs d'images<sup>1</sup>.

« Notre point de départ était d'ouvrir des portes d'expression sur les sujets LGBTQIAP+ avec l'ambition de se montrer, plutôt que d'être montré.e. », explique Thomas De Almeida, réalisateur et membre du collectif Douze films.

Pour amorcer le projet, les intervenants et les intervenantes ont suivi une formation de sensibilisation menée par Le Girofard pour définir un vocable commun, harmoniser les pratiques ou encore réfléchir à comment mobiliser les publics de chaque structure. Lauranne Simpère, coordinatrice artistique au sein de Douze films, affirme : « C'était important que l'on travaille sur ce que signifie le sigle, sur ce que c'est que de s'identifier à l'une de ses lettres ou ne pas s'y identifier sans que ce soit problématique, pour mieux interagir. »

Imag'In, qui a mobilisé une cinquantaine de personnes de 14 à 50 ans, est un projet mêlant différentes formes artistiques afin que chacune et chacun puissent s'approprier le médium qui lui permet de se



0 - © Douze films

« LE PROJET SOUHAITE DONNER LA PAROLE À UN PUBLIC SOUVENT DISCRIMINÉ, QUESTIONNER LES GENRES ET LES SEXUALITÉS HORS DES REPRÉSENTATIONS STÉRÉOTYPÉES, MAIS AUSSI INCITER AU DIALOGUE, À L'ÉCOUTE ET AU PARTAGE. »

raconter. Fort du constat que les individualités qui s'interrogent peuvent manquer de réponses, le projet souhaite donner la parole à un public souvent discriminé, questionner les genres et les sexualités hors des représentations stéréotypées, mais aussi inciter au dialogue, à l'écoute et au partage.

À travers des ateliers d'écriture, les participants ont été invités à (s')écrire en explorant différentes formes. La lettre a permis de poser des mots à la première personne, de se confronter spontanément aux pensées et aux émotions, mais aussi d'assumer une prise de position face à un destinataire (soi ou l'autre). Le haïku, court poème japonais, offre la possibilité d'aller à l'essentiel en mettant en avant un propos ou une émotion et, enfin, la forme libre, pour s'exprimer sans retenue ni contrainte.

La deuxième étape du projet consistait en la mise en images de l'un des textes produits à travers un atelier de réalisation de court métrage, mené par Thomas De Almeida et Éva Bouthier, directrice d'acteurs. Les participants ont d'abord visionné des courts métrages choisis dans le Kit contre les LGBT-phobies, un corpus de dix courts métrages sélectionnés par le Black Maria, pôle régional d'éducation aux images en Champagne-Ardenne<sup>2</sup>. Ce kit, enrichi de nombreuses ressources pédagogiques et utilisables gratuitement dans le cadre de projets d'éducation aux images, a permis de questionner les représentations artistiques. « C'est un outil très accessible, qui fait la passerelle entre les thématiques et les dispositifs dont dispose le cinéma pour les mettre en images », souligne Thomas De Almeida. Lisa, étudiante qui a participé au projet, a beaucoup aimé le court métrage *The LGBTQAlphabet* réalisé par Jordan Bahat, qui « a à la fois généré du dialogue entre les participants et les participantes et a été source d'inspiration sur l'usage de la voix off et des effets spéciaux ».

Puis, les actrices du projet ont choisi ensemble le texte qui servirait de base au scénario de leur film. « Nous étions là pour accompagner, donner des outils, mais nous avons laissé les contributeurs et les contributrices mener les discussions. On a vraiment senti cette notion de communauté, où les plus jeunes



questionnaient les moins jeunes ; c'était très beau à voir », raconte Thomas De Almeida. Pour Lisa, se reconnaître dans les paroles de personnes inconnues a permis de créer un espace plaisant où l'on prend soin de l'autre : « On ne s'est pas défini par rapport à notre position LGBTQ, mais nos expériences nous ont connectés les uns aux autres », remarque-t-elle.

Enfin, les participants et les participantes ont découvert les étapes de création d'un film, de la préparation (écriture de scénario, distribution des rôles, dépouillement) au tournage en assurant les différents postes techniques et artistiques (réalisation, caméra, prise de son, jeu d'acteurs). Lisa souligne : « C'est essentiel la pratique, car l'approche est beaucoup plus puissante ; j'ai mieux appris en tenant une perche qu'avec un cours théorique sur la prise de son. »

De ces ateliers est né le film Ô. Ô est un personnage non genré, qui part en quête de lui-même. Ô a le visage recouvert de petits morceaux de miroirs, qu'il perd, au fil des expériences et des rencontres, pour dévoiler peu à peu son visage humain. « Nous voulions montrer que l'on se construit par rapport aux regards des autres, à travers les échanges, l'affirmation, et parfois la confrontation. Et à la fin, il reste encore quelques morceaux de miroirs sur le visage de Ô car les identités et les orientations continuent de se construire et ne sont pas figées », explique Lisa. Ô n'est pas un film triste, même s'il ne se termine pas forcément bien. D'ailleurs, ce visage fait de mosaïques de miroirs ne va pas sans rappeler une boule à facette et sa symbolique festive, ce qui était crucial pour les participants. « Beaucoup de films avec des représentations de la communauté sont dramatiques ou montrent des personnes avec des parcours de vie très difficiles, mais on a aussi besoin de belles histoires dans la fiction, tout en sortant des stéréotypes », rappelle Lisa. Pour découvrir une autre facette de la mise en images, l'artiste Nane<sup>3</sup> a proposé un atelier d'illustrations à l'encre où les participants ont pu s'inspirer des écrits créés précédemment pour réaliser leurs propres dessins.



Ô – © Douze films

Une fois la forme donnée, à qui adresser les paroles ? Pour continuer le dialogue, le projet s'est terminé par l'exposition *À l'image de...*, à la Halle des Doves, à Bordeaux, durant la Quinzaine de l'égalité. S'y sont mêlées créations amateurs et professionnelles avec la présentation des œuvres produites lors des ateliers et des illustrations de Nane. Un temps fort a aussi été organisé, avec un spectacle de trois artistes drags : Elips<sup>4</sup>, Angelo et Frida Kihlo, qui ont intégré les textes des ateliers à leurs performances. « C'était essentiel d'ouvrir les portes à une audience plus large, au-delà de sa communauté, pour créer des ponts et sensibiliser », rappelle Thomas De Almeida, en soulignant qu'ils ont eu des retours très intéressants et variés. « J'ai été ému quand une femme, mère de garçons, est venue me dire qu'elle n'avait pas conscience de toutes ces luttes et de l'importance de les mener, mais que cela la faisait réfléchir à comment éduquer ses fils aujourd'hui. » Lauranne Simpère se réjouit aussi de la mixité des publics :

« Les personnes qui suivent notre travail étaient présentes, mais aussi les habitués du lieu, les curieux de la Quinzaine de l'égalité ou encore les fans des artistes drags. Cette diversité a poursuivi le travail de vases communicants que nous avons mis en œuvre tout au long du projet tout en étant un vrai relai pour faire découvrir l'éducation aux images. »



\* Retrouvez la biographie d'Émilie Escourido et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

[www.le-giolfard.org](http://www.le-giolfard.org)  
[douzefilms.fr](http://douzefilms.fr)

1. Pour plus d'informations sur ce dispositif : [alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/education-aux-images/dispositifs-hors-temps-scolaire/passeurs-d-images](http://alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/education-aux-images/dispositifs-hors-temps-scolaire/passeurs-d-images)
2. [leblackmaria.org/kit-contre-les-lgbtphobies](http://leblackmaria.org/kit-contre-les-lgbtphobies)
3. [nane-illustration.fr](http://nane-illustration.fr)
4. Voir article p. 32-33 dans ce numéro.

## LES GRANDS ESPACES : DES ATELIERS SPECTACLES POUR COMBATTRE L'INVISIBILISATION

Par Maëlle Charrier\*

Créée en 2013 en Dordogne, la compagnie Les Grands Espaces puise son inspiration dans la création artistique contemporaine et dans les mouvements d'éducation populaire. À la croisée du cinéma et du théâtre, elle propose des spectacles novateurs et participatifs. Marie Courault, artiste associée, partage cette volonté de « fabriquer avec les gens » : « Il faut vraiment vivre la chose pour la comprendre. À partir de là, on peut complètement se réapproprier ce que l'on est en train de voir. » Sur cette idée de participation, Les Grands Espaces proposent des ateliers autour de la technique et des points de vue au cinéma. L'objectif est de montrer des perspectives invisibilisées, en se penchant notamment sur le point de vue féminin, qui est encore extrêmement minoritaire au cinéma.

Parmi les projets développés, *Le Champ des femmes*, un atelier-spectacle, prend place en salle, pour tout public, ou en classe, pour

les jeunes. Tout en maniant les outils du cinéma (narration, prise de vue, montage, sonorisation), cet exercice permet au public d'acquérir le savoir pour analyser comment se construit un regard féminin. Apparaît alors la possibilité de nouvelles héroïnes, auxquelles chacun et chacune, quel que soit son genre, pourra s'identifier.

En s'appuyant sur une programmation variée, Les Grands Espaces ont à cœur de travailler cette sensibilisation à la diversité dans de multiples lieux, hors des salles et des théâtres. Concevoir des propositions dans l'espace public est l'un de leurs chevaux de bataille, comme en témoigne le spectacle cinématographique *Hors Champ* : celui-ci invite à vivre des expériences inhabituelles, par le biais du cinéma (notamment avec des films d'archives amateurs), en axant la thématique sur les injonctions genrées induites par la société. Les Grands Espaces portent ainsi leur regard sur l'invisibilisation, génératrice de violence, et sur la manière d'en sortir.

[les-grands-espaces.net](http://les-grands-espaces.net)

\* Maëlle Charrier est chargée de projets Éducation aux images en temps scolaire à ALCA. Retrouvez ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

# « ON A BESOIN DE DRAGS »

**Estelle Carbonneau et Ely/Elips** / Propos recueillis par Lætitia Mikles\*

**A**vec *Out*, Estelle Carbonneau fait le portrait d'Ely le jour, d'Elips la nuit. Au fil des scènes, le jeune homme se maquille et se dévoile, s'invente et s'affirme avec franchise, intelligence et humour, abordant des problématiques au cœur des débats politiques actuels sur les discriminations de genre, les violences sexuelles, et sur l'aspiration à construire sa propre identité, libre et fluide.

**Ely, vous êtes le personnage principal du film d'Estelle Carbonneau, *Out*.**

**Pouvez-vous vous présenter ?**

Ely : Je suis Ely, alias Elips en drag. J'ai 28 ans et je fais du drag depuis quatre ans. C'est lors de mon master Recherche en arts plastiques à Bordeaux que j'ai découvert le drag. J'ai toujours eu envie de la scène et le drag est arrivé au bon moment. Je m'y suis mis à fond. Puis j'ai eu la chance de participer à Drag Race France et tout s'est accéléré. Ça m'a permis de me professionnaliser et de pouvoir vivre du drag.

**Estelle, comment avez-vous rencontré Ely ?**

Estelle Carbonneau : Nous nous sommes rencontrés à la fac. Nous sommes devenus très amis. Et le projet du film a émergé. Ely faisait des arts plastiques, moi des études de cinéma, un master professionnel Documentaire, à Bordeaux. En parallèle, je réalisais des courts métrages autoproduits sélectionnés dans des festivals. Puis j'ai réalisé mon premier court métrage de fiction produit : *Vivi sans H*.

**Un de vos courts documentaires, Section féminine, parle des stéréotypes de genre à travers le foot féminin. C'est une thématique récurrente pour vous ?**

E. C. : Oui, d'ailleurs, mon mémoire de master recherche s'intitulait « Féminin, féminité et féminisme dans l'œuvre d'Agnès Varda ». Mes prochains films explorent, eux aussi, les stéréotypes de genre : en documentaire, le portrait d'une rappeuse, et en fiction, les questionnements d'une adolescente androgyne. Dans ma manière de filmer, je tente de contourner le *male gaze*, même si notre regard reste très conditionné.

**Est-ce que cette préoccupation s'ancre dans votre expérience personnelle ?**

E. C. : Ely m'a raconté qu'on le traitait de fille manquée quand il était petit. Moi, je portais des baggy's et des tee-shirts larges et on me traitait de garçon manqué. On s'est demandé : « Qu'est-ce qui nous manque pour être ? »

**En tant que réalisatrice, comment avez-vous géré la distance vis-à-vis de votre personnage qui est un ami proche ?**

E. C. : Au début de l'écriture, on me reprochait le fait que j'adhérais trop aux propos de mon personnage. Or, oui ! J'adhère totalement



*Out*, de Estelle Carbonneau – © Prima Luce

aux propos d'Ely. D'une certaine manière, Ely porte mes mots. Son intimité résonne avec la mienne : par exemple, on m'a aussi craché au visage à cause de mon orientation sexuelle. Je me retrouve dans beaucoup de souvenirs d'Ely. Et je pense que c'est aussi le cas de la communauté. Parce que ces violences-là nous sont communes. C'est une intimité qui est collective parce qu'elle est partagée.

**Ely, vous avez l'habitude de la scène. Mais c'est autre chose d'offrir son intimité au regard de la caméra. Avez-vous eu des réticences à vous dévoiler ?**

E. : C'était une expérience assez déroutante. On en a beaucoup parlé avec Estelle. Il y avait déjà une grande confiance entre nous. Estelle me mettait à l'aise, me demandait si c'était OK pour moi d'aborder

tel sujet. Et surtout, j'avais à cœur de parler de mon histoire, qui allait peut-être résonner chez d'autres, des personnes queers, mais pas seulement.

**Dans le film, vous mentionnez Drag Race comme un tournant dans votre vie. Quel a été l'impact de l'émission ?**

E. : Je connaissais bien l'émission américaine, qui a été adaptée dans une dizaine de pays. Quand l'édition française a finalement été confirmée, c'était une occasion à ne pas manquer pour montrer mon travail et avoir une chance de me professionnaliser. Le drag est un milieu artistique qui a longtemps été peu représenté en France, contrairement à l'Espagne, l'Angleterre ou l'Italie. Ma participation à l'émission a complètement changé ma vie. J'ai eu plusieurs centaines de bons retours sur les réseaux. Les gens venaient voir notre collectif drag sur Bordeaux, *La Familips*. On a fait une tournée en France et en Belgique dans des salles comblées. On voyait clairement l'impact de l'émission sur le public. Les gens étaient enfin prêts à suivre du drag.

**Et quels ont été les effets de cette nouvelle visibilité sur votre vie personnelle ?**

E. : On me reconnaissait dans la rue. C'était déroutant. C'était marrant aussi. Ça fait plaisir. Mon père et ma mère m'ont beaucoup soutenu, ils étaient très fiers. Mais j'ai eu aussi énormément de stress, j'avais peur de décevoir le public. Je voulais atteindre une sorte d'excellence du drag. J'étais traversé par plein d'émotions.

**Le film se construit dans cette opposition entre deux huis clos : les coulisses, la scène d'une part, et l'appartement d'Ely d'autre part. Entre le professionnel et l'intime. Le film était-il conçu ainsi dès le début ?**

E. C. : L'appartement d'Ely, c'est autant sa chambre que son atelier. À vrai dire, on ne l'avait pas pensé ainsi. À l'origine, j'envisageais aussi de tourner des dîners de famille. Mais cela ne faisait pas vraiment sens, finalement.

**Out est également le portrait d'un artiste. On voit Elips sur scène. Mais il y a aussi des séquences hors du temps. Comment avez-vous conçu ces performances ?**

E. C. : Nous avons conçu ces « tableaux » spécialement pour le film. Initialement, c'était une volonté de sortir de la narration classique du documentaire. Avec Ely, nous voulions faire ressentir l'esthétique drag. Nous avons composé ces tableaux ensemble. On a beaucoup discuté, on a fait des croquis... Nous souhaitons que ces tableaux restent liés à la narration du film.

E. : J'avais la volonté de participer artistiquement au film. Cela m'excitait beaucoup d'imaginer des couleurs, d'inventer un décor, une lumière...

E. C. : Pour ces tableaux, le dispositif de tournage a pris la forme de celui d'une fiction : il y avait une équipe technique, un découpage et deux jours dans un studio.

**Vous parlez du soutien de votre famille, des retours positifs des spectateurs, mais dans le film, il y a un contrepoint plus sombre : celui de la violence...**

E. : Les violences que j'ai subies portaient sur mon apparence, mon genre et mon orientation sexuelle. Pendant mon enfance, j'ai très vite constaté que je ne correspondais pas aux normes. Je faisais face à des micro-agressions. C'est difficile quand, depuis l'enfance, on vous dit : « T'es pas normal, t'es bizarre. » C'est difficile d'être un enfant qui est mal dans son corps, mal dans sa peau, qui est complexé, qui ne sait pas comment interagir, qui ne sait pas comment être dans la société...

pour finalement passer au stade de l'acceptation. Enfant, on voit bien qu'on ne correspond pas à ce qu'on montre dans les médias, au cinéma, à la télé, en photo. On est tout le temps bombardé d'images qui nous apprennent ce que sont les normes. Puis, en grandissant, ce sont des insultes, des crachats, des coups...



Out, de Estelle Carbonneau – © Prima Luce

**Dans une scène face caméra, vous dites : « Tant qu'on se fait casser la gueule dans la rue parce qu'on porte une perruque et du make-up, on a besoin de drags. » C'est une parole très politique...**

E. : Les drags sont là aussi pour mettre en avant ce non-sens dans la société. En fait, ces personnes ne font de mal à personne et vivent leur vie, mais cela dérange tellement qu'on leur fait subir des violences. Le drag gêne parce que cela remet en question notre place dans la société, notre rapport aux codes de genre. Le drag vient les détourner et montrer que, finalement, ces codes-là, on peut en faire ce que l'on veut.



Out, de Estelle Carbonneau – © Prima Luce

« C'EST LE MANQUE DE REPRÉSENTATION  
QUI PARTICIPE AUX VIOLENCES.  
C'EST LA REPRÉSENTATION QUI PERMET  
DE COMPRENDRE ET DE SAVOIR. »

**On vous reproche une fluidité de genre ; or, vous embrassez cette accusation et vous en faites votre identité...**

E. : C'est vrai qu'il y a un paradoxe. C'est La Briochée, qui était sur Drag Race avec moi, qui a dit : « Tout ce pour quoi on nous a discriminées, on nous a insultées, ce sont les mêmes raisons pour lesquelles on nous admire aujourd'hui. » C'est assez perturbant. C'est vrai que cette violence forge un caractère, un vécu. Et dans notre milieu artistique, c'est aussi une source d'inspiration. Mais personne n'a besoin de ça.

E. C. : C'est une sorte d'affranchissement, d'émancipation.

E. : On essaie de se dire qu'on n'a pas à se remettre en question pour qui on est. C'est important de porter cette parole-là pour les personnes seules, pour les jeunes et pour ceux qui les encadrent. Lors d'une projection à l'Utopia, à Bordeaux, une spectatrice a pris la parole pour dire qu'en tant que mère, c'était très rassurant de voir qu'on pouvait avoir un vécu positif, loin des clichés misérabilistes.

E. C. : Le film a bien sûr pour volonté de s'adresser à la commu[nauté] et de permettre l'identification. Mais il est destiné aussi aux autres, aux gens qui ne savent pas, qui ne connaissent pas. C'est le manque de représentation qui participe aux violences. C'est la représentation qui permet de comprendre et de savoir.



\* Retrouvez la biographie de Lætitia Mikles et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

Toutes les informations sur le film sont à retrouver dans le « Catalogue des films soutenus » sur [alca-nouvelle-aquitaine.fr](http://alca-nouvelle-aquitaine.fr)

# LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ : QUAND LE CINÉMA FRANÇAIS ÉPROUVE LA DEVISE NATIONALE

Par Fabrice Marquat\*

Une longue tradition de cinéma dit « social » perdure en France depuis les années 1920. Lutte des classes, héritages familiaux et sociaux, égalité des chances, racisme et autres discriminations : les thèmes et les sujets sont tellement nombreux que c'en est devenu un genre en soi, dont d'autres genres – drame, comédie musicale, gore, fantastique ou policier – se sont nourris au fil du temps. Dignes héritiers de cette lignée, deux courts métrages soutenus par la Région Nouvelle-Aquitaine abordent, chacun à sa manière, ces thématiques sociétales : J'avais un camarade, de Janloup Bernard et Le Jour où j'étais perdu de Soufiane Adel. Et comment ne pas évoquer ici L'Amour existe de Maurice Pialat, court métrage documentaire de 1960, matrice d'inspiration de plusieurs générations de cinéastes engagés ?

« Longtemps j'ai habité la banlieue » : cet incipit proustien déclenche les vingt minutes de poésie mâtinée de colère de L'Amour existe. Déjà, Pialat décortiquait amèrement cet espace de l'autre côté du périph', là où les chances de réussite s'amenuisent d'autant plus que l'on s'éloigne de Paris. Le réalisateur fait un pas cinématographique de côté en ne suivant pas les codes de la narration documentaire habituels et reste lui-même hors cadre en ne s'intégrant pas à la Nouvelle Vague naissante, tout en peaufinant son statut de franc-tireur, mal aimé de ses pairs et du public. Les films de Janloup Bernard et de Soufiane Adel, héritiers de L'Amour existe, mais pour des raisons différentes, évoluent aux antipodes l'un de l'autre en matière de narration, d'esthétique et de mise en scène.

Le premier, J'avais un camarade, plonge deux jeunes hommes, compagnons de chambrée, dans le huis clos d'une grande école militaire, la veille du bizutage de rentrée. L'un, Woyzeck, est blanc, fils d'un officier récemment tué au combat dans un désert malien. L'autre, Bakary, est noir, issu d'un milieu social modeste et dont le seul lien avec la chose militaire est que son grand-père l'emmenait assister au défilé du 14-Juillet chaque année. L'auteur, lui, connaît son sujet : « Une partie de ma famille a fait partie de grandes écoles militaires. [...] Il y avait une culture du secret autour de ce monde qui me fascinait. Après, j'ai mené des recherches pour le film et j'ai trouvé un forum sur Internet où d'anciens membres de lycées militaires se parlaient entre eux mais ne semblaient pas avoir conscience qu'ils pouvaient être lus par d'autres<sup>1</sup>. » Le réalisateur inverse les rôles et bouscule les archétypes : tandis que Bakary se sacrifie corps et âme lors de la cérémonie de bizutage pour assurer son intégration, Woyzeck rejette cette tradition viriliste au risque d'être mis au ban de cette microsociété pour le restant de sa scolarité. Le film et son dénouement sont cruels : « Le sujet, c'est ce plafond de verre que le personnage de Bakary essaie de percer. Le film montre qu'on le ramènera toujours à ses origines sociales. Pourtant, lui est motivé pour intégrer ce milieu

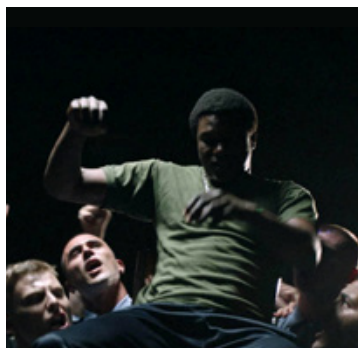


Le Jour où j'étais perdu, de Soufiane Adel – © Société Acéphale

qui lui est hostile. La question du racisme est venue après, elle ne se posait pas vraiment au moment de l'écriture », précise Janloup Bernard. J'avais un camarade met à mal la notion de valeurs : filiation, couleur de peau et origine sociale restent quoi qu'il arrive plus importantes que fidélité et courage. Dans sa forme et sa mise en scène, le film lorgne du côté du documentaire : en cadre fixe ou caméra à l'épaule, le réalisateur recherche le réel, le langage des corps, derrière la fiction. « Pendant la première scène de bizutage, raconte le cinéaste, on a mis la lumière à 360° pour ne plus avoir à y toucher, et on a tourné en continu, en pivotant la caméra quand il se passait quelque chose ici ou là. On disait aux figurants de faire ce qu'ils voulaient derrière. À un moment, deux d'entre eux se sont mis à chanter spontanément la chanson paillarde et on a propulsé le comédien qui joue Bakary au milieu d'eux pour garder la scène. »

Le second, Le Jour où j'étais perdu, emprunte son titre à un scénario de James Baldwin consacré à Malcom X, refusé par Columbia Pictures en 1965 et qui ne sera jamais réalisé<sup>2</sup>. Mais Soufiane Adel s'inspire d'un fait réel lorsqu'il commence l'écriture du scénario : « Il y a plus d'une vingtaine d'années, un jeune homme se retrouve à occuper un poste de direction dans une entreprise automobile et comme il est noir et d'origine africaine, il est pris pour quelqu'un d'autre lors de son premier jour de travail. On lui demande de faire le ménage, ce qu'il va faire pendant quelque temps. [...] Cette histoire m'a habité et je me suis dit qu'il fallait que j'en fasse un film, sans tomber dans la caricature. J'ai souhaité faire du cinéma avant tout parce qu'il me semblait que certaines personnes n'étaient pas assez représentées à l'écran. Je pensais à des gens comme moi, d'origine maghrébine. [...] Ils étaient souvent montrés dans des "fonctions" mais jamais comme étant capables de penser autrement. Je voulais travailler sur ces représentations. La question des rapports sociaux m'a toujours passionné. Comprendre ce qui peut mener à des formes de stigmatisations, de racisme ou de sexisme<sup>3</sup>. » Contrairement

à Janloup Bernard, Soufiane Adel revendique et adopte une esthétique cinématographique fictionnelle ouvertement référencée à l'œuvre de Stanley Kubrick et à certains standards du cinéma spectacle (cinémascope, cadres et mouvements de caméra très élaborés, objectif Fisheye). Le réalisateur joue sur la durée des plans, statiques, contemplatifs. Une mise en scène cérébrale assumée par le cinéaste pour qui 2001, *l'odyssée de l'espace* est la principale source d'inspiration : « Ce film-là pose la question de la conquête spatiale et de la place que tiendra l'humain dans l'espace. » Conquête spatiale et conquête sociale, même combat ?



*J'avais un camarade*, de Janloup Bernard –  
© Mauvaise Troupe productions

briller par son ouverture d'esprit de l'autre. Intégration ou exclusion : tout ramène à la solitude de l'individu, seul face au groupe et au système. On peut y voir, paradoxalement, l'exploration d'une forme de liberté si l'on détourne les propos de cette ingénieure de la Nasa dans *Le Jour où j'étais perdu* qui, en parlant d'une sonde « échappée dans l'espace » par erreur, annonce gravement depuis son pupitre de contrôle : « Elle est hors système. »



\*Fabrice Marquat est chargé de mission Fonds de soutien court métrage de fiction à ALCA. Retrouvez ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

Malgré leurs différences esthétiques et narratives, ces deux films véhiculent des questionnements communs sur le racisme, l'égalité des chances, les préjugés ou les violences sociales. Bakary et Alain, les héros de chaque film, sont frères de cinéma et de lutte. Au-delà de leur couleur de peau, ils expérimentent le statut de transfuge de classe avec le même résultat, dans deux mondes pourtant si distincts : une école militaire traditionaliste qui exècre la pensée d'un côté, une entreprise de haute technologie censée

1. Toutes les citations de Janloup Bernard sont extraites d'un article à lire sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr) : « "J'avais un camarade" gagnant du prix Haut les courts ! », par Nathalie Troquereau, mai 2023.
2. *Le Jour où j'étais perdu. La vie de Malcom X : un scénario*, éditions Syllepse, 2013.
3. Toutes les citations de Soufiane Adel sont extraites d'un article à lire sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr) : « "Le Jour où j'étais perdu", la mécanique des films », par Maëlle Charrier et Nathalie Troquereau, février 2024.

Toutes les informations sur les films sont à retrouver dans le « Catalogue des films soutenus » sur [alca-nouvelle-aquitaine.fr](http://alca-nouvelle-aquitaine.fr)

## L'ÉCRAN D'APRÈS : SENSIBILISER, LIBÉRER LA CRÉATIVITÉ ET FÉDÉRER

Trois questions à Alma Gavazzi, cheffe de projet Culture à Sparknews et coordinatrice du programme L'Écran d'après

Propos recueillis par Marie-Pierre Quintard

*Sparknews, société pionnière dans l'émergence de nouveaux récits pour accélérer la transformation des médias, des entreprises et des acteurs culturels, s'est associée à Get the Moon, agence de marketing dans le secteur cinématographique, pour fonder en 2022 L'Écran d'après, mouvement qui a pour ambition de raconter une société plus inclusive et plus durable dans les fictions audiovisuelles et dans les jeux vidéo.*

### Quelle est la raison d'être de ce mouvement ? De quel constat initial émane-t-il ?

Le mouvement rassemble plus de 150 professionnels de l'audiovisuel (cinéma et TV) et du jeu vidéo, qui se sont réunis dans le but d'écrire, de produire et de distribuer des fictions plus inclusives et plus durables sans pour autant contraindre la créativité. Trois constats ont mené à ce mouvement : la prise de conscience de la nécessité d'intégrer ces enjeux pour proposer de nouveaux référentiels aux spectateurs et donner envie d'aller vers des futurs plus désirables et inclusifs ; le fait que les questions sociales et environnementales sont le plus souvent traitées par le format du documentaire, qui n'est pas forcément le plus populaire ; le constat, enfin, qu'il n'y avait pas d'outils permettant de traiter ces sujets-là de manière englobante et transverse, ni d'accompagnement. À ces différents états de fait s'ajoutait la peur de ne pas trouver d'audience pour ce genre de fiction ni d'investisseurs.

### Comment avez-vous réfléchi et travaillé pour la réalisation du Guide de L'Écran d'après qui se décline en trois versions (écriture, production et réalisation, diffusion et distribution) ?

Nous avons réussi à mettre autour de la table des acteurs qui sont habituellement concurrents : Pathé, Canal +, Mediawan, Banijay, etc. Plusieurs workshops ont été organisés pour réfléchir entre professionnels et se nourrir d'interventions d'experts. L'idée a émergé de

passer par le questionnement, sur un principe maïeutique, pour dépasser les automatismes d'écriture, stimuler la réflexion et faire un pas de côté par rapport aux logiques de quotas. La grille de questions qui compose le guide a été établie et validée par l'ensemble des professionnels (réalisateurs, producteurs, diffuseurs...) de ces structures et publiée fin 2022 avant d'être présentée à Cannes et à la Mostra de Venise<sup>1</sup>.

### Les professionnels s'emparent-ils de ces outils ? Avez-vous eu des retours d'expérience ?

Nous sommes dans une phase de déploiement du guide. Nous nous déplaçons dans les structures ou lors d'événements pour le présenter et accompagner les professionnels vers une prise en main autonome. Nous en parlons également dans des résidences d'écriture ou dans des écoles spécialisées pour sensibiliser les futurs cinéastes à ces problématiques. Il est encore un peu tôt pour avoir des exemples de films créés avec l'aide du guide, mais aujourd'hui, nous en sommes déjà à plus de mille téléchargements sur notre site. Beaucoup de professionnels trouvent l'outil très pertinent et ont envie de l'intégrer dès le début de leur réflexion.

1. L'Écran d'après est aussi un centre de ressources recensant diverses études et outils réalisés par des organismes comme le Collectif 50/50, Ecoprod, etc. L'ensemble de ces ressources et le guide sont accessibles en open source sur [audiovisuel.lecrandapres.com](http://audiovisuel.lecrandapres.com)

# DOMINIQUE MARCHAIS :

## « MON ÉVEIL À L'ÉCOLOGIE VIENT DE MES FILMS »

**Dominique Marchais** / Propos recueillis par Juliette Warlop\*

Lauréat du prix Jean-Vigo avec *La Rivière*, son dernier long métrage, Dominique Marchais a tissé, au fil de son œuvre, une attention patiente et singulière aux paysages, dont il raconte la transformation sous la main de l'Homme, dont les effets sont trop souvent néfastes sur la nature. Il revient avec nous sur ce qui le nourrit pour modeler ses films qui, assemblés, construisent un propos faisant particulièrement sens.

### **L'aménagement du territoire – et plus précisément, ce que l'exploitation humaine produit sur le paysage – est au cœur de vos quatre longs métrages. Qu'est-ce qui vous a amené à vous intéresser à cette question ?**

Je me suis lancé dans la réalisation de *Temps des grâces* parce que j'avais vraiment besoin de travailler sur les questions agricoles et paysagères. Je viens d'un milieu rural : mon père travaillait avec ses frères comme négociant en céréales et mes grands-parents maternels étaient de petits agriculteurs.

Dans ce milieu, après-guerre, les gens qui travaillaient la terre ne voulaient plus être nommés « paysans ». Je n'ai jamais entendu ce mot à la maison. J'ai moi-même mis beaucoup de temps avant de pouvoir l'employer...

« LE PROCESSUS D'ÉLOIGNEMENT DU SOL, DE LA TERRE ET DU MÉTIER SE VOIT AUSSI DANS LES MOTS QU'ON UTILISE POUR SE DÉFINIR. »

Il a en effet été essentiel pour beaucoup de sortir de la paysannerie pour devenir exploitants agricoles. Aujourd'hui, les plus performants d'entre eux, les plus riches, ne veulent même plus être nommés agriculteurs : ils se définissent comme agromanagers. Le processus d'éloignement du sol, de la terre et du métier se voit aussi dans les mots qu'on utilise pour se définir.

### **Vous employez un terme très fort en parlant de besoin de filmer le paysage. D'où vous vient cette nécessité de faire film autour d'une telle thématique ?**

Cela vient du sentiment d'avoir vu les derniers feux d'une certaine ruralité, d'avoir grandi dans un monde qui s'efface. Alors que je vivais à 80 kilomètres de Paris, j'ai vu, enfant, se construire les premiers pavillons à la fin des années 1970, puis la route nationale qu'on élargit à quatre voies : une mise aux normes urbaines progressive. Mais quand on est sur place, on ne prend pas conscience de ces changements, ni de ce que cela implique.

En outre, dans l'Eure-et-Loir où j'ai grandi, les champs se déployaient sous forme d'*open field*. Aussi, je n'ai pas tout de suite eu l'impression de voir le paysage changer, contrairement, par

exemple, à la Bretagne, où l'on détruisait les bocages. Mais ce paysage, en réalité, se modifiait profondément : il y avait de moins en moins de fermes et celles-ci étaient de plus en plus importantes. Les parcelles, malgré tout, s'agrandissaient, on faisait sauter des chemins, etc.

Ce changement se fait à bas bruit, de façon insidieuse. Il y a quelque chose qui se met à manquer de plus en plus. Et c'est difficile de savoir si c'est tout simplement l'effet de vieillir ou si les

choses ont réellement évolué. Est-ce que ce monde ne s'éloigne pas à jamais, sous l'effet de la révolution industrielle, de l'urbanisation, etc. ?

*Le Temps des grâces*, d'une certaine manière, ne travaille que cette question-là : c'est un film sur la transformation des paysages pour questionner la nature de notre nostalgie, pour essayer de mieux comprendre ce monde dont je suis issu et qui s'éloigne avec netteté, en quelque sorte, dans le rétroviseur de la voiture.

### **Vos films s'attachent aussi à documenter les paysages d'aujourd'hui...**

Dans *La Ligne de partage des eaux*, je reviens en effet sur les mêmes territoires, quasiment sur les mêmes lieux, pour ne plus filmer le paysage qui s'éloigne, mais celui dans lequel on pénètre. C'est un documentaire sur les forces qui concourent à produire le paysage réel dans lequel on vit et qu'on a du mal à voir tant les représentations sont plus puissantes que le réel.

C'est pour cela que ce film s'ouvre avec un puzzle de ma propre enfance, que j'ai fait refaire par ma fille. On nous a dit que la France était comme ça, avec des enfants qui jouent au bord de la rivière, des bergers et des paysans. Mais nous devons actualiser cette image, produire les images justes, sans lesquelles on ne peut agir sur le monde. Ma caméra montre que l'on s'est fait une idée du paysage qui nous a empêchés de regarder les choses telles qu'elles sont. Beaucoup de gens m'ont dit qu'après avoir vu *Le Temps des grâces* et *La Ligne de partage des eaux*, ils ne regardaient plus le paysage de la même manière : maintenant, en traversant la France, ils voient les plateformes logistiques, les champs de maïs, etc. Les images des livres et les souvenirs d'enfance font écran à la représentation de la réalité.



*La Rivière*, de Dominique Marchais – © Zadig Productions

**La Ligne de partage des eaux est un film sur l'aménagement du territoire, sous tous ses aspects possibles...**

En effet. Le vrai moteur dans *La Ligne de partage des eaux*, c'est la curiosité. J'avais envie d'aller partout : savoir à quoi ressemble un conseil communautaire, une commission locale de l'eau, un chantier d'archéologie préventive sur le tracé de la future LGV Tours-Bordeaux... Or, ce film m'a amené à comprendre que les bonnes volontés sont dispersées, peu conscientes d'elles-mêmes, alors qu'il y a une adversité extrêmement organisée, économique et administrative, qui fait fi de l'intérêt général et qui continue pourtant à parler au nom de la République et de la démocratie libérale.

**Et qu'en est-il de la conscience écologique qui irrigue votre œuvre ?**

Mon éveil à l'écologie vient de mes films grâce auxquels je me forme très profondément, très sérieusement aux questions environnementales. Il s'est forgé à plein d'endroits, au fil de mes rencontres, pas forcément avec des écologistes. Quand j'ai commencé le cinéma, je n'étais pas ce qu'on appelle un « écolo ». Ce n'était pas du tout dans mon éducation.

**Dans *Nul homme n'est une île*, vous allez à la rencontre, en Italie, en Autriche et en Suisse de citoyens qui s'essaient à de nouvelles formes, respectueuses, de culture, d'exploitation, de construction, etc. Pourquoi avez-vous eu envie de quitter le territoire français pour ce troisième long métrage ?**

Tandis que je lisais beaucoup de choses autour de l'architecture et de l'urbanisme, je suis tombé sur une phrase de Françoise Choay : « Le Local est le dernier territoire de l'utopie. » Or, en effet, en France, sur le plateau de Millevaches ou dans tel coin de l'estuaire de la Loire, j'ai vu des gens qui s'efforcent de mettre en pratique des projets. Mais ce sont des isolats de coopération dans un océan de compétition, jalonné d'obstacles administratifs.

J'ai rencontré dans d'autres pays des acteurs du territoire qui ne comprennent pas du tout cette histoire d'organisation institutionnelle typiquement française. Eux me disent : « Si on a un problème, on conçoit un projet et on le fait avec ceux que cela concerne. »

*Nul homme n'est une île* est ainsi un regard de Français porté sur des gens qui font autrement, parce qu'ils sont dans une certaine culture de l'horizontalité, alors que la France est le pays de la verticalité.

**Dans votre dernier film, *La Rivière*, vous revenez aux cours d'eau, en choisissant de vous concentrer sur les gaves du Béarn et à ceux qui, isolément, agissent pour les protéger...**

Je sentais qu'il y avait quelque chose encore à approfondir autour des rivières, très présentes dans mes précédents films, en particulier dans *La Ligne de partage des eaux*. Mes deux premiers documentaires m'ont beaucoup sensibilisés à la question de l'effondrement du vivant, avec cette grande peur que ce soit irréversible.

Là, le film est du côté des amoureux, des défenseurs de la nature. On ne connaît pas la passion de tous ces gens de bonne volonté, leur intelligence et leur abnégation. Je voulais leur rendre justice, et aussi leur rendre hommage. Aucune de ces personnes ne s'étaient rencontrées avant mon film. Ce n'est pas seulement la rivière qui est fragmentée, c'est aussi le milieu humain associatif. Filmer la rivière me permettait d'attraper les gens par la beauté, pour leur dire qu'il y a quelque chose à défendre, plutôt que d'être dans la déploration de la destruction. Lorsqu'on reste à la surface,



*La Rivière*, de Dominique Marchais – © Zadiq Productions

on a le sentiment que tout va bien. Mais quand on commence à scruter un peu, à secouer le fond vaseux, l'eau devient moins limpide. Appauvrissement de la biodiversité, politiques agricoles et énergétiques, réchauffement climatique..., les gaves du Béarn racontent tous ces effets désastreux, de manière exemplaire. Et si on veut agir, il faut le faire sur nos politiques, dont les conséquences, complètement matérialisées par les trajectoires de ces gaves, sont plus que jamais visibles.



\* Retrouvez la biographie de Juliette Warlop et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

Toutes les informations sur le film sont à retrouver dans le « Catalogue des films soutenus » sur [alca-nouvelle-aquitaine.fr](http://alca-nouvelle-aquitaine.fr)

## VERS DES MODÈLES PLUS VERTUEUX

# Éditeurs écoresponsables : engagements et enjeux

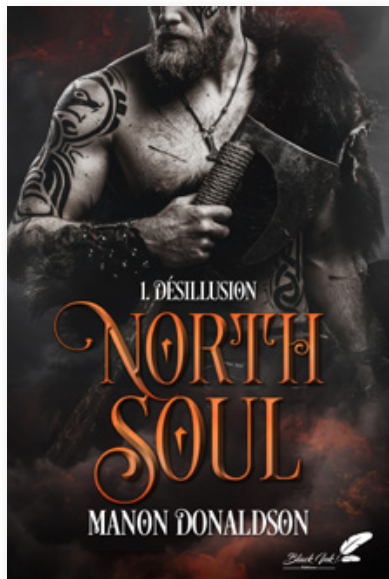
Par Lucie Braud\*

Les éditions néo-aquitaines Black Ink, LamaO et Utopique se sont engagées dans une démarche raisonnée pour produire leurs livres. Elles repensent le monde de l'édition en circuit court avec bon sens, excluent le gaspillage, privilégient la qualité, respectent l'environnement et font appel aux savoir-faire locaux.

## BLACK INK

Sarah Berziou crée Black Ink à La Jarne (17) en 2016, une maison d'édition spécialisée dans la romance. En 2017, son best-seller atteint les dix mille ventes. Le genre a le vent en poupe, mais le succès tient également aux partenariats que l'éditrice a mis en place.

Lorsque Sarah Berziou se lance, un seul imprimeur accepte d'être à ses côtés, une petite entreprise de Mauzé-sur-Mignon (79). La proximité géographique leur permet d'être réactifs et de s'adapter à la demande. Avec le succès de Black Ink, l'imprimeur grossit, investit dans des machines plus performantes, négocie le prix du papier, crée de l'emploi. « Nous sommes devenus des partenaires, ajoute l'éditrice. En temps de Covid, il n'y a pas eu d'interruption. Certes, les coûts sont plus élevés. J'aurais pu aller vers des tarifs plus compétitifs quand mon activité a grandi, mais c'est une question de loyauté : il m'a fait confiance, il partage donc mes succès. »



Au départ, 80 % des livres édités sont numériques. Un diffuseur spécialisé se charge de les placer sur les plateformes de revente. Mais le lectorat évolue vers le livre papier et la tendance s'inverse : avec cette demande croissante, le déploiement en librairie est incontournable. Cela implique cependant des retours et des livres qui partiront au pilon, ce que l'éditrice a évité jusque-là. Elle s'attache alors les services du diffuseur régional Myosiris, qui accompagne ses premiers pas en librairie. Puis, en novembre 2023, c'est avec Dod&Cie qu'elle poursuit ce travail à plus grande échelle : le diffuseur prend les commandes auprès des libraires trois mois avant la sortie de l'ouvrage et place de petites quantités, ce qui limite les retours. Si les livres ne sont pas abîmés, ils sont réintégrés au stock. Sarah Berziou y trouve des avantages : « Je peux suivre l'état des stocks en temps réel et définir le tirage des réimpressions si nécessaire. Cela évite une surproduction. »

Malgré les coûts supplémentaires (20 %) qu'engendrent les services d'un diffuseur, le prix du livre reste accessible : l'éditrice et imprimeur ont repensé les coûts de fabrication en conséquence. Car le lecteur reste au cœur des préoccupations. Pour lui, elle se déplace sur les salons, organise des événements avec les auteurs, dont le festival Black Ink à La Rochelle. Les fans ont fait la notoriété de la maison d'édition et ont contribué à son développement. Aujourd'hui, Black Ink compte sept salariés, soixante-cinq auteurs, et deux cent soixante-dix titres à son catalogue.



[blackinkeditions.com](http://blackinkeditions.com)

À découvrir :

Treize nuits, de Ange Edmon

Il était une fois, de Chloé Smys et Juliette Pierce

North Soul, de Manon Donaldson



## LAMA O

C'est en 2015 à Rions (33) que Fany Souville crée LamaO, une maison d'édition où le monde de la musique et le monde du livre se rencontrent, où les auteurs-compositeurs-interprètes de langue française trouvent un écrin pour leurs œuvres.

Dès le départ, l'éditrice s'évertue à être la plus neutre possible dans la production et la distribution. Elle travaille avec un imprimeur de Langon (33), Sodal, le façonnier est en Dordogne et le papier choisi est recyclé. Quant aux CD – sans pochette plastique –, c'est avec Réverbération, à Bordeaux, qu'elle les produit. « Je tiens à ne pas avoir trop de coûts de transport et j'aime l'idée de travailler avec des entreprises qui sont respectueuses de l'environnement », explique-t-elle.

Un soin particulier est accordé à la conception, aux matières et à la beauté de l'objet. L'ouvrage est pensé pour durer. « Le temps de vie d'un livre ou d'un disque est court, mais il peut avoir une vie plus longue par



respect pour les heures de travail que les œuvres demandent, d'autant que le livre n'est pas une denrée périssable », souligne Fany Souville.

Pour la distribution, l'éditrice commence avec Cyber Scribe, la plateforme de vente pour les petits éditeurs, tout en diversifiant les modes de diffusion : boutique en ligne, livres référencés sur Dilicom pour faciliter les commandes des libraires. Mais la diffusion auprès de ces derniers se fait surtout lorsque les auteurs se produisent en concert afin que l'ouvrage soit présent en boutique et à la sortie des salles.

L'écoresponsabilité a des répercussions et invoque des choix et une certaine philosophie. Le coût de production est supérieur de 30 % à 40 % et se répercute sur le prix du livre. « On s'en sort grâce aux ventes directes via le site et lors des concerts. J'ai opté pour l'auto-distribution parce que les distributeurs demandent de grosses quantités de stock, ce qui induit une surproduction et du pilonnage de livres. Je refuse de produire pour jeter. »

D'après Fany Souville, il y a une prise de conscience du problème écologique et de l'écoresponsabilité, mais les coûts de production de plus en plus élevés obligent à repenser les publications pour garder des prix accessibles : « Le monde de l'édition doit être repensé. Il est urgent de mieux produire et de mieux diffuser. Le circuit court existe en agriculture et peut exister dans l'édition, mais ceux qui s'y conforment souffrent de cet effort qui ne permet pas ou peu de se salarier. Quelles aides existent pour soutenir ces initiatives ? »



[lamaoeditions.com](http://lamaoeditions.com)

À découvrir :

*Trois Petits Points*, de Jérémie Kisling  
*Crimson Glory*, de Jérémie Bossonne  
*M le Méchant*, d'Eddy La Gooyatsh  
*Miramar*, de Daguerre



## UTOPIQUE

Utopique<sup>1</sup> est une maison d'édition corrézienne créée en 2009 par Didier Jean et Zad, tous deux auteurs-illustrateurs jeunesse. Après dix-sept ans de métier dans diverses maisons d'édition, ils ont construit une « cabane » qui accueille des ouvrages sensibles et forts, pour inventer un nouvel espace d'expression et de liberté, pour faire exister des livres sur des sujets de fond qui ne trouvent pas leur place dans le paysage éditorial qu'ils connaissent : « Libérer la parole nous tient beaucoup à cœur et depuis longtemps. Permettre le dialogue au sein de la famille, échanger, partager nous semble essentiel pour aider les enfants à grandir », explique Zad.



Si les sujets portés sont importants, la fabrication des livres l'est aussi : Utopique défend le « fabriqué en France ». À l'exception des livres tout carton conçus en Pologne – il n'existe plus de relieurs en France pour ces ouvrages –, les livres sont imprimés chez Maugein Imprimeurs (19), reliés chez Pollina (85) ou chez Solif (87), et le papier Condat est fabriqué en Dordogne.

Au départ, ils vendent leurs livres en direct et font des dépôts en librairies, mais cela ne s'avère pas concluant. Ils font alors appel à la société de distribution Générale Librest, créée par des libraires indépendants de l'est parisien, qui rayonne sur toute la France à partir d'un stock préacheté. Les ouvrages sont peu représentés en librairies, mais les libraires les commandent beaucoup pour les professionnels et les particuliers.

Cette diffusion partagée entre la librairie et la vente directe a l'avantage d'avoir un faible taux de retour (1 %) et donc, d'éviter le pilon.

Dans la diffusion des titres, les auteurs ont un rôle à jouer. « Les rencontres en classe et pendant les salons sont capitales », souligne Zad. « Si les auteurs ne bougent pas, il est difficile de vendre. » Présents sur beaucoup de salons, Didier Jean et Zad usent de leur notoriété d'auteurs pour faire connaître leur maison d'édition. Les bibliothécaires, enfin, sont également des partenaires importants.

Utopique s'est ancré dans le paysage éditorial : parmi les quatre-vingts titres de son catalogue, plusieurs sont primés ou sélectionnés pour des prix. Cependant, si le « fabriqué en France » est assumé, la menace de fermeture de l'usine de papier, la difficulté des imprimeurs à recruter et à faire perdurer leur savoir-faire fragilisent cet engagement.



[utopique.fr](http://utopique.fr)

Catalogue papier disponible sur demande.

À découvrir :

*Je n'ai jamais dit*, de Didier Jean et Zad, ill. Régis Lejonc  
*Qui s'occupe de Martha ?*, d'Emmanuelle Toussaint, ill. Cécile

*Zohra : quand ma parole vaudra la tienne*, de Ludovic Souliman, ill. JingfengArt

*Les Artichauts*, de Momo Géraud, ill. Didier Jean et Zad

\* Retrouvez la biographie de Lucie Braud et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

1. D'abord appelée 2 vives voix, la maison d'édition a été rebaptisée en 2014.



# Quatre librairies engagées avec et pour leur territoire

Par Christelle Bellenger\*

La librairie coopérative est une équilibriste entre l'engagement collectif et les enjeux commerciaux. Elle a un rôle particulier de havre vital pour la communauté. Martine Plainfossé, Claire Fontanel, Jean-Marie Menant, Luce Magnant et Anne Delaunay déploient la même énergie et sont animés par la même passion pour le livre, la culture, l'éducation populaire et le collectif. L'histoire de quatre librairies montre comment un modèle juridique en dit long sur l'état d'esprit de ces commerces pas comme les autres.

Ce sont de drôles de librairies, qui rassemblent des clients, bénévoles, fondateurs et administrateurs. Parfois, des centaines de personnes fourmillent pour maintenir pour leurs concitoyens une librairie de proximité qui ne trouve pas de repeneur. Dans ces exemples, le maintien ou la création d'une librairie a été le début d'une histoire partagée.

## Des histoires d'engagement pour l'accès au livre

La librairie Le Texte Libre de Cognac, en Charente, 50 ans cette année, est toujours une association loi 1901. Elle s'est créée de façon très militante. « Il y a eu des hauts et des bas, une situation financière difficile. Puis les équipes ont changé et ont opté pour de nouvelles orientations », confie Martine Plainfossé, administratrice et membre du bureau.

À Ribérac, en Dordogne, L'Arbre à palabres existe depuis moins d'un an sous sa forme coopérative. Ce projet a vu le jour parce qu'il n'y avait pas de repeneur pour la librairie de cette ville de 3 500 habitants et pas de librairie à moins de 30 km. Un collectif de citoyens s'est mobilisé et a trouvé cette solution de coopérative, fin 2022. La librairie Chantepages existe depuis douze ans à Tulle, en Corrèze, sous la forme de Scop (société coopérative de production). Après plusieurs années de librairie itinérante, c'est au côté de Claire Fontanel qu'Yvette Guionie a eu la volonté de créer une Scop pour des raisons éthiques : l'entreprise appartient aux salariés, c'est un modèle démocratique pour la prise de décision et de responsabilité. C'est la seule librairie spécialisée jeunesse du département.

Il y a six ans, à Angoulême, une librairie était tenue par un homme passionné qui a pris sa retraite sans repeneur. Cela a créé une certaine émotion. Un collectif s'est formé. Luce Magnant, aujourd'hui administratrice de L'Autre Librairie, se souvient : « Pendant dix-huit mois, nous avons échangé, débattu et pris la décision non pas de reprendre, mais de créer une librairie. On a d'abord monté une association pour avoir un statut juridique, puis une Scic [société coopérative d'intérêt collectif]. »

## Des formats juridiques qui révèlent leur raison d'être

Chantepages a choisi le modèle de la Scop pour des raisons éthiques, on l'a dit, car au sein de ces coopératives, les salariés partagent le capital et ont le même pouvoir de décision. Ces



De gauche à droite, de haut en bas : © L'Arbre à palabres – © Le Texte Libre – © Chantepages – © L'Autre Librairie

sociétés ont un objectif économique, mais elles mettent surtout l'accent sur la démocratie, la répartition équitable des bénéfices et la pérennité de l'emploi.

Trois libraires y travaillent : Géraldine Merpillat, qui a créé un rayon loisirs créatifs et jeux, Louise Akakpovie – devenue associée salariée un an après son arrivée –, qui suit les animations, et Claire Fontanel, l'une des fondatrices : « Le modèle coopératif est au cœur de notre fonctionnement. Nous décidons ensemble et toutes les idées sont bonnes. Investies de manière égale, nous avons une dynamique d'équipe et d'écoute. Elle permet notre épanouissement personnel et au travail. »

## Les coopératives existent depuis cent cinquante ans !

Sébastien Chenot, délégué régional de l'Union régionale des Scop Nouvelle-Aquitaine, accompagne les structures qui veulent se créer en Scop ou en Scic : « Cette union existe depuis cent cinquante ans. C'est dire si le modèle coopératif n'est pas nouveau, même s'il a le vent en poupe ces dernières années. »

L'Arbre à palabres a été créée sous forme de Scic en un temps record. Anne Delaunay, libraire, est arrivée sur le projet en janvier 2023 : « J'étais auparavant bibliothécaire dans le public. La forme coopérative m'a intéressée et l'engagement des citoyens pour

sauver la librairie m'a séduite. Je suis coopératrice depuis le début, dans le groupe des fondateurs. Au départ, nous étions vingt. La création a été rapide : nous avons commencé début janvier 2023, déposé les statuts le 17 février et racheté la librairie le 30 mars ! » Aujourd'hui, la coopérative compte plus de deux cents sociétaires. Pour Luce Magnant, de L'Autre Librairie, le grand souvenir est celui de la séance de signature avec les cent soixante-douze fondateurs dans les dorures de l'hôtel de ville d'Angoulême : « Il a fallu une sacrée organisation ! La CCI [Chambre de commerce et de l'industrie] a ouvert de grands yeux à la vue de nos cent soixante-douze dossiers ! » Ils sont aujourd'hui deux cent cinquante. Les Scic intègrent une diversité dans leur gouvernance : les salariés, les usagers, les bénéficiaires, les collectivités territoriales, etc<sup>2</sup>. Elles concilient performance économique et utilité sociale, ce qui correspondait à la volonté des fondateurs de s'ouvrir à la société civile.

### Un sentiment de complexité, mais un accompagnement bienvenu

Le Texte Libre a fait appel au dispositif local d'accompagnement (DLA) à deux reprises<sup>3</sup>. Le premier a permis de définir le nouveau cap, le rôle et le fonctionnement de la librairie. « Nous avons voulu passer de l'image d'un vieux magasin à celle d'un établissement dynamique et accueillant », explique Martine Plainfossé, administratrice et membre du bureau. Ce virage engagé en 2009 eut un effet positif sur le chiffre d'affaires. « Cette ouverture s'est bâtie sur des partenariats avec les acteurs culturels de la ville : cinéma, théâtre, etc., et sur nos choix de vente, sans renoncer à la partie militante ; nous avons élargi la gamme des propositions », poursuit-elle.

Lors d'un second DLA, le modèle de la Scop a été évoqué, mais la forme associative a été conservée, considérant que les questions du moment ne seraient pas résolues par un changement juridique. De son côté, Luce Magnant, de L'Autre Librairie, explique : « L'envie nous est venue naturellement de faire une coopérative sans vraiment tout savoir de la complexité dans laquelle on allait se débattre. » Elle a le souvenir d'un chemin long et compliqué, de débats sur les différents statuts. Il a fallu choisir le modèle de la Scic, définir les valeurs, rédiger les statuts, collecter les documents des cent soixante-douze fondateurs... « Un travail d'abord en interne, se souvient-elle, puis nous avons fait appel à l'Ursscop<sup>4</sup>, qui nous a donné un cadre sécurisé pour avancer. »

### Des militants confrontés à la réalité du commerce

Martine Plainfossé se souvient de quelques explosions de voix : fallait-il transiger entre l'exigence du militant et la nécessité d'un équilibre budgétaire ?

Luce Magnant appelle cela la « recherche permanente d'équilibre » : entre l'économie classique et les envies militantes, le généraliste et le spécialisé, la relation d'engagement et d'employeur, entre les anciens et les nouveaux, etc. « C'est la conséquence de la richesse de notre diversité. Nous sommes vigilants pour gérer ces frottements afin que cela ne crée pas de tensions », souligne-t-elle. Et pourtant, la librairie n'est pas un commerce comme les autres. « Peut-être parce que c'est un acteur culturel. Or, l'esprit du travail collectif est très présent dans la culture, le théâtre, le spectacle, etc. », avance Claire Fontanel. « Nous avons un projet de festival autour de la petite enfance, avec des structures qui, comme nous, ont envie de faire quelque chose de joyeux. »

Le rôle culturel de L'Autre Librairie met en valeur des auteurs et des éditeurs locaux : « L'une de nos libraires est elle-même autrice, explique Jean-Marie Menant, le président. Ensuite, nos bénévoles sont engagés ailleurs, ce qui nous aide à construire des partenariats. On est repéré pour cette capacité à sélectionner des ouvrages sur des sujets donnés, par exemple pour un festival sur le thème de l'agroécologie et de l'alimentation. »



© Le Texte Libre

### Un collectif de salariés, bénévoles et administrateurs : de l'énergie à canaliser

Au Texte Libre, deux salariées sont au conseil d'administration et participent à la vie associative. Au sein de commissions, administrateurs et bénévoles se concertent en bonne intelligence ; toutes les questions sont discutées. Les bénévoles interviennent dans la librairie, sur des périodes où des renforts sont nécessaires, ou pour tenir des stands sur des animations.

Anne Delaunay avait travaillé avec des bénévoles dans ses expériences passées. C'est un quotidien exaltant, qui donne beaucoup d'énergie. « La contrepartie, c'est de savoir gérer l'humain. J'organise le planning des bénévoles, en accord avec le conseil coopératif. Certes, c'est une charge, mais ça se cale bien. J'ai la chance d'avoir parmi les bénévoles une libraire à la retraite qui est ma référente, ma ressource professionnelle de proximité. »

Jean-Marie Menant, de son côté, explique que « la coopérative compte des commissions Gestion, Ressources humaines, Communication, Lecture. Une organisation bien calée est importante : des moments collectifs, des travaux en commission et un bureau pour la gestion du quotidien. Pour préserver nos salariés des mille idées de nos bénévoles, il faut de la régulation, installer une médiation, décider de ne pas faire certaines choses, parce qu'on n'a pas forcément les moyens humains. »

Cette énergie collective est communicative et tout le monde en profite ! Des animations, des festivals, des rencontres, des anniversaires à fêter, des ateliers scolaires sont autant de possibilités d'aller vers le livre pour les habitants chanceux de ces villes.



\*Retrouvez la biographie de Christelle Bellenger et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

1. Cf. loi du 10 septembre 1947.

2. Cf. loi du 17 juillet 2001.

3. DLA : dispositif public qui permet de bénéficier d'accompagnements sur mesure afin de développer les activités, de consolider, de créer ou de pérenniser des emplois.

4. [www.les-scop-nouvelle-aquitaine.coop](http://www.les-scop-nouvelle-aquitaine.coop)

# Un QG pour livres libres

Ciel, Coline, Juliet et Madeleine<sup>1</sup> / Propos recueillis par Claire Géhin\*

Depuis 2019, l'association bordelaise queer et féministe Espace QG mène à Bordeaux et alentour des actions de sensibilisation sur les thèmes du genre et des sexualités. L'association s'appuie sur un catalogue varié d'animations et une bibliothèque itinérante au fonds spécialisé dans les questions queer et de genre. Rencontre avec Ciel, Coline, Juliet<sup>2</sup> et Madeleine, quatre bibliothécaires bénévoles dans un espace nécessairement politique.

## Que signifie Espace QG ?

Juliette : Quand j'ai fondé l'association, ça me faisait rire de détourner le très militaire « quartier général ». Dans « queer », il y a une charge politique qui a tendance à se perdre aujourd'hui. Je ne voulais pas que ce soit LGBTQIAP +, parce que ce sont des sigles en mouvement. Et puis je viens des études de genre. « Genres », au pluriel, c'est la question de l'égalité femme-homme, évidemment, mais c'est aussi une méthode universitaire, un outil qui n'est pas binaire.

## L'association tient des permanences avec son camion bibliothèque et propose des animations auprès de partenaires publics ou de structures variées. À quels publics vous adressez-vous ?

Coline : On s'adresse à tout le monde : à nos communautés, aux personnes qui ont besoin de nous et qui le savent, à celles qui passent devant le camion par hasard et qui viennent pour discuter.

Juliette : La pédagogie est centrale dans nos valeurs. Nous avons un catalogue varié d'animations autour de l'objet livre et des compétences de chaque membre de l'association : musique, arts, drag, zine, manga, théâtre, etc. On coconstruit les animations avec les partenaires qui ont la connaissance de leurs publics et de leurs besoins.

Nous n'hésitons pas à diversifier le plus possible les partenariats. Nous travaillons avec la librairie des Chartrons, Le Girofard – le centre LGBT de Bordeaux –, La Chatonnerie – qui organise des événements à destination des lesbiennes –, ou avec des institutions publiques : la mairie, par exemple, ou des associations comme ALCA, Les Escapes du livre, la Villa Valmont, les Avant-Postes, l'association Team Sama, etc.

Madeleine : L'Éducation nationale aussi.

Ciel : En plus du volet actions culturelles, il y a aussi le côté bibliothèque de prêt, avec une régularité, les goûters QG le premier dimanche du mois, les discussions autour des lectures...

## Justement, pourquoi le choix d'une bibliothèque pour porter un projet comme le vôtre ?

Juliette : Nous avons travaillé à partir d'un outil mis à disposition par la légothèque de l'Association des bibliothécaires de France : une carte référençant les bibliothèques ayant un fonds axé sur le genre. Dans le Sud-Ouest, il n'y en avait aucune. Nous avons aussi étudié les catalogues des bibliothèques de Bordeaux et il y avait peu de choses sur le sujet.

Ciel : Aujourd'hui, il se passe quelque chose dans le paysage éditorial : des petites maisons d'édition portent la voix d'auteurices qui écrivent sur les questions de genre et de sexualité. Mais on



© Ciel

constate des difficultés en matière de lecture publique, pour mettre en avant en bibliothèque ce qui existe sur ces questions, notamment en ce qui concerne les acquisitions. Avoir un espace qui choisit de mettre les mots dessus, qui revendique d'être là pour ça, de rassembler la production contemporaine sur ces sujets, cela me manquait en tant qu'individu et en tant que bibliothécaire.

Coline : Le livre, c'est aussi la question de la langue, donc un enjeu de pouvoir monumental.

## Dans quelles situations vous êtes-vous dit : là, on a déplacé un regard ?

Coline : Nous avons fait une semaine d'interventions dans un collège sur la thématique « Consentement et pornographie ». Entre midi et deux, on ouvrait le camion pour accueillir les élèves. Je me souviens d'un gamin de sixième, qui est entré dans la salle en disant : « On est dehors toute la journée, on travaille, c'est normal que maman, elle soit à la maison et qu'elle nettoie. » Nous avons discuté de cela avec toute la classe. Quand je l'ai recroisé quelques jours plus tard, il m'a dit : « Je réfléchis... » Ça, c'est une victoire !

### À quelles difficultés devez-vous faire face ?

Juliet : Nous avons eu des problèmes sur des ateliers de maquillage sensoriels, animés par une drag-queen. Mais nous allons quand même le refaire. Parce que cela fonctionne, c'est important et pertinent.

Coline : Nous en proposons un en juin prochain, à partir de 18 mois, accompagné d'un parent. Le concept, c'est que les enfants découvrent eux-mêmes leurs contours.

Ciel : Nous incitons même les parents à ne pas intervenir, à laisser leurs enfants en autonomie. Avoir un pinceau, un crayon, sentir le contact avec son propre corps, être à l'écoute de soi. C'est de cela qu'il s'agit.

Coline : C'est la base du consentement. Les enfants, très vite, se rendent compte que sur leur visage, il n'y a pas assez d'espace, et ils ont envie de continuer sur leurs parents ! Cela oblige donc à demander à l'autre si l'on peut toucher son visage.

### Comment éviter ces difficultés ?

Juliet : Nous avons besoin de soutien de la part des politiques publiques pour faire en sorte de ne pas annuler les événements, de prises de position claires, d'accompagnement précis, de mise en sécurité, de nous et des personnes qui viennent pour les animations.

Coline : Quand on est exposé à l'extrême droite, c'est important qu'on ne soit pas les seul.e.s à réagir. D'ailleurs, la mairie de Bordeaux a immédiatement annoncé que l'atelier de maquillage sensoriel animé par une drag-queen serait maintenu. Des agents de sécurité ont été positionnés à l'entrée de la bibliothèque... Nous proposons un monde où l'on vit plus libre, où l'on a accès à la question du consentement dès le départ. Nous invitons à des lectures de contes pour enfants et on entend dire qu'on leur offre de changer de sexe !

Encore une fois, il y a une question hyper importante au niveau du vocabulaire. Moi, par exemple, je suis lesbienne. Mon lesbianisme

est mon orientation sexuelle. En tant que personne homosexuelle vivant dans une société qui n'est pas pensée pour moi, c'est nécessairement politique. Je suis donc également une personne queer, parce que le terme porte cette charge politique. Il faut lire, poser des questions, apprendre les terminologies.

Juliette : Nous avons aussi besoin d'argent pour fonctionner, notamment pour pouvoir payer les artistes. Nous essayons d'avoir des financements mixtes : des subventions et des prestations de services. Il y a toujours la possibilité d'adhérer à prix libre. Nous avons aussi rejoint le collectif Big Tata, le réseau des bibliothèques et centres d'archives LGB-TQIAP+, qui a lancé une campagne de dons.

### De quoi s'agit-il ?

Juliet : C'est un collectif francophone. Il vise à former un réseau politique pour faire entendre nos voix et à montrer la continuité entre le travail de nos archives et celui des bibliothèques.

Une bibliothèque, c'est de l'archive vivante :

nous allons chercher des auteures qui produisent des textes en autoédition, dans des petites maisons... Ces ouvrages peuvent être achetés par une bibliothèque municipale, mais ils risquent d'être désherbés. Or, on ne peut pas se poser la question au moment où l'on a perdu les documents... Donc, pour le futur, nous archivons le présent.



\*Retrouvez la biographie de Claire Géhin et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

[espaceqg.wordpress.com](http://espaceqg.wordpress.com)

[bigtata.org](http://bigtata.org)

1. Conformément à leur demande, nous restituons ici uniquement les prénoms des personnes interviewées.
2. Juliet ou Juliette utilise indifféremment les deux orthographes.



© Ciel

## ZOOM SUR LES COMMISSIONS LIVR'EXIL ET LÉGO THÈQUE DE L'ABF

Par Claire Géhin

Le collectif Big Tata a quelques précédents. Parmi eux, l'Association des bibliothécaires de France (ABF), fondée en 1906, est la plus ancienne association de bibliothécaires en France.

Se réunir pour réfléchir, débattre, se former et promouvoir le rôle des bibliothèques dans la société, voici la raison première de l'existence de l'association, qui réunit près de 2 000 membres bibliothécaires professionnel-le-s et bénévoles. Organisée en différentes commissions, l'association se saisit ouvertement de sujets d'actualité, dans la plus grande transparence (on trouve un onglet « Prises de positions » sur son site Internet).

Après l'adoption du projet de loi Immigration, par exemple, l'association a publié un communiqué rappelant « son engagement en faveur de l'accueil inconditionnel en bibliothèque de toutes les personnes, quelle que soit leur nationalité, et quelles que soient leurs situations sociales et administratives ».

La commission Livr'exil est née en mai 2019 dans la continuité de cet engagement des professionnel-le-s de l'association. Elle réunit quatre bibliothécaires et vise à soutenir les personnes travaillant dans les métiers du livre et ayant obtenu l'asile en France, à les accompagner dans les démarches de réinsertion professionnelle en bibliothèque, ainsi que par le biais de l'accès à la formation dispensée par l'ABF.

La commission Légothèque a, quant à elle, été créée en janvier 2012. Bibliothèque, construction de soi et lutte contre les stéréotypes, les huit bibliothécaires de cette commission au fonctionnement collégial souhaitent aborder trois angles de réflexion pour repenser les missions, services, espaces et accès aux collections au sein des bibliothèques : interculturalité et multiculturalisme ; questions de genre ; orientation sexuelle et sentimentale. La commission a notamment conçu en 2013 la Carte des centres de ressources sur le genre (devenue aujourd'hui la Carte des bibliothèques du monde), qui a contribué à inspirer la création de l'Espace QG.

[www.abf.asso.fr](http://www.abf.asso.fr)

# Les bibliothèques écrivent leur transition écologique

Par Aline Chambras\*

**A** fin de répondre à la crise environnementale et climatique, de nombreux bâtiments dédiés à la lecture publique s'engagent sur le chemin du développement durable : architecture, usages, missions, méthodes de conservation, etc. Les évolutions, tant sur le fond que sur la forme, se multiplient. Tour d'horizon.

## Un projet innovant pour la médiathèque de La Rochelle

Le 8 juillet 2023, la médiathèque Michel-Crépeau de La Rochelle, en Charente-Maritime, a fermé ses portes au public afin de bénéficier d'un important programme de réhabilitation énergétique et fonctionnelle. Elle rouvrira en janvier 2025. « Cela faisait déjà plusieurs années que l'idée de restructurer le bâtiment revenait dans les discussions, notamment parce qu'en matière de confort thermique, cela devenait très problématique, avec des salles surchauffées l'été et un hall d'accueil glacé l'hiver », explique Anne Courcoux, sa directrice depuis près de quinze ans. Il faut dire que le bâtiment, avec sa grande façade vitrée exposée plein nord, ses verrières ou encore ses grands plateaux sans cloisonnement, n'était plus guère adapté aux enjeux énergétiques et climatiques actuels. « C'est sûr que si on décidait de construire une médiathèque à La Rochelle aujourd'hui, on ferait différemment et ailleurs », note Anne Courcoux. Mais en 1998, les questions de la localisation, de l'orientation et du bâti ne se posaient pas à l'aune du réchauffement climatique ni de la crise énergétique. Et inaugurer une médiathèque face au Vieux Port avec une façade entièrement vitrée relevait alors de l'évidence.

*« Cette réhabilitation architecturale interroge aussi la question des usages et des missions d'une bibliothèque »*

« Aujourd'hui, les chauffeuses de la salle de lecture au premier étage sont toujours très convoitées, car elles offrent une vue magnifique sur la ville. Je pense même que cette vue est devenue une forme de bien commun », poursuit Anne Courcoux. Pas question donc de supprimer la façade vitrée de la médiathèque Michel-Crépeau : elle sera doublée afin de renforcer l'isolation. De manière générale, c'est toute l'enveloppe de ce bâtiment qui sera optimisée avec une réfection de la toiture et des menuiseries, l'installation de protections solaires dans les bureaux du troisième étage ou encore le blanchiment de la façade non vitrée, aujourd'hui de couleur grise. Le projet acté en 2022 par la Communauté d'agglomération vise une baisse de la consommation globale annuelle en énergies finales de 67 %, selon l'estimation réalisée dans le cadre de la Simulation thermique dynamique. Soit une réduction de 47 % en énergie primaire et de 82 % des émissions de GES.



La médiathèque de La Rochelle – © Julien Chauvet

« Cette réhabilitation architecturale interroge aussi la question des usages et des missions d'une bibliothèque : aujourd'hui, ce n'est plus un lieu uniquement dédié à la lecture silencieuse. On peut y travailler, jouer, écouter de la musique, assister à un spectacle, etc. Bref, c'est un lieu polyvalent et la disposition des espaces ne peut plus être la même qu'il y a vingt-cinq ans », détaille Anne Courcoux. La médiathèque de La Rochelle nouvelle version proposera donc davantage d'espaces cloisonnés, capables de garantir un confort acoustique et une diversification des missions. De même, la question de l'accessibilité aux personnes en situation de handicap fait entièrement partie du projet de requalification. « En 1997, il n'y avait aucune obligation. Nous devons impérativement remédier à cela », explique Anne Courcoux. La mezzanine du rayon jeunesse sera reconfigurée pour devenir accessible à tous. Des bornes de guidage tactile et un éclairage amélioré seront mis en place. Une boucle magnétique sera également installée dans la salle de conférences. « C'est un très beau projet, qui nous permettra de repartir pour les vingt-cinq prochaines années », s'enthousiasme Anne Courcoux.

## Le Chahut : un espace de culture commune à Biganos

Autre ville, autre exemple : à Biganos, en Gironde, c'est avant tout l'essor démographique de la ville qui a amené le sujet de la restructuration de sa médiathèque. D'une superficie de 250 m<sup>2</sup>, le bâtiment actuel montre en effet ses limites face à une population en hausse constante depuis quelques années : à l'horizon 2030,

« Avec ce projet, nous venons vraiment interroger le rôle d'une bibliothèque comme acteur et éducateur à une citoyenneté éclairée »

Biganos devrait accueillir 14 000 habitants, contre 10 000 actuellement. « En 2020, nous avons pris conscience que l'agrandissement de la médiathèque devait devenir une priorité ; en parallèle, nous avons décidé que les politiques publiques étaient tenues de s'écrire avec une réelle participation citoyenne, pour que la voix de tous les habitants puisse se faire entendre et qu'une vraie cohésion sociale se construise », indique Bérengère Hérisse, l'adjointe à la culture de Biganos. « De ces réflexions et consultations collectives menées par la Ville a émergé l'envie d'un lieu qui ne soit pas seulement une bibliothèque, mais davantage un espace de culture commune, en prise avec les principes écoresponsables », décrypte Estelle Loup, facilitatrice sur les démarches de participation citoyenne.

Au final, le projet retenu repose sur l'ensemble des piliers du développement durable, c'est-à-dire aussi bien les questions environnementales que sociales. Il fera 3 000 m<sup>2</sup>, dont 1 200 m<sup>2</sup> réservés à la bibliothèque. Le reste sera occupé par le centre social, la maison des associations, un restaurant en économie sociale et solidaire, un espace agora et un laboratoire citoyen. Les bâtiments seront en bois avec un approvisionnement local (pin des Landes), la production d'électricité par panneaux photovoltaïques fonctionnera en autoconsommation et le chauffage reposera à 100 % sur des énergies renouvelables. « La médiathèque de Biganos était obsolète, qu'il s'agisse du bâtiment, sous-dimensionné, étouffant l'été et énergivore, ou du point de vue des usages. Avec ce projet, nous venons vraiment interroger le rôle d'une bibliothèque comme acteur et éducateur à une citoyenneté éclairée », se félicite Patricia Amiens, sa directrice. Ce nouveau lieu, dont le chantier a débuté en avril, s'appellera Le Chahut. Il sera inauguré au printemps 2026.

### Des méthodes de conservation plus vertueuses

Un dernier volet important en matière d'écoresponsabilité des bibliothèques réside dans la question des modes de conservation des collections patrimoniales. En effet, ces collections (manuscrits, estampes, affiches, etc.), exclues du désherbage et du prêt, se doivent d'être éternelles. Et donc durables. À Mériadeck, la bibliothèque municipale de Bordeaux, ce fonds est constitué de 500 000 références, soit 30 km linéaires, répartis dans 11 magasins, consultables uniquement sur place ou en ligne sur le site [bordeaux.fr](http://bordeaux.fr). « La conservation de ces collections représente un véritable enjeu énergétique, car pour assurer de bonnes conditions de conservation, il faut notamment veiller à respecter une certaine température et un taux d'humidité relative dans les magasins. Or, quand Mériadeck a été inauguré en 1991, personne ne s'intéressait vraiment aux enjeux énergétiques et climatiques, et c'est un bâtiment tout en verre orienté plein sud qui a été construit. Très vite, l'été, il a fallu pousser la climatisation à fond pour maintenir des températures de conservation acceptables », détaille Matthieu Gerbault, le chef du service Patrimoine de la bibliothèque municipale de Bordeaux. Le hic, c'est que le recours à la climatisation, en plus d'être énergivore et pas écologique, peut aussi provoquer des dégâts matériels : « Les systèmes de climatisation ne sont



Processus de réparation d'un livre endommagé – © Ville de Biganos

pas fiables à 100 % : ils ont besoin d'être entretenus sous peine de mal fonctionner ou de tomber en panne. Nous avons eu un cas d'infestation de moisissures dans un magasin où la climatisation était défaillante », indique Matthieu Gerbault. Aussi, entre 2012 et 2018, des travaux ont été menés afin d'améliorer les performances énergétiques du bâtiment. En parallèle, l'évolution des normes de conservation a elle aussi permis de réduire la dépendance à la climatisation : « Avant, la règle, c'était 18-20 degrés maximums dans les magasins. Aujourd'hui, nous savons que ce sont les variations brutales de température qui endommagent les collections. Nous utilisons donc la climatisation de manière moins drastique et l'été nous la réglons sur 25,5° », précise Matthieu Gerbault.

Du côté des matériaux utilisés, une prise en compte plus fine de leur durabilité a, elle aussi, permis de réduire l'empreinte carbone des méthodes de conservation, à l'instar de l'utilisation de colles non chimiques, de cartons permanents avec réserve alcaline neutre ou encore de l'abandon progressif du papier kraft. « Le papier kraft était très utilisé dans les années 1970 pour recouvrir les livres. Or, ce n'est pas un matériau neutre : il s'oxyde et n'a donc pas une longue durée de vie. C'est aussi un matériau cher et polluant », commente Matthieu Gerbault. De la même manière, la gestion des moisissures a été revisitée : finie la désinfection à l'oxyde d'éthylène, un produit cancérigène et toxique. Aujourd'hui, une remise en état sur un temps long est privilégiée, c'est-à-dire un dépoussiérage méticuleux des documents abîmés. Enfin, la notion de conservation partagée a fait son chemin : en 1996, la Région Aquitaine a fait le choix, pionnier, de répartir la charge de la conservation des périodiques (journaux, revues, etc.) dans toutes les bibliothèques de son territoire. « Le stockage des périodiques, très vorace en volume, représente une empreinte écologique très forte pour les bibliothèques. La conservation partagée est une vraie avancée : chaque bibliothèque de la région se voit attribuer la responsabilité de la conservation de certains périodiques et non de la totalité de ceux auxquels elle est abonnée. En revanche, tous les usagers de la région ont accès, quelle que soit leur bibliothèque de rattachement, de manière numérique, à la lecture de ces publications », explique Matthieu Gerbault.



\*Retrouvez la biographie d'Aline Chambras et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

# Mano, une école de cinéma gratuite et expérimentale

Gaël Lemagnen / Propos recueillis par Nabil Bellahsene\*

Le projet de l'école Mano, porté par l'équipe de Gaël Lemagnen, réalisateur et producteur chez Vertigo Films, est une initiative unique dans le paysage audiovisuel régional. Lauréate du budget participatif 2024 du Département de la Gironde, cette école inclusive et gratuite va ouvrir ses portes en septembre prochain. Son ambition est de former une nouvelle génération de professionnels de l'image sensibilisés aux différentes formes de responsabilités, écologique et économique, de la filière Cinéma.

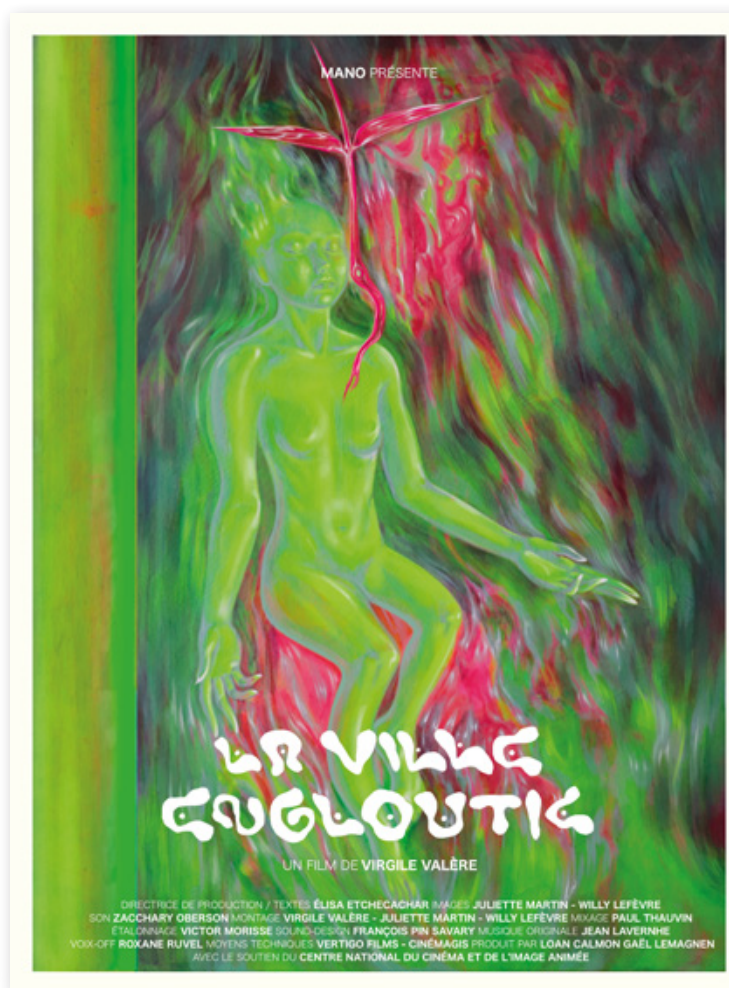
## Pouvez-vous rappeler les débuts du projet Mano et les défis que vous avez rencontrés ?

Le projet est né en 2020, porté par une volonté commune avec Ioan Calmon, réalisateur basé à Marseille, qui est mon binôme dans cette aventure. Nous avons mis en place des ateliers d'éducation et de formation aux images à destination des jeunes, en partenariat avec l'association La Boulangerie et la Mission Locale de Bordeaux. Malheureusement, la pandémie nous a obligés à commencer ces ateliers à distance et sans moyens financiers. Mais malgré tout, la magie a opéré. Un premier documentaire, intitulé *Le Quartier derrière la gare*, a été réalisé par Mélissa Carpentier et Frédéric Svatoch. Il a été récemment projeté au Fifib dans le cadre d'une collaboration avec le CAPC. Après cette première année d'ateliers, nous avons conclu un partenariat avec une école privée de formation audiovisuelle pour intégrer gratuitement l'un des jeunes du projet Mano. À partir de ce moment-là, nous avons vu l'opportunité de devenir un incubateur et d'offrir des bourses aux jeunes issus de la diversité pour intégrer des écoles privées de cinéma de la région.

« Ce sera une école très hybride dans sa pédagogie et dans son approche, avec de la transmission pure et des sujets de pratique concrète. »

## À la suite du succès de ces ateliers, comment l'idée d'une école est-elle apparue ?

Nous renouvelons le programme des ateliers pour la cinquième année, de mars à septembre, avec à chaque fois une nouvelle promotion. Nous avons dix jeunes qui bénéficient actuellement de la bourse Mano sur plusieurs écoles privées de la région. D'autres établissements nous rejoignent et deviennent partenaires du projet cette année. Cela nous permet d'offrir plusieurs points de chute pour les jeunes qui passent par nos ateliers. Nous avons commencé avec huit personnes, aujourd'hui nous en avons trente-sept. Fort de ce constat-là, nous avons décidé d'être à la hauteur de cet engouement avec l'ambition d'ouvrir une école en septembre 2024. Nous consolidons le staff d'intervenants en préfiguration de cette ouverture, en privilégiant les professionnels de la région. Ce sera une école très hybride dans sa pédagogie et dans son approche, avec de la transmission pure et des sujets de pratique concrète.



La Ville engloutie – © Aurélie Bourhim, Vertigo Films

**Quelle a été la réception des partenaires, du public et des étudiants eux-mêmes lors des projections de films réalisés par les jeunes pendant les ateliers ? Notamment pour ce qui concerne le dernier film en date, *La Ville engloutie* de Virgile Valère, récemment projeté lors d'une présentation à l'auditorium d'ALCA, à la MÉCA, à Bordeaux...**

*La Ville engloutie* est l'un de nos nouveaux films vitrines. Il sera bientôt diffusé par le réseau Cina dans les salles régionales. Nous travaillons également avec Sciences Po Bordeaux pour que le film soit diffusé dans plusieurs établissements et cinémas européens. L'accueil, en général, est très bon. Nous l'avons vu



lors de cette diffusion à la MÉCA, où nous l'avons projeté devant l'ensemble de la promotion, des professionnels, la presse mais aussi des personnes venues par curiosité. C'est une transmission qui se fait différemment de nos interventions, ce qui est très complémentaire. Notre mission est d'accompagner ces jeunes et de les guider dans tout le processus de production et de diffusion.

**Pour revenir sur les origines de ce projet, d'où vient votre engagement sur ces initiatives et la responsabilité que vous y attachez ?**

C'est ma mère qui m'a transmis cet engagement solidaire et social. Toutes les personnes qui gravitent autour de Mano possèdent une sensibilité très humaniste. Nous avons tous été proches ou sommes passés par des milieux sociaux difficiles. Les chiens ne font pas des chats, comme on dit. Cette identité se retrouve dans le logo également ; il symbolise une main tendue, celle de la transmission.

**Pouvez-vous nous décrire comment cette école va pouvoir exister et nous en dire plus sur ce pacte social, qui permet notamment d'offrir la gratuité de l'enseignement à ces jeunes ?**

Nous avons la chance d'avoir des partenaires institutionnels comme la Région Nouvelle-Aquitaine, la Drac, le CNC, le Département de la Gironde, Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux, qui nous accompagnent énormément. Nous avons aussi des partenaires privés qui nous suivent grâce à du mécénat de compétence. Tous ces soutiens nous permettent de penser le modèle et d'envisager l'ouverture prochaine de l'école. Par ailleurs, nous avons été contactés par la Fondation Culture et Diversité, qui souhaite intégrer notre école dans leur guide des formations Cinéma, aux côtés de La Fémis et de Louis-Lumière. Cela représenterait une belle reconnaissance pour nous.

À ses débuts, notre modèle ne sera pas traditionnel ; nous risquons de bouger d'un point à l'autre dans Bordeaux. Nous aurons des cours dans les locaux d'ALCA, à la MÉCA, l'un de nos partenaires de cœur. Nous réfléchissons aussi à une collaboration avec un prestigieux et historique centre de formation bordelais, autour des métiers de l'art et de l'artisanat. Notre idée est de créer un pont commun entre nos deux établissements pour fabriquer des décors ou des costumes pour nos tournages et, à l'inverse, mettre en avant leur savoir-faire grâce à des contenus vidéos réalisés par nos étudiants.

**À cette volonté de promouvoir l'égalité des chances s'ajoute votre conscience écologique. Vous avez obtenu la certification Écoprod pour le projet Mano ainsi que pour votre société de production Vertigo Films. Comment travaillez-vous pour mettre en place des pratiques en faveur de la transition écologique du secteur audiovisuel et cinématographique ?**

Nous avons une vision éco-locale. Nous partons du principe que nous sommes poussés, en tant que citoyens, à consommer en circuit court ou bien à être responsables dans notre manière de voyager ou d'utiliser notre énergie. Je ne vois pas pourquoi le cinéma échapperait à cette règle-là. La première fiction que j'ai encadrée

« [...] notre moteur a été de permettre à des personnes qui, sur le papier, n'avaient pas forcément les meilleurs atouts pour faire du cinéma, de réussir à faire des films. »

avec Vertigo Films a été réalisée par Aurore Michaud, une jeune cinéaste venant d'une mission locale, qui n'a pas fait d'études de cinéma et qui n'a pas de parcours dans le domaine. C'est un profil assez rare dans notre industrie et qui, pourtant, a réussi à porter une idée de film intéressante et à rassembler une équipe autour d'elle. Les débuts de Vertigo Films ont été dans la même logique que l'école : notre moteur a été de permettre à des personnes qui, sur le papier, n'avaient pas forcément les meilleurs atouts pour faire du cinéma, de réussir à faire des films. Le processus et la mentalité de cette démarche amènent à développer une nouvelle philosophie de création.

Nous utilisons principalement du matériel que nous avons à disposition, dans des configurations de productions qui allient volontairement sobriété et économie. Cette agilité fait partie des choses que nous mettons en avant dans la formation. Par ailleurs, les sujets des documentaires réalisés dans le cadre des ateliers vont dans le sens de l'éco-production et de la transmission. Dans le film *Le Quartier derrière la gare*, c'est la question de la gentrification du quartier Belcier qui est abordée. Dans *Une note après l'autre*, réalisé par Eva Cousinet et Jules Armand, c'est le portrait d'un musicien aveugle qui questionne la place du handicap dans la création artistique et musicale. Et cette année, le documentaire *La Ville engloutie* nous plonge dans une rêverie autour du lac de Sanguinet, dans les Landes. Nous sommes donc sur des thématiques qui sont locales, sociales et inclusives.

**Imaginons le discours qui viendra clôturer la première année de l'école Mano : que direz-vous aux jeunes de cette promotion ?**

Je leur dirai que nous serons toujours honnêtes avec eux, que cette école est une formation expérimentale, qui nécessite un partenariat tacite et une confiance mutuelle. Je leur dirai aussi que ce sont des pionnières et des pionniers, qu'il faudra travailler main dans la main, car ce n'est pas un enseignement traditionnel. Nous allons découvrir des choses ensemble dans ce nouveau modèle d'école, car c'est une formation expérimentale aux antipodes d'une logique purement comptable. Et j'aimerais surtout leur dire qu'ils et elles ont tout autant leur place dans ce milieu que n'importe qui.



\* Retrouvez la biographie de Nabil Bellahsene et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

1. À lire aussi, sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr) : « D'autres possibles : "Dans tes rêves" et "Mano", deux projets d'éducation à l'image », par Joana Jaurégui, janvier 2021.



# Trapèze : un nouveau lieu de résidence engagé

« Prendre soin de soi et des autres, c'est un acte politique »

IanE Sirota et Nolwen Terrien / Propos recueillis par Aurore Claverie\*

IanE<sup>1</sup> Sirota et Nolwen Terrien cofondent Trapèze en 2021 : un lieu de résidence de création, installé à Saint-Jean-d'Angély, en Charente-Maritime, pour prendre soin de soi et des autres.

## IanE, Nolwen, quels sont vos parcours ?

IanE Sirota : Je suis plasticienNE et auteure queer écoféministe. J'ai fait face à différents types de violences, passant d'une volonté de censure de mon propos au refus de respecter mon genre. La nécessité d'espaces de création où la parole est accueillie et où l'individu est respecté s'est fait jour comme une évidence.

Nolwen Terrien : Je suis une travailleuse du livre ; je suis relectrice pour des maisons d'édition et j'en ai fondé une petite, Pousse-pied. J'ai été trois ans en charge de la programmation et de l'animation de rencontres littéraires pour un festival et j'ai à cœur de continuer à faire entendre des voix plurielles avec Trapèze.

## Pouvez-vous nous parler de Trapèze ?

I. S. : C'est une association de soutien à la création et à la diffusion, prioritairement pour des artistes auteures et des propos qui peuvent manquer de cet appui, dans une perspective de lutte contre les discriminations.

N. T. : Nous coprogrammons des événements en partenariat avec les structures culturelles de la ville de Saint-Jean-d'Angély. Nous menons aussi un travail interassociatif avec des résidences amies (La Maison François Méchain, Le Pli, la Villa Valmont, etc.<sup>2</sup>) pour que les artistes se rencontrent.

## Trapèze a un positionnement fort par rapport aux questions de parité, d'égalité, de diversité et de lutte contre les discriminations...

I. S. : Dès la rédaction de nos statuts, nous avons inscrit la lutte contre les discriminations dans nos objectifs. Trapèze est constituée de personnes qui sont engagées, sensibles à ces thématiques, souvent parce qu'elles sont directement concernées.

## C'est une réelle responsabilité pour vous ?

I. S. : Pour appuyer sur l'enjeu de responsabilité, et notamment sur les enjeux de santé mentale pour les personnes qu'on accueille, il n'y a pas d'injonction à la production.

N. T. : On sait que les artistes et auteures précaires n'ont pas toujours accès à des espaces de répit. D'ailleurs, nos membres actifs-ves peuvent venir en « séjour de repos créatif », bénéficier des ateliers, avec du temps de qualité, un accès à la nature... Prendre soin de soi et des autres, c'est un acte politique. Aussi, l'accessibilité, tant pour les résidents et les résidentes que pour les publics, est une priorité.

I. S. : Il y a aussi la responsabilité environnementale. Malgré notre budget contraint, on a pu avoir recours au circuit court pour des matériaux renouvelables non polluants et respectueux du bâti ancien. Le potager est un outil d'éducation populaire en la matière.

Et puis étant moi-même syndiquéE, promouvoir les droits des artistes auteures pour qu'ils soient respecté·e·s, valorisé·e·s, rémunéré·e·s et les informer pour leur permettre de mieux comprendre leur environnement administratif, font partie de mes missions au sein de Trapèze et au-delà.

N. T. : Nous souhaitons aussi prendre notre part dans l'éducation artistique et culturelle au sein de notre lieu, rural. S'inscrire dans notre voisinage immédiat, travailler avec les structures locales, les établissements scolaires, etc. est crucial pour nous.

## Vous parlez de point de vue situé, qu'entendez-vous par là ?

I. S. : Ce qui nous intéresse, c'est de promouvoir les points de vue pluriels qui décrivent le monde avec ses injustices actuelles et permettent de penser faire société autrement. L'enjeu est de bousculer ceux qui sont un peu endormi·e·s dans leur confort relatif et de reconforter ceux qui n'ont pas accès à ce confort, dont la dignité n'est pas respectée.

## Quelles sont les actualités à venir pour Trapèze ?

N. T. : Nous allons bientôt accueillir notre première résidente, l'auteure et traductrice Noémie Grunenwald, pendant huit semaines, avec le soutien d'ALCA en tant que lieu de résidence émergent. En 2025, nous ouvrirons un espace d'exposition qui accueillera des soirées littéraires.



\* Retrouvez la biographie d'Aurore Claverie et ses articles sur [prologue-alca.fr](http://prologue-alca.fr)

1. Les majuscules en finales, comme le point médian ou le redoublement, sont des formes d'écriture démasculinisée (dite inclusive), utilisées pour des groupes et de façon individuelle ; c'est alors la personne concernée qui définit la forme qui lui correspond. Respecter ces usages, c'est respecter les personnes.

2. La plupart de ces lieux font partie du réseau des résidences en Nouvelle-Aquitaine : [alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/residences/le-reseau-des-residences-en-nouvelle-aquitaine](http://alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/residences/le-reseau-des-residences-en-nouvelle-aquitaine)

Dans le cadre de la Fête au Chalet, ALCA propose une journée professionnelle aux structures de résidence de la région Nouvelle-Aquitaine, le jeudi 26 septembre 2024. Les thématiques socio-responsables qui traversent notre société et le monde de la culture seront abordées lors de deux tables rondes. L'une autour de l'auteure et ancienne haute fonctionnaire Reine Prat et de ses travaux de recherche sur l'égalité femme/homme ; l'autre sur les questions de « sobriété intense » avec l'enseignant-chercheur Nathan Ben Kemoun.



Pour une bibliographie sélective d'ouvrages abordant les questions de genre, d'identité, de lutte contre les violences sexistes et sexuelles et les discriminations, nous invitons nos lecteurs à consulter ou télécharger le dossier thématique « Amour » rédigé dans le cadre du dispositif de médiation *La Piscine*, développé par ALCA. Vous y trouverez une centaine de titres, de l'album jeunesse au roman, en passant par la BD, le manga, la poésie, ou encore le théâtre et le documentaire.

[alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/livre/education-artistique-et-culturelle-developpement-de-la-lecture/la-piscine-un-dispositif-de-mediation-en-mouvement](http://alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/livre/education-artistique-et-culturelle-developpement-de-la-lecture/la-piscine-un-dispositif-de-mediation-en-mouvement)

## DANS LE CATALOGUE NUMÉRIQUE PATRIMONIAL D'ALCA



ROMAN S-F

### Le Soleil noir

René Pujol

Édition numérique – domaine public – 68 p.  
ISBN : 978-2-902288-29-8 ; juillet 2021

Le roman est paru dans la revue *Lecture pour tous*, en avril, mai et juin 1921 : « L'originalité de nos romans d'action, l'imprévu des événements qui s'y déroulent, leur puissance dramatique donnent à nos numéros un attrait toujours renouvelé. Voici maintenant un récit dont la donnée est saisissante et tout à fait inédite. Nous ne croyons pas qu'aucun de nos plus fameux romanciers d'aventures s'en soit jamais inspiré jusqu'ici. Imaginez un phénomène, d'abord peu inquiétant, mais qui, bientôt, s'amplifie, s'accuse, jusqu'au moment... Mais nous ne voulons pas dévoiler le mystère de l'œuvre passionnante que l'on va lire. »

## CONTE

### La Commune de Malenpis

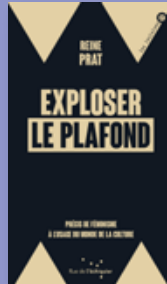
André Léo

Édition numérique – domaine public – 49 p.  
ISBN : 978-2-37588-100-2 ; mai 2017

Première édition : Librairie de la Bibliothèque démocratique, Paris, 1874 (version originale disponible à la médiathèque François-Mitterrand de Poitiers)

« Juste après l'échec de la Commune (1871) André Léo échappe à la répression de "la semaine sanglante". Exilée en Suisse, elle écrit un conte où s'entremêlent féminisme, anarchie et révolution sociale. Commune libre, Malenpis la Bien-Heureuse saura prospérer et déjouer les projets avides des notables et autres royalistes va t'en guerre ? Un conte écrit il y a presque 150 ans mais avec de terribles résonances actuelles où comme l'a chanté Jean Ferrat, la femme est plus que jamais l'avenir de l'homme... »

Ces deux titres sont à télécharger sur : [alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/catalogue-numerique-patrimonial](http://alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/catalogue-numerique-patrimonial)



ESSAI

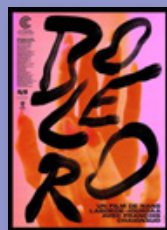
### Exploser le plafond : précis de féminisme à l'usage du monde de la culture

Reine Prat

Éditions Rue de l'Échiquier  
11 x 19 cm – 112 p. – 12 €  
ISBN : 978-2-37425-310-7 ; octobre 2021

« Les mesures adoptées depuis quelques années par les pouvoirs publics pour

réduire les inégalités et promouvoir la diversité n'ont pas jusqu'ici réussi à briser le "plafond de verre". Or le monde change. Les personnes minorisées, du fait de leur "sexe", de leur "race", ou de quelque autre "non-conformité", élèvent la voix plus haut et plus fort. Elles révèlent les violences physiques, psychiques et épistémiques qui s'exercent contre elles au quotidien. Ce faisant elles développent une imagination critique et créatrice qui ouvre la voie à de nouvelles histoires. Celles-ci se déploient dans la sphère privée comme dans l'espace public et gagnent du terrain dans nos représentations artistiques et médiatiques. Le monde des arts et de la culture est particulièrement affecté par ces tensions. Il peut aussi devenir un puissant moteur de changement pour la société tout entière. Il s'agit bien d'exploser un ordre patriarcal qui court à notre perte. »



FICTION – COURT MÉTRAGE

### Boléro

Nans Laborde-Jourdà

Wrong Films, Mémo Films  
17 min – France – 2023  
Soutien à la production de la Région Nouvelle-Aquitaine, en partenariat avec le CNC et accompagné par ALCA.  
Semaine de la Critique – Cannes (2023) : Prix Découverte Leitz Ciné du court métrage/Prix Canal+ du court métrage Champs-Élysées Film Festival – Paris (2023) :

Grand Prix du jury du meilleur court métrage français indépendant

Frank est de passage dans sa ville natale pour se reposer et rendre visite à sa mère. Suivant le rythme saccadé du *Boléro*, ce parcours sur les chemins du souvenir et du désir va le mener, ainsi que tout le village, à une apothéose joyeusement chaotique.



DOCUMENTAIRE – LONG MÉTRAGE

### Nos corps sont vos champs de bataille

Isabelle Solas

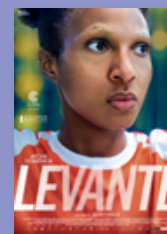
Dublin Films, Les Alchimistes, Le Fresnoy  
100 min – France – 2022  
Soutien à l'écriture, au développement et à la production de la Région Nouvelle-Aquitaine, en partenariat avec le CNC et accompagné par ALCA. La réalisatrice

a bénéficié d'une résidence de création au Chalet Mauriac à Saint-Symphorien (33).

Zinegoak Festival - Bilbao, Espagne (2022) : mention spéciale

Dans une Argentine schizophrène, divisée entre un conservatisme profond et un élan féministe inédit, le film dépeint les trajets de Claudia et Violeta, dans leur cheminement politique et leur vie intime. Femmes trans se revendiquant travesties, elles se heurtent avec leurs camarades à la violence patriarcale, jusque dans leur chair. Convaincues d'être les actrices d'une révolution en cours à la croisée des luttes, face à la défiance du vieux monde elles redoublent d'énergie pour inventer le présent, aimer et rester en vie.

À lire sur *prologue-alca.fr* : « Le désir plus fort que tout », par Catherine Lefort, mars 2022.



FICTION – LONG MÉTRAGE

### Levante

Lillah Halla

In Vivo Films, Arissas, Manjeriçao filmes, Cimarron Cine  
92 min – Brésil, France, Uruguay – 2023  
Soutien à la production de la Région Nouvelle-Aquitaine et du Département de la Charente-Maritime, en partenariat avec le CNC et accompagné par ALCA.  
Semaine de la Critique - Cannes (2023) : Prix Fipresci

Festival Cinélatino - Toulouse (2023) : prix spécial Ciné + en construction  
Festival de Biarritz Amérique Latine (2023) : Abrazo du meilleur film

Sofia, une joueuse de volley-ball prometteuse de 17 ans, apprend qu'elle est enceinte la veille d'un championnat qui peut sceller son destin. Ne voulant pas de cette grossesse, elle cherche à se faire avorter illégalement et se retrouve la cible d'un groupe fondamentaliste bien décidé à l'en empêcher à tout prix. Mais ni Sofia ni ses proches n'ont l'intention de se soumettre à l'aveugle ferveur de la masse.

À lire sur *prologue-alca.fr* : « "Levante" ou l'insurrection d'une jeune fille », par Juliette Warlop, décembre 2023.



Photo : Jul Maroh

## Artiste à l'œuvre : Jul Maroh

Perspectives environnementales, affaires de harcèlement sexuel dans le cinéma, études chiffrées sur la parité et l'égalité dans les milieux culturels, etc., peu de nouvelles incitent à l'optimisme ! Mais ces constats alarmants nous obligent : à rester attentifs, à écouter celles et ceux qui témoignent, à balayer devant notre porte et à réfléchir à notre degré d'exemplarité. Des actions, et bien d'autres, qu'ont entrepris, à l'échelle nationale, divers collectifs et associations de professionnels de la culture mis en lumière dans ces pages. C'est aussi à la mesure de l'individu ou de l'entreprise que différentes formes d'engagement se déploient, que ce soit à travers la création ou la mise en place de modèles économiques sociaux et solidaires. Dans cette perspective, les œuvres de l'artiste Jul Maroh nous sensibilisent à la diversité et à la violence sociale qui s'exerce contre les dénommées minorités. Elles visent peut-être avant tout à bousculer les points de vue de celles et ceux qui ne se sentent pas concernés.

Illustration extraite de la bande dessinée  
*Hacker la peau*, éditions Le Lombard, 2023

